

# LA GAUCHE COMMUNISTE

## Table des matières

LA GAUCHE ITALIENNE ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1919-1926.....	1
LE CONGRÈS DE FONDATION DE LA III <sup>ème</sup> INTERNATIONALE OU IC.....	2
1. Nécessité Historique.....	2
2. La lettre d'invitation au Congrès :.....	3
3. Le congrès de fondation de la III <sup>ème</sup> Internationale : Les 2 - 6 mars 1919 à Moscou.....	4
a) La proclamation de la fondation :.....	4
b) Déroulement des journées.....	5
LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN ET SA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE : 1919-1920.....	9
1. Naissance du PSI et de son courant d'extrême gauche 1864-1914:.....	9
2. La guerre 14-18 : lutte de la gauche contre l'inertie et la dérive de la direction du PSI.....	10
3. Les grandes luttes prolétariennes et leurs reflets dans le parti (1919-1920) : Ou élections ou révolution !.....	13
a) Impuissance et inefficacité du PSI :.....	13
b) Congrès de Bologne du PSI du 5-8 octobre 1919:.....	16
4. La lutte pour la scission :.....	18
1) La FCA s'organise au niveau national :.....	18
2) Démasquer le faux maximalisme ou centrisme :.....	18
5. Thèses de ma Fraction Communiste Abstensionniste du PSI : Pour la constitution d'un Parti Communiste.....	20
a) Conférence nationale de Florence mai :.....	20
b) Les thèses approuvées à la conférence nationale de la Fraction à Florence le 8-9 mai 1920 (Il Soviet du 09.05.20):.....	20
c) Objectifs de ces thèses :.....	22
d) Thèses de la section socialiste de Turin Mai 1920 :.....	23
6. L'adhésion spontanée de la Gauche communisme au bolchevisme:.....	23
Le 2ème CONGRÈS DE L'IC A PETROGRADE 19 Juillet – 7 août 1920.....	25
1. BUTS DU 2 <sup>ème</sup> CONGRÈS :.....	25
2. ORGANISATION :.....	25
3. LES TRAVAUX :.....	27
a) Les tâches du parti et de l'IC :.....	27
b) Les conditions d'admission à l'IC :.....	28
c) Le PC et le parlementarisme :.....	31
d) La question syndicale :.....	38
e) L'IC et la question italienne :.....	38
4. Le processus de formation des sections nationales de l' IC :.....	39
SUR LA MÉTHODE DIALECTIQUE APPENDICE AUX « ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE ».....	41
DIALECTIQUE ET MÉTAPHYSIQUE.....	43
DIALECTIQUE IDÉALISTE ET DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE.....	44
LA NEGATION DE LA NEGATION.....	45
CATÉGORIES ET "FORMES A PRIORI".....	46
LA NÉGATION DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE :.....	47
LA THÉORIE DE LA CONNAISSANCE.....	50
LES GOUVERNEMENTS BRIGANDS, ARABES ET OCCIDENTAUX, À L'ASSAUT DES MASSES PAUVRES ORIENTALES ET DU PROLÉTARIAT MONDIAL (IRAK).....	51
NICARAGUA : LE DESTIN DES PETITES NATIONS.....	56
VIE DU PARTI : RÉUNION GÉNÉRALE DU 3-4 FÉVRIER 1990.....	59



# LA GAUCHE ITALIENNE ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE 1919-1926

De la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale, de la trahison de la social-démocratie organisée dans la 2<sup>ème</sup> Internationale et de la vague révolutionnaire qui déferla sur l'Europe et sur le monde entier de 1916 à 1923 naquit le grand parti communiste, l'Internationale Communiste, représentant l'acquis historique ultime de l'expérience prolétarienne mondiale. L'heure était à la réalisation du mot d'ordre ébauché par la Commune de Paris et mis en lumière par Marx, la dictature du prolétariat, unique voie d'issue pour briser le joug de la société bourgeoise sur l'humanité. Dès 1914 et lors du congrès de mars 1919 à Moscou, il était clair que les Bolcheviks par leur clarté théorique, leur place à la tête du mouvement révolutionnaire russe qui réalisait concrètement et totalement la dictature du prolétariat sous la forme des Soviets, exprimaient la synthèse éclatante de toutes les expériences et de tout le bagage théorique du mouvement ouvrier depuis le Manifeste de 1848 !

La confusion, l'immaturation, voire l'infantilisme régnaient encore parmi les révolutionnaires des autres pays, qui se trouvaient être le plus souvent précédés par l'instinct révolutionnaire des masses en mouvement et soulevés par leur souffle gigantesque. Seule la Gauche italienne née à Naples avant 1914 de la dégénérescence évidente de la social-démocratie locale dans l'opportunisme et l'électorisme éhonté devait lentement mais solidement et sûrement se frayer un chemin théorique et pratique lumineux jusqu'aux Bolcheviks. Il est remarquable de constater comment de son côté, dans tous ses écrits de 1914 à 1918, la Gauche italienne énonce clairement les différentes positions et mots d'ordre qui seront ceux des Bolcheviks, et comment au 2<sup>ème</sup> congrès de l'IC de 1920 les deux courants se retrouvèrent totalement dans leur vision théorique, programmatique et pratique, et dans l'analyse de la situation mondiale.

Évidemment nous ne passerons pas sous silence ce que les "historiens" tordus et vendus du mouvement ouvrier ne cessent de piailler à notre sujet, lorsque nous affirmons notre complète harmonie avec les révolutionnaires russes de 1920 ! Nous ne cesserons d'affirmer que s'il y eut dissension, entre les Bolcheviks et nous, elle fut d'une part **accessoire** parce qu'il s'agissait d'une question non primordiale du 2<sup>ème</sup> congrès, c'est-à-dire la question parlementaire, et que d'autre part elle ne portait pas sur une question de **principe** comme nous l'affirmâmes avec nos camarades russes. Les Bolcheviks combattaient alors énergiquement un des points faibles des révolutionnaires, leur infantilisme, leur immaturité théorique et l'antiparlementarisme de principe leur servit de cible préférée. Malheureusement nous ne nierons pas que par la suite les sujets de discorde se firent plus nombreux. Si notre analyse de l'effet néfaste de l'utilisation de l'électorisme pour le mouvement ouvrier devait se montrer juste, de même notre dénonciation immédiate de la tactique erronée du 3<sup>ème</sup> congrès de l'IC se trouva tragiquement confirmée par la dégénérescence de l'IC dès 1926 et sa mise à mort par le stalinisme et la contre-révolution.

Ce travail qui retrace donc l'histoire de la Gauche italienne et de l'IC de 1919 à 1926 se donne "modestement" pour tâche de montrer comment la Gauche italienne rejoignit les Bolcheviks, comment toujours **unie à l'IC et disciplinée**, elle éleva fermement la voix pour tenter de barrer la route à l'opportunisme et comment ayant échoué, l'IC ayant dégénéré et le bolchevisme révolutionnaire ayant été assassiné, elle demeura alors, et le reste dans le désert actuel de la contre-révolution, la seule héritière de l'expérience et du bagage théorique marxiste du mouvement ouvrier international.

# LE CONGRÈS DE FONDATION DE LA III<sup>ème</sup> INTERNATIONALE OU IC.

## 1. Nécessité Historique

Tous les faits et l'histoire précédant la 1<sup>re</sup> guerre mondiale concourent à montrer que la fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale devint une nécessité historique après 1914 avec la trahison éclatante de la social-démocratie et le déferlement de la vague révolutionnaire en Europe et dans le reste du monde.

Ainsi dans les décennies précédant 1914, la presque totalité des PS avait pris un caractère qui travestissait la doctrine marxiste et sa praxie révolutionnaire. Une longue période de développement relativement "pacifique" du capitalisme avait entraîné l'abandon de la théorie catastrophique du marxisme pour celle d'une illusoire évolution pacifique et graduelle vers le socialisme, jusqu'à nier la guerre de classe. D'instrument de renversement du régime bourgeois, les partis de la 2<sup>ème</sup> Internationale étaient devenus des facteurs de stabilité et avec les organisations prolétariennes les meilleurs instruments du capitalisme pour conduire les masses sur les fronts de la guerre impérialiste.

Si la guerre avait démontré la nature conservatrice et filo-bourgeoise de la social-démocratie, la révolution russe et les mouvements prolétariens dévoilèrent de la façon la plus complète sa fonction de bourreau et de fossoyeur de l'émancipation prolétarienne. Face au danger de l'assaut prolétarien, la social-démocratie n'hésita pas à renier sa propre philosophie démocratique et pacifiste, devenant elle aussi (soit dans des gouvernements de coalition, soit dans des gouvernements complètement "socialistes") violente, dictatoriale et terroriste vis-à-vis de la classe ouvrière et des communistes.

Si jusqu'à l'éclatement de la guerre impérialiste, réformistes et révolutionnaires avaient pu se côtoyer dans le même parti, avec le passage évident de la social-démocratie dans les rangs de la bourgeoisie, les révolutionnaires devaient accomplir la tâche historique de rompre avec les réformistes, créer de nouveaux partis et une nouvelle Internationale sur des bases strictement marxistes révolutionnaires pour se débarrasser de l'infection social-démocrate et pouvoir guider les masses en mouvement.

Au lendemain de la fondation officielle de la III<sup>ème</sup> Internationale, Lénine expliquait la succession historique des 3 Internationales, dans un article intitulé "La III<sup>ème</sup> Internationale et sa place dans l'histoire" du 15 avril 1919<sup>1</sup>.

"La fondation de la III<sup>ème</sup> s'est faite dans une conjoncture mondiale telle qu'aucun interdit, aucune manœuvre mesquine et misérable des impérialistes de "l'Entente" ou des laquais du capitalisme, comme les Scheidemann en Allemagne, les Renner en Autriche, ne sauraient empêcher de propager parmi la classe ouvrière du monde entier les nouvelles relatives à cette Internationale et les sympathies qu'elle suscite. Cet état de choses est dû à la révolution prolétarienne qui partout grandit manifestement, non pas de jour en jour, mais d'heure en heure. Cet état de choses est dû au mouvement des masses laborieuses **en faveur des Soviets**, mouvement d'une puissance telle qu'il est devenu vraiment internationale.

"La I<sup>ère</sup> Internationale (1864-1872) avait jeté les fondements de l'organisation mondiale des travailleurs pour préparer leur assaut révolutionnaire contre le capital. La II<sup>ème</sup> Internationale (1889-1914) a été l'organisation internationale du mouvement prolétarien dont le progrès s'est fait **en largeur**, ce qui n'a pas été sans entraîner un abaissement provisoire du niveau révolutionnaire, une intensification provisoire de l'opportunisme qui devait finalement aboutir à la faillite honteuse de cette Internationale.

"La III<sup>ème</sup> Internationale a été pratiquement fondée en 1918, au moment où les longues années de lutte contre l'opportunisme et le social-chauvinisme, pendant la guerre surtout, avaient abouti à la formation de partis communistes dans plusieurs pays. Officiellement, la III<sup>ème</sup> Internationale a été fondée lors de son premier congrès, en mars 1919, à Moscou. Le trait éminemment caractéristique de cette Internationale, sa mission – appliquer, traduire dans la vie les préceptes du marxisme et réaliser l'idéal séculaire du socialisme et du mouvement ouvrier – ce trait éminemment caractéristique de la III<sup>ème</sup> Internationale s'est révélé d'emblée par le fait que la nouvelle, la troisième "Association internationale des travailleurs" **coïncide dès maintenant dans une certaine mesure, avec l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.**

1 Œuvres tome 29 p309-310

"La I<sup>ère</sup> Internationale a jeté les fondements de la lutte prolétarienne, internationale, pour le socialisme.

La II<sup>ème</sup> Internationale a été une phase de préparation du terrain pour propager largement parmi les masses le mouvement dans plusieurs pays.

La III<sup>ème</sup> Internationale a recueilli les fruits du labeur de la II<sup>ème</sup> Internationale, elle en a amputé la vermine bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a **commencé à réaliser** la dictature du prolétariat.

"L'union internationale des partis dirigeant le mouvement le plus révolutionnaire du monde, le mouvement du prolétariat pour renverser le joug du capital, dispose maintenant d'une solidité sans précédent : plusieurs **Républiques soviétique** qui incarnent à l'échelle internationale la dictature du prolétariat, sa victoire sur le capitalisme.

"La portée historique universelle de la III<sup>ème</sup> Internationale, l'Internationale Communiste, est d'avoir commencé à mettre en pratique le plus grand mot d'ordre de Marx, le mot d'ordre qui dresse le bilan de l'évolution du socialisme et du mouvement ouvrier depuis un siècle, le mot d'ordre qui s'exprime ainsi : dictature du prolétariat".

La III<sup>ème</sup> Internationale se donnait donc pour tâche historique de réaliser le mot d'ordre de la dictature du prolétariat avancé par Marx après la commune de 1871 et point ultime de l'évolution du mouvement ouvrier, et pour cela de fonder le parti international, guide de la révolution mondiale. Lénine affirme aussi, toujours dans le texte cité, que "Par rapport à la Commune de Paris, un second pas d'une portée historique universelle a été accompli" **avec la création des Soviets**. "Pour la 1<sup>ère</sup> fois au monde, la démocratie soviétique ou prolétarienne a créé **la démocratie pour les masses**" en réprimant la "liberté" des exploités et de leurs complices, comme la démocratie bourgeoise n'était en fait que la liberté pour les riches. Aussi pour Lénine la nouvelle forme que doit prendre la dictature du prolétariat dans la révolution mondiale est celle des Soviets. Le 5 mars 1919<sup>2</sup> il écrivit dans la Pravda un article intitulé "Conquis et consacré" se terminant par l'affirmation : que "La Fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale, l'IC est le prélude de la république internationale des Soviets, de la victoire mondiale du communisme".

## 2. La lettre d'invitation au Congrès :

Si dès août 1914 la faillite de la II<sup>ème</sup> Internationale et la nécessité de se séparer de l'opportunisme était une évidence pour la gauche du mouvement ouvrier, les désaccords resteront profonds sur le moment de prendre l'initiative de fonder cette nouvelle Internationale. La gauche de Zimmerwald en 1916, partisane de la fondation rapide de la III<sup>ème</sup> Internationale, demeure faible et ne rassemble autour du noyau bolchevique qu'une poignée de militants<sup>3</sup>. En 1917 les souffrances de la guerre et la victoire de la révolution russe radicalise la situation. Dès son arrivée à Petrograd, Lénine place la construction de la nouvelle Internationale au 1<sup>er</sup> rang des devoirs de son parti (point 17 des Thèses d'Avril). En janvier 1918, une conférence "internationale" groupant essentiellement des Lettons et des Scandinaves a lieu à Moscou et se prononce pour la convocation rapide d'un "congrès socialiste international". Dans les mois qui suivent le parti bolchevique abandonne l'étiquette "social démocrate" pour prendre le nom de Parti Communiste et les PC de Lettonie et de Finlande sont fondés. Le PC allemand est fondé en janvier 1919. L'initiative du parti travailliste britannique de convoquer à Lausanne une conférence internationale pour réactiver la II<sup>ème</sup> Internationale a provoqué une vive réaction des Bolcheviks qui préparent fin décembre un document politique pour la convocation de "la conférence socialiste internationale" visant à la fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale, sur la base des programmes bolchevique et spartakiste. Le document politique sera terminé le 31 décembre 1918 pour être remis au représentant spartakiste venu alors en Russie, avant le congrès de fondation du PC allemand. En effet la fondation du PC allemand était un fait capital pour les Bolcheviks. Le 21 janvier 1919 dans sa lettre ouverte aux ouvriers d'Europe et d'Amérique, Lénine affirmera<sup>4</sup> : "Lorsque la Ligue Spartakus se fut intitulée Parti Communiste d'Allemagne, alors, la fondation de l'IC, véritablement prolétarienne, véritablement internationaliste,

2 Œuvres tome 28 p504.

3 Le suisse Platten, l'allemand Levi, le polono-allemand Radek, les hollandais Pannekoek et Görter.

4 Œuvres, tome 26 p383.

véritablement révolutionnaire, devint un fait. Formellement, cette fondation n'a pas encore été consacrée, mais en réalité, la III<sup>ème</sup> Internationale existe dès à présent". Le document définitif ou "lettre d'invitation au congrès" rédigé par Trotski sera soumis à une réunion internationale fin janvier 1919 où des représentants des partis russes, polonais (bureau étranger), hongrois (bureau étranger), autrichien (bureau étranger), letton, finlandais, de la fédération social-démocrate révolutionnaire des Balkans et du SLP américain l'approuvèrent et la contresignèrent. La date prévue est celle du 15 février et le lieu choisi est Berlin. Mais comme on le sait la réunion eut lieu à Moscou en mars 1919.

La lettre d'invitation au congrès commence ainsi : "Les partis et organisations soussignés considèrent que la convocation du premier congrès de la nouvelle Internationale est d'une urgente nécessité. Au cours de la guerre et de la révolution, non seulement la faillite complète des anciens partis social-démocrates et socialistes et, en même temps qu'eux, de la II<sup>ème</sup> Internationale, a été éclatante, non seulement est apparue l'incapacité des éléments intermédiaires de l'ancienne social-démocratie (appelés le "centre") à l'action révolutionnaire effective, mais encore on voit se dessiner actuellement les contours de la véritable Internationale révolutionnaire. La montée très rapide de la révolution mondiale posant constamment de nouveaux problèmes, le danger d'étouffement de cette révolution par l'alliance des États capitalistes contre la révolution sous l'hypocrite drapeau de la "Société des Nations", les tentatives des partis social-traîtres de se réunir et d'aider encore leur gouvernement et leur bourgeoisie pour trahir la classe ouvrière après s'être accordé une "amnistie" mutuelle, enfin l'expérience révolutionnaire extrêmement riche déjà acquise et le caractère mondial de l'ensemble du mouvement révolutionnaire - toutes ces circonstances nous obligent à mettre à l'ordre du jour de la discussion la question la convocation d'un congrès international des partis prolétariens révolutionnaires.

Ensuite la lettre se divise en 3 parties. La 1<sup>ère</sup> partie concerne les buts et la tactique élaborés à partir des programmes de la Ligue Spartakus et du PC russe : la période actuelle est celle de l'effondrement du système capitaliste mondial ; la tâche du prolétariat consiste maintenant à s'emparer du pouvoir d'État en détruisant l'appareil d'État de la bourgeoisie et en organisant un nouvel appareil du pouvoir prolétarien ou dictature du prolétariat ; le pouvoir des conseils ouvriers ou des organisations ouvrières est la forme concrète de cet État prolétarien; etc... La 2<sup>ème</sup> partie définit les rapports avec les partis "socialistes" : lutte implacable contre les social-patriotes, rupture avec le centre dont Kautsky est le théoricien, après avoir tenté d'en détacher les éléments révolutionnaires ; nécessité de gagner tous les groupes qui manifestent une évolution vers le courant révolutionnaire. La lettre donne ensuite une liste de 39 partis, tendances et groupes invités au congrès. Enfin la 3<sup>ème</sup> partie porte sur la question d'organisation et sur le nom du parti.

### **3. Le congrès de fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale : Les 2 - 6 mars 1919 à Moscou.**

#### **a) La proclamation de la fondation :**

En lisant les comptes-rendus des séances, il apparaît que les Bolcheviks, dans l'ignorance où ils étaient de la situation réelle des partis sympathisants hors de Russie, hésitèrent devant une éventuelle proclamation immédiate de la III<sup>ème</sup> Internationale et pensèrent plutôt s'en tenir aux termes de la lettre d'invitation, c'est-à-dire une conférence à laquelle ils proposeraient de discuter de la convocation d'un congrès de fondation !

En effet dans la Russie assiégée et affamée, seul un petit nombre de délégués parvinrent à se rendre au congrès. L'assemblée de Moscou était donc peu représentative et une erreur d'appréciation sur la situation internationale était possible. 51 délégués prirent part aux différentes réunions, mais beaucoup étaient en réalité des militants bolcheviks n'ayant pas d'information sur la situation mondiale, comme ceux des PC de Pologne, Lettonie, de l'Ukraine, de la Lituanie, de la Biélorussie, d'Arménie, etc... Il en était de même pour le groupe des Allemands de Russie et pour les représentants des "groupes communistes" formés en Russie depuis 2 ans qui sont en réalité des sections étrangères du PC russe : groupes tchèque, bulgare, yougoslave, français, chinois et coréen. Seuls vinrent réellement de l'étranger les 2 délégués suisses, Platten et Katscher, l'Allemand Eberlein (pseudonyme Albert), le Norvégien Stange, le Suédois Grimlund et le Français Guilbeaux (qui vit depuis des années en Suisse). Il est à noter qu'il n'y eut aucun

représentant pour l'Italie. D'autre part la position du PC allemand posait un grave problème aux Bolcheviks. La centrale de ce parti, sur les instances de Rosa Luxemburg et de Léo Jogiches avait pris position contre la fondation immédiate de la III<sup>ème</sup> Internationale qu'elle jugeait prématurée en l'absence de partis communistes vraiment représentatifs en Europe occidentale et d'une plate forme bien définie. Or l'attitude du parti allemand était capitale pour les dirigeants russes : une Internationale ne pouvait être construite sur la base d'un seul grand parti, comme le PC russe, et le PC allemand devait être la 2<sup>ème</sup> pierre de la fondation. Son opposition obligeait les Bolcheviks à reculer et à renvoyer à plus tard la proclamation projetée, comme le montre les travaux, discours et votes des 2 premiers jours. Le 3<sup>ème</sup> jour pourtant un retournement brutal se produisit avec la proposition de Racovski et d'autres de proclamer la III<sup>ème</sup> Internationale et de revenir par conséquent sur le vote du 1<sup>er</sup> jour. L'intervention du délégué autrichien Gruber, arrivé le 2<sup>ème</sup> jour, et qui fit une description enthousiaste de la révolution en Europe centrale, fut certainement décisive. De même Eberlein avait expliqué le 1<sup>er</sup> jour du congrès que la victoire de la révolution allemande était proche (alors que Noske le même jour envoyait ses corps-francs rétablir l'ordre à Berlin !). Pour les Bolcheviks la proclamation de l'IC dont ils défendaient la nécessité depuis 5 ans, était avant tout liée au mouvement révolutionnaire et à son rythme de développement mondial. Isolés du monde extérieur, avec les informations éparses qu'ils peuvent recueillir, ils ont la magnifique intuition que l'heure de la proclamation a sonné, qu'ils doivent balayer les dernières réticences des autres délégués et surtout celles du délégué allemand, "déployer l'étendard communiste" pour regrouper derrière un parti mondial les troupes révolutionnaires en mouvement ! Les semaines et mois qui virent tous les mouvements révolutionnaires se rallier derrière l'IC vérifièrent la justesse de ce formidable défi lancé par la petite conférence de mars 1919 !

## **b) Déroulement des journées.**

Le 2 mars 1919 (1<sup>ère</sup> journée) commence par le discours d'ouverture de Lénine qui déclare que "notre réunion est un événement historique de portée universelle (...) la révolution mondiale internationale commence et grandit dans tous les pays "et que " le prolétariat est maintenant capable de mettre en pratique sa domination".

Un bureau du congrès comprenant Lénine, Erberlein et Platten, et comme secrétaire permanent Klinger (dirigeant allemand du parti russe) est élu. L'assemblée décide de se rallier à la proposition des communistes allemands de siéger en tant que "Conférence Communiste Internationale" et donc de ne pas fonder formellement la III<sup>ème</sup> Internationale comme le souhaitait le Comité central du PC russe, et les délégués finnois. Lénine propose l'ordre du jour suivant : 1. Constitution. 2. Lecture des rapports. 3. Plate forme de la conférence communiste internationale (rapporteurs : Albert ou Eberlein, Boukharine). 4. Démocratie bourgeoise et dictature prolétarienne (thèses de Lénine). 5. La conférence de Berne et la position envers les courants socialistes (Platten et Zinoviev). 6. La situation internationale et la politique de l'Entente. 7. Le Manifeste de l'IC de Trotsky. 8. La terreur blanche. 9. Élection du bureau.

Les rapports des délégués furent ensuite entendus : celui d'Albert (Eberlein) pour l'Allemagne, de Platten pour la Suisse, de Zinoviev pour la Russie, de Sirola pour la Finlande, de Stange pour la Norvège, de Reinstein pour les USA, de Rudnyansky pour la Hongrie, de Katscher pour la Suisse, de Trotsky pour la Russie, de Rutgers pour la Hollande.

Le 3 mars 1919 (2<sup>ème</sup> journée), la séance débute par le rapport du camarade ukrainien Racovski (Fédération révolutionnaire balkanique) puis y fait suite le rapport de Shrypnik (représentant du PC ukrainien) qui décrit la situation révolutionnaire des masses ukrainiennes. Sadoul, membre du groupe communiste français en Russie, commente la situation en France. Feinberg, en Russie depuis juin 1918, parle de celle de l'Angleterre.

Commence ensuite les débats sur la "Plate forme de la conférence communiste internationale" dont les rapporteurs étaient Albert et Boukharine. Cette plate-forme se donnait pour but d'exprimer clairement et distinctement les tâches, buts, voies du prolétariat. Elle se compose d'abord d'un avant-propos qui caractérise la bourgeoisie, le capitalisme et ses antagonismes. Puis elle se divise en 4 parties : 1 La conquête du pouvoir politique par le prolétariat à travers la destruction de l'appareil d'État bourgeois et la création de l'appareil d'État prolétarien; 2 Démocratie et dictature : la dictature du prolétariat sera une

situation transitoire avant la disparition des classes, la démocratie bourgeoise n'étant rien d'autre que la dictature bourgeoise déguisée; au contraire, le système des Soviets lie les masses aux organes des administrations. 3 L'expropriation de la bourgeoisie et la socialisation des moyens de production. 4 Le chemin de la victoire : tous les moyens comme celui de l'utilisation révolutionnaire du parlementarisme bourgeois doivent être subordonnés à la guerre déclarée avec la machine gouvernementale bourgeoise. Les conditions préliminaires à la lutte victorieuse du prolétariat sont la rupture avec les social démocrates de droite et du centre. La journée se terminait avec le rapport du représentant du PC autrichien Gruber qui fit une description enthousiaste de la révolution en Europe centrale.

Le 4 mars 1919 (3<sup>ème</sup> journée), le débat sur la plate-forme se poursuivit et la plate-forme est adoptée à l'unanimité moins une abstention (celle du PC norvégien). Lénine lut ensuite ses 22 thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat. Il s'agit là d'une dénonciation de l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise. La thèse 9 déclare ainsi : "L'histoire du 19<sup>ème</sup> et du 20<sup>ème</sup> siècle nous a montré dès avant la guerre ce qu'était en fait la fameuse "démocratie pure" sous le capitalisme. Les marxistes ont toujours dit que plus la démocratie est évoluée, "pure", et plus la lutte de classe devient acharnée, aiguë, déclarée, plus le joug du capital et la dictature de la bourgeoisie se manifestent dans toute leur "pureté". (...) même dans les républiques les plus démocratiques, on voit dominer en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, qui se manifestent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploiters que le pouvoir du capital est ébranlé".

Ces thèses mettent ainsi en évidence que la dictature du prolétariat est l'unique défense contre la dictature de la bourgeoisie, et qu'il ne peut y avoir aucun moyen terme. Mais que ces dictatures se distinguent foncièrement du fait que la dictature de la bourgeoisie est la répression de l'immense majorité de la population, à savoir les travailleurs, tandis que la dictature du prolétariat est la répression d'une minorité infime de la population, c'est-à-dire les exploiters. La forme de la dictature du prolétariat est celle du pouvoir des Soviets où le pouvoir d'État tout entier, tout l'appareil d'État, a pour fondement unique et permanent l'organisation des classes qui étaient opprimées par le capitalisme, c'est-à-dire les ouvriers et les semi-prolétaires (paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui).

La résolution concernant ces thèses affirme que la principale tâche des partis communistes dans tous les pays où le pouvoir des Soviets n'existe pas consiste à :

1. expliquer aux larges masses de la classe ouvrière la portée considérable de la nécessité politique et historique de la nouvelle démocratie, de la démocratie prolétarienne, qui doit être substituée à la démocratie bourgeoise et au parlementarisme.

2. Répandre et organiser les Soviets parmi les ouvriers de toutes les branches de l'industrie, parmi les soldats et les marins, et aussi parmi les salariés agricoles et les paysans pauvres.

3. Créer au sein des Soviets une solide majorité communiste.

Puis on discute de la proposition de procéder à la fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale. Depuis la veille et après la description de la révolution en Europe centrale faite par Gruber, les partisans de la proclamation immédiate de la III<sup>ème</sup> Internationale avaient contre-attaqué. La décision de se considérer comme une simple conférence préparatoire a été prise le 1<sup>er</sup> jour en l'absence de plusieurs délégués, notamment de Racovski. Ce dernier avait insisté la veille pour qu'il soit revenu sur ce vote. La proposition est faite par les représentants du PC de l'Autriche allemande (Gruber), du parti social-démocrate de gauche suédois (Grimlund), de la fédération ouvrière révolutionnaire social démocrate des Balkans (Racovski) et du PC hongrois (Rudnyansky). Albert intervint évidemment pour s'y opposer en arguant du fait qu'il n'existe de véritables PC que dans peu de pays et que l'on ne peut pas savoir qui se trouverait derrière cette nouvelle Internationale puisque les partis des principaux pays occidentaux ne sont pas représentés à cette conférence. Zinoviev lui répondit en répétant que dès le début de cette réunion le PCR était pour la fondation immédiate de la III<sup>ème</sup> Internationale, mais que les camarades allemands ont insisté pour remettre cette fondation. Pour lui la révolution victorieuse en marche vaut bien plus que la création formelle de PC exigée par les Allemands pour la fondation de la III<sup>ème</sup> Internationale. La proposition fut adoptée à l'unanimité moins 5 abstentions, dont celle du PC allemand.

Les travaux et discussions furent donc poursuivis par l'assemblée en tant que congrès de l'IC. Eberlein déclara que dès son retour en Allemagne il s'efforcera de convaincre ses camarades. En fait il ne devait pas rencontrer d'opposition à la décision prise à Moscou, contraire au mandat qu'il avait reçu de la centrale, car le souffle révolutionnaire avait déjà transformé les convictions.

La journée se termina par la déclaration des participants à Zimmerwald qui après avoir dissout l'organisation de Zimmerwald demandèrent au bureau de la conférence de Zimmerwald de remettre tous ses documents au comité exécutif de la III<sup>ème</sup> Internationale (Signée par : Zinoviev, Racovski, Trotsky, Lénine, Platten). La résolution de dissolution du groupement de Zimmerwald fut adoptée à l'unanimité.

Le 5 mars 1919 (4<sup>ème</sup> journée), la question traitée porte sur "la conférence de Berne et la position envers les courants socialistes" dont les rapporteurs sont Platten et Zinoviev. La résolution votée affirme que la conférence de Berne en février 1919 était une tentative de galvaniser le cadavre de la II<sup>ème</sup> Internationale. L'attitude servile de la conférence montre que les social-patriotes se sont consciemment prononcés en faveur du maintien de l'esclavage du salariat capitaliste et sont prêts à tromper la classe ouvrière par de vaines réformes. Le congrès de l'IC considère l'Internationale, que la conférence de Berne tente de reconstruire, comme une internationale jaune de briseurs de grèves, qui n'est et ne restera qu'un instrument de la bourgeoisie.

Lao Chi-Tao, président du CC de l'Union des Travailleurs Chinois en Russie, fait ensuite un rapport sur la situation en Chine. Et la journée s'achève sur le point 7 de l'ordre du jour : "La situation internationale et la politique de l'Entente".

Le 6 mars 1919 (5<sup>ème</sup> journée), Trotsky lit le "Manifeste de l'IC aux prolétaires du monde entier" dont il est l'auteur. Il s'agit là d'une magnifique analyse de la lutte de classe et de la société bourgeoise depuis le 1<sup>er</sup> Manifeste, dont nous donnerons l'extrait suivant : "Conscients du caractère universel de leurs tâches, les ouvriers les plus avancés ont tendu vers une association internationale dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé. Les bases en furent posées en 1864, à Londres, par la Première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est issue l'Allemagne des Hohenzollern, mina la première Internationale en même temps qu'elle impulsa le développement de partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces partis se réunirent à Paris en congrès et créèrent l'organisation de la II<sup>ème</sup> Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était entièrement placé, à cette époque, sur le terrain national, dans le cadre de l'État national, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail d'organisation et de réformes créèrent une génération de dirigeants dont la majorité reconnaissaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais qui y renoncèrent en fait et s'enfoncèrent dans le réformisme et l'adaptation à l'État bourgeois. Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la II<sup>ème</sup> Internationale s'est révélé définitivement et a conduit au plus grand Krach de l'histoire mondiale, au moment précis où le cours des événements exigeait des partis ouvriers des méthodes de lutte révolutionnaires. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en dévoilant le fait que, derrière son programme social-révolutionnaire, il n'y avait pas encore de force organisée des masses, la guerre de 1914 acheva la II<sup>ème</sup> Internationale en montrant qu'au-dessus des masses ouvrières fortement soudées se tenaient des partis qui s'étaient transformés en organes dociles de l'État bourgeois.

"Cela n'est pas vrai seulement des social-patriotes qui sont passés de nos jours ouvertement dans le camp de la bourgeoisie en devenant ses agents de confiance préférés et les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière, mais aussi des centristes indécis et inconstants qui s'efforcent de nos jours de restaurer la II<sup>ème</sup> Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, et l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le parti indépendant d'Angleterre (ILP) et d'autres groupes semblables dans d'autres pays essayent effectivement de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les vieux partis officiels de la II<sup>ème</sup> Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant de cette manière l'énergie du prolétariat par tous les moyens, prolongeant la crise et aggravant ainsi encore les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.

"Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels surannés, nous nous considérons, nous communistes, rassemblés dans la III<sup>ème</sup> Internationale, comme les continuateurs directs des efforts héroïques et du martyre de toute une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. Si la I<sup>ère</sup> Internationale a prévu le développement de l'histoire et préparé ses voies, si la II<sup>ème</sup> a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la III<sup>ème</sup> Internationale, elle, est l'Internationale de l'action de masse ouverte, de la réalisation révolutionnaire, l'Internationale de l'action.

"La critique socialiste a suffisamment stigmatisé l'univers bourgeois. La tâche du parti communiste international consiste à renverser cet ordre social et à édifier à sa place le régime socialiste.

"Nous demandons aux ouvriers et aux ouvrières de tous les pays de s'unir sous la bannière communiste qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétariennes !

"Prolétaires de tous les pays, dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie, contre les classes privilégiées, contre la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression sociale ou nationale, unissez-vous ! Sous la bannière des conseils ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous la bannière de la III<sup>ème</sup> Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous !"

On passe ensuite à la question de l'organisation de l'IC. Afin de pouvoir commencer sans tarder son activité, le congrès élit immédiatement les organismes nécessaires dans l'idée que la constitution statutaire de l'IC sera soumise au prochain congrès sur proposition du bureau. La direction de l'IC est confiée à un comité exécutif qui se compose d'un représentant de chaque PC des pays les plus importants. Jusqu'à l'arrivée des représentants étrangers, les camarades du pays où siège le CE se charge d'assurer le travail. Le CE élit un bureau de 5 personnes : Lénine, Trotsky, Zinoviev, Racovski, Platten.

Enfin Lénine clôture le congrès par un discours qui affirme que les délégués du congrès n'ont "eu à enregistrer ici que ce que les masses avaient déjà réussi à conquérir dans leur lutte révolutionnaire". La petite conférence de mars 1919 a eu la tâche historique formidable de lever l'étendard derrière lequel la classe ouvrière du monde entier va se retrouver pour donner l'assaut non plus au ciel comme en 1871 à Paris mais à la société bourgeoise dans son ensemble !

## LE PARTI SOCIALISTE ITALIEN ET SA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE : 1919-1920.

### 1. Naissance du PSI et de son courant d'extrême gauche 1864-1914:

De 1864 à 1880, ce sont les libertaires qui dominent en Italie le mouvement ouvrier. La première affirmation du marxisme se manifeste dans le PS de Romagne à Rimini en 1881. Le **PSI est fondé en 1892** à Gênes et naît de l'union du PS de Romagne avec le Parti Ouvrier de Milan ("apolitique" et abstentionniste, et où milite l'avocat Turati !). Cette fondation marque la rupture avec les anarchistes opposés à toute participation électorale, et le programme du PSI, conservé jusqu'en 1919, contiendra des expressions bien trop vagues ; son trait de force s'exprime dans l'opposition à toute alliance électorale et parlementaire.

L'année 1900 sera celle de la naissance au sein du PSI du **réformisme** qui apparaît comme une réponse à la répression exercée par la classe dominante et son appareil étatique, et qui cherche à soutenir la fraction modérée et la plus "tolérante" de la bourgeoisie. Ainsi au Congrès de Rome (septembre 1900), la tendance favorable aux alliances électorales, afin de lutter contre le retour de la droite aux rênes de l'État, l'emporte par 109 votes contre 69 (les intransigeants). Le réformisme est représenté par Turati, Trèves, Modigliani, Chiesa, Bissolati. Puis au Congrès d'Imola (1902), les réformistes obtiennent 456 votes contre 279, en faveur de l'action autonome du groupe parlementaire. Ils s'appuient sur la CGL (fondée en 1906) qui est déjà minée par l'opportunisme.

Petit à petit, face à ce réformisme scandaleux, un mouvement de réaction va se développer dans le PSI. L'aile marxiste étant faible, c'est d'abord les syndicalistes révolutionnaires qui en 1904 ont cette fonction; mais ils scissionnent en 1907 (soréliens et anarcho-syndicalistes qui dévalorisent l'action politique et le parti). Au Congrès de Milan en 1910 les "intransigeants" opposés aux réformistes se manifestent avec Lazzari, Mussolini. Lors de la guerre de Libye en 1911-1912, les réformistes se divisent en partisans et adversaires de la guerre. En février 1912, le groupe parlementaire vote finalement contre l'annexion de la Libye. Le Congrès de Reggio Emilia (1912) du PSI donne la prévalence aux intransigeants sur les réformistes et expulse l'extrême-droite de Bissolati du parti qui est partisane de la collaboration aux ministères bourgeois et soutient la guerre de Libye. Mussolini intervient à ce congrès contre l'autonomie du groupe parlementaire.

La fraction intransigeante qui représente donc la gauche du PSI avec Lazzari, Mussolini, etc, a pour journal "La Soffitta". Mussolini, déjà directeur de "l'Avanguardia" de la Fédération des jeunes, devient directeur de l'"Avanti", organe du PSI. La Fédération des jeunes, née en 1907, a une direction ultra-gauche et mène un dur combat contre le réformisme.

La victoire complète du courant intransigeant révolutionnaire a lieu au **Congrès d'Ancône en avril 1914**, caractérisé par la condamnation de l'appartenance à la franc maçonnerie.

Le courant d'extrême-gauche dans le PSI naît dans le Mezzogiorno et à Naples. A Naples existait une des premières sections italiennes de l'Internationale fondée par Bakounine en 1870. Elle s'orienta vers la doctrine syndicaliste de Sorel, fonda la "Propaganda" en 1898 et se battit contre l'administration libérale. En 1900, Naples devint le centre italien où le réformisme se développa le plus gravement avec des alliances électorales scandaleuses. En 1907, les syndicalistes quittèrent la section alors composée en majorité de réformistes et de francs-maçons participant à des blocs électoraux et soutenant la guerre de Libye.

En 1912 c'est au tour des socialistes révolutionnaires de quitter la section pour fonder le "Cercle Socialiste Karl Marx" et l'organe la "Voce", tout en revendiquant leur appartenance au PSI. Le cercle réintégra la section après le congrès d'Ancône d'avril 1914 où le groupe des marxistes révolutionnaires de Naples tira les conclusions de la longue bataille contre les manifestations de l'ignominie électoraliste qui a atteint son sommet à Naples ; il fonda "Il socialista" de Naples en mars 14, organe du PSI en Campanie.

## 2. La guerre 14-18 : lutte de la gauche contre l'inertie et la dérive de la direction du PSI.

Parmi les partis socialistes, seuls les Bolcheviks, le PS serbe et le PSI ( mais avec lui tous les autres partis italiens jusqu'à mai 1915 ) s'opposèrent à la guerre. Si tout le PSI ou presque refusa la politique d'union sacrée, son extrême-gauche, bien individualisée, défendit des directives Léninistes dans les réunions et les congrès successifs (Bologne mai 1915, Rome février 1917, Florence novembre 1917, Rome 1918) : refus de la défense nationale et défaitisme ; exploitation de la défaite militaire pour poser le problème du pouvoir ; lutte incessante contre les chefs syndicaux et parlementaires opportunistes dont on exigeait l'expulsion du parti. La Gauche s'opposa donc énergiquement et continuellement à l'immobilisme virant à l'opportunisme de la direction du PSI, et ceci par une série de batailles théoriques et pratiques que nous allons analyser.

La déclaration de guerre du 2 août 1914, à laquelle le gouvernement italien et son opposition ne se rallièrent pas, fut précédée en Italie par un épisode de luttes prolétariennes. La "**semaine rouge**" du 9 au 12 juin 1914 éclata à la suite du massacre de 3 ouvriers au cours d'une manifestation antimilitariste dans la ville d'Ancône. Les grèves et les manifestations gagnèrent rapidement les grandes villes. Mais la CGL dirigée par les réformistes devait rapidement trahir en appelant à la fin du mouvement.

Entre août 1914 et mai 1915, toute la vie politique officielle italienne se concentra sur la question de la neutralité ou de l'intervention de l'Italie dans la guerre mondiale. Rapidement la bourgeoisie italienne révéla qu'elle visait en réalité à la guerre contre sa rivale autrichienne. Et elle trouva un écho nationaliste et patriotique au sein même du PS.

Le 18 octobre 1914 Mussolini montra son virage dans un article de "l'Avanti" dont il était le directeur : " De la neutralité absolue à la neutralité active et opérante", prélude à la thèse de la guerre défensive. L'extrême-gauche de la section de Naples répondit aussitôt à Mussolini et à la thèse de la guerre dans leur organe "Il Socialista" et intervint aussi dans la Fédération des jeunes où Mussolini avait une forte influence. Mussolini fut expulsé du parti et la direction du journal fut confiée à Lazzari, Bacci, Serrati. Trois courants se délimitent alors au sein du PSI : les réformistes turatiens, les intransigeants, qui tout en soutenant au parlement l'opposition à la guerre s'opposent à l'expulsion des réformistes et donc les appuient dans les faits, et enfin les éléments de gauche qui revendiquaient une action active, voire le sabotage de la guerre pour l'extrême gauche.

L'extrême-gauche commença aussi une action concrète pour orienter à gauche le neutralisme du PSI en Romagne, zone ex-mussolinienne, rattachée à l'organisation napolitaine (sur l'initiative de Mussolini!), par une série de conférences contre la guerre.

Le 23 mai 1915, l'Italie entrait en guerre contre l'Autriche. **Au congrès de Bologne du PSI sur la guerre** (19 mai 1915) participent la direction du parti (9 membres), le groupe parlementaire (20 membres), la CGL (8 membres) et les délégués du PSI (4 membres). Les conflits entre les tendances du PSI sur la question de la guerre éclatent à ce congrès. La formule vague avancée par Lazzari, "Ni adhérer, ni saboter", correspond à la politique du centre. L'extrême-gauche prend une position radicale<sup>5</sup>) en appelant au défaitisme et au sabotage formulés par Lénine (<sup>6</sup>). L'initiative de la grève générale est laissée aux organisations locales, comme le demandent les délégués de Turin où l'effervescence ouvrière est vive et où la répression sera impitoyable. La résolution votée est "incolore" et évite au PSI "d'assumer ses responsabilités".

Le PSI prend part à la reprise des rapports internationaux avec la réunion de Zimmerwald (sept 1915) où se déplacent des députés (Modigliani, Lazzari) qui ne signeront pas le manifeste de la gauche de Zimmerwald avec Lénine et Zinoviev, mais celui général. Il participe aussi à celle de Kienthal en avril 1916.

5 Voir les articles de "L'Avanti" et de "L'Avanguardia".

6 La Gauche ignorait alors les positions de Lénine, mais des positions programmatiques et théoriques identiques la conduisit aux mêmes conclusions tactiques

Durant la guerre, il ne fut pas possible de réunir le congrès national du PSI, mais on parvint à organiser à **Rome une conférence non clandestine le 25-26 février 1917**<sup>7</sup>). Nous avons peu de documents concernant cette réunion, mais suffisamment pour savoir qu'il y eu 2 positions ouvertement opposées. 3 points y furent discutés. Le 1<sup>er</sup> concernait le rapport entre la Direction du Parti et le groupe parlementaire. Celui-ci était très critiqué du fait qu'il menait sa propre politique - comme le faisait aussi la direction syndicale -, et non celle du parti. Mais on disait de toute part que la responsabilité en incombait à la Direction qui laissait faire. Cependant comme le parti à cause de ses positions sur la guerre était la cible d'une attaque générale, ce fut l'ordre du jour d'un représentant de la gauche qui approuvait complètement le travail de la direction qui prévalut. Le second point portait sur le projet de réunion des partis socialistes des nations de l'Entente dont l'Italie. Il aurait été juste de dire comme l'extrême- gauche le soutint que la 2<sup>ème</sup> Internationale et le PS français étaient morts et qu'il ne fallait pas y aller, mais la discussion porta sur des points secondaires. Sur le 3<sup>ème</sup> point, vital, l'opposition fut au contraire très nette. Il concernait l'attitude à adopter par le PSI à la fin de la guerre qui s'annonçait. L'aile pacifiste du parti soutenait des formules démocratiques bourgeoises : paix sans annexions et sans indemnités de guerre, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et création de la Société des Nations. La thèse de la gauche était claire : la guerre est venue parce qu'en Régime capitaliste il ne peut en être autrement (comme Zimmerwald l'avait rappelé) ; le problème n'est pas de se vautrer dans une nouvelle phase historique de paix, mais d'empêcher la venue d'une nouvelle guerre en renversant le capitalisme par une action révolutionnaire : non la paix mais la guerre de classe pour l'après guerre ! Cette motion de la gauche dont la publication fut censurée dans la presse et dont il ne reste qu'un texte peut-être édulcoré recueillit 14000 voix contre 17000 pour le centre et la droite !!

En Février 1917 éclate la révolution russe. La guerre est marquée alors par l'intervention des USA ce qui donne au front de l'Entente un aspect démocratique que la droite du PSI cherche à utiliser contre la gauche. Devant l'attitude inconsistante et vide des organes centraux du PSI face à la guerre et à la révolution russe, l'extrême gauche se mobilise. Le 18 mai 1917 l'ordre du jour voté par la section de Naples, et qui circulera par la suite dans tout le parti, critique l'attitude passive et inadaptée du Parti face à la guerre et à la paix. L'opposition à la politique de la direction devient de plus en plus vive, particulièrement à Turin et parmi les jeunes.

Le 23 août 1917 se constitue à Florence un comité de la fraction de gauche comprenant les Fédérations de Milan, Turin, Florence et Naples et qui publie une circulaire en vue du 15<sup>ème</sup> congrès du Parti (qui sera renvoyé à l'automne 1918). Cette circulaire exprime, tout en manquant de précision, une orientation toute opposée à celle de la direction : l'action socialiste doit se déployer exclusivement sur le terrain de la lutte de classe.

En août 1917, les ouvriers de Turin déclenchent une nouvelle action de guerre de classe à laquelle la classe dominante répond par une violente répression et par l'arrestation des chefs. En sept-oct 1917, la défaite italienne contre l'Autriche à Caporetto provoque une flambée interventionniste dans le PSI. Le groupe parlementaire avec l'appui de la CGL veut faire l'union sacrée pour sauver la Patrie, et en est empêché par la pression énergétique du reste du Parti.

En effet, la direction du PSI avec Lazarri rejoint alors l'extrême-gauche, et c'est donc la fraction intransigeante qui s'unit pour faire front contre les interventionnistes. A la demande de l'extrême-gauche, la direction convoque, à la **réunion de Florence au 18.11.1917**, tenue illégalement, les membres de la fraction intransigeante, majoritaire dans le PSI, les députés et les chefs syndicaux. Cette réunion clandestine, impulsée par l'extrême gauche du parti, est donc ouvertement dirigée contre les attitudes réformistes et patriotiques des parlementaires, des chefs syndicaux et des maires (comme ceux de Milan et de Bologne), et se donne pour but d'y mettre fin. A la suite de cette réunion, les circulaires du centre du PSI viseront à stopper les initiatives patriotiques des députés et des chefs syndicaux, et le groupe de militants les plus décidés s'organiseront encore plus efficacement. A cette réunion participent Gramsci et Bordiga, représentant de l'extrême-gauche napolitaine. Ce dernier commente lors d'un interview en 1970 son intervention lors de la réunion clandestine de Florence. Cette intervention ne se rapporte pas à la seule Italie, mais à la situation européenne. Il condamne la politique des partis

7 Voir la Storia t I, p 104-107.

allemands et français de l'union sacrée et dénonce la position de ceux qui justifient l'adhésion à la guerre en défendant les pays démocratico-parlementaires bourgeois contre les pays soi-disant "féodaux" de Berlin et de Vienne. Il développe la critique propre à Marx et Engels de la perspective grâce à la victoire militaire de l'Entente d'une Europe démocratique. La position de l'extrême gauche napolitaine coïncidait avec celle de Lénine : défaitisme et négation de la défense de la patrie, perspective que la révolution prolétarienne peut triompher là où les armées de l'État bourgeois sont écrasées, comme l'a confirmé la Russie de 1917. Elle proposa donc à cette réunion que l'on profite des malheurs militaires de l'Italie monarchique et bourgeoise pour donner de l'élan à la révolution de classe. Mais comme l'affirme le représentant de notre mouvement dans son interview, cette proposition ne correspond pas à la politique d'alors de la direction du PSI qui s'en tint à la formule passive de Lazzari "Ni adhérer, ni saboter". Pourtant les présents à la réunion qui configurent une gauche du PSI, l'approuvent. Pour le courant de gauche, l'attitude du PSI vis à vis de la guerre n'est pas suffisante puisqu'elle ne peut s'étendre au sabotage, c'est-à-dire à ce que Lénine appela "la transformation de la guerre des États en guerre civile entre prolétaires et bourgeois".

La perspective que la Gauche soutint ne fut donc pas qu'en Italie les conditions pour une attaque à main armée du pouvoir des classes dominantes étaient mûres, mais celle qu'on devait faire exploser le heurt révolutionnaire sur l'anneau le plus faible de la chaîne, heurt qui n'aurait pas manqué de s'étendre à tous les autres pays.

Mais la direction du PSI considéra comme un crime de s'engager dans une telle voie stratégique. Si les participants de Firenze avaient dû en délibérer, ce serait la thèse du torpillage de l'action et de la politique de guerre de l'État capitaliste par tous les moyens qui aurait été embrassée. Mais la direction du PSI était déjà bien compromise, autant par le refus en mai 1915 de proclamer la grève générale contre la mobilisation, comme la Gauche l'avait réclamé, que par la déplorable formule "ni adhérer, ni saboter", et par le fait d'avoir toléré que le groupe parlementaire socialiste suive son chef Turati dans son mot d'ordre de défense de la patrie!

Fin 1917, après le refus de tout soutien de la part du PSI, l'État italien déclenche une très vigoureuse répression contre le mouvement ouvrier et tous les opposants à la guerre. En janvier 1918 Lazzari et Bombacci sont arrêtés et traduits en justice pour complot et défaitisme, Serrati est arrêté en mai 1918. En juillet 1918 a lieu le procès des camarades de Turin avec de lourdes condamnations. En février 1918, Turati fait un discours "patriote" à la chambre, et en mai le groupe parlementaire et les chefs syndicaux décident de participer aux commissions d'étude pour le passage de la guerre à la paix. Ils sont désavoués par le reste du Parti ; seul Turati refusera de quitter la commission gouvernementale.

**Le 15<sup>ème</sup> Congrès du PSI (Rome sept 1918)** fut autorisé par l'État alors que celui de novembre 1917 avait été interdit, car pour freiner la colère révolutionnaire, l'illusion démocratique est plus efficace que les coups de bâton ! A ce congrès beaucoup de membres manquent, tant à cause de la mobilisation qui maintient encore de nombreux militants sous les armes, qu'à cause des arrestations. 365 sections y sont représentées. La lutte contre la guerre a renforcé le parti et de nombreux militants s'attaquent aux manœuvres de la droite parlementaire et confédérale, au patriotisme de Turati et aux ambiguïtés de Graziadei. Tandis que les représentants de la droite évitent la plus minime allusion à la révolution bolchevique, Repossi, qui appartient depuis longtemps à la Gauche, se prononce en faveur de Lénine et de la dictature du prolétariat et conclut son discours par l'appel à la lutte "classe contre classe". C'est l'avocat Salvatori de Livourne, déjà présent aux congrès de Bologne en 1915 et de Florence en 1917, qui défend les thèses de l'extrême-gauche. Il rédige une motion qui désavoue le groupe parlementaire et déplore la faiblesse de la direction. Modigliani intervint violemment et affirme que si une telle motion est votée, les députés la dénonceront. Une formule atténuée, agréée de Modigliani, est donc adoptée. Ainsi, la motion modifiée de Salvatori qui exige du groupe parlementaire la discipline aux décisions du parti, recueille 14015 voix, celle centriste 2507 et celle de Modigliani 2505 voix. Il suffira de quelques mois pour que le groupe parlementaire recommence à n'en faire qu'à sa tête et pour que la direction laisse courir !

En fait, le congrès a éludé les questions de fond pour se perdre dans des querelles et des accusations personnelles vaines. Un an avant déjà le courant centriste avait demandé qu'on évite les débats

"théoriques" par peur de compromettre l'unité du parti ! "La façon sincère honnête et virile de résoudre la question (des divergences pratiques) est au contraire de décider laquelle des tendances est dans la ligne du programme du Parti et correspond aux buts qu'il se propose (...). Là nous sommes en pleine question théorique (...). Il faut se convaincre qu'il est temps d'affronter celle-ci et de la résoudre pour procéder avec sûreté sur le plan de l'action", déclare la Gauche <sup>(8)</sup>. Les questions pratiques, notamment de tactiques et d'organisations, ne se résolvent qu'en les confrontant à la doctrine et en les examinant à la lumière de la théorie marxiste, mais surtout pas au travers de polémiques personnelles, méthode propre au monde de la bourgeoisie et au réformisme.

Du fait que les questions de fond n'ont de fait pas été élucidées, la nouvelle direction du Parti issue de ce congrès ne fut pas en mesure de redresser l'organisation, ni d'éliminer les hésitations et les égarements passés.

Dans cette lutte de l'extrême-gauche contre l'inertie et la dérive du PSI durant la guerre, il nous faut souligner l'aide apportée par les **jeunes socialistes**. A la veille de la guerre de 1914-18 le mouvement des jeunesses socialistes a donné un appui considérable à l'aile révolutionnaire du Parti. En octobre, après l'ignoble trahison de Mussolini, elles n'échappent pas à une légère crise. Elles convoquent d'urgence un congrès du comité national à Bologne le 15 octobre 1914, quelques temps après le célèbre article marquant le virage de Mussolini. Il y fut voté un ordre du jour qui mettait fin à toute tentative interventionniste et qui condamnait les réserves et les sympathies de son organe "l'Avanguardia" dont le directeur devait rejoindre quelques jour plus tard le camp des interventionnistes. Après Bologne l'orientation du journal est complètement redressée et ce dernier mène une action radicale contre la guerre. Au congrès des jeunesses à Reggio Emilia le 10 et 11 novembre 1915, à la veille de l'entrée de l'Italie en guerre, le principe du défaitisme révolutionnaire et de la grève générale en cas de guerre fut voté. La Fédération développe les mêmes directives et les mêmes idées que celles que l'extrême-gauche affirme au congrès de Rome du Parti de février 1917. Elle fait une âpre critique de l'attitude "pacifiste et gradualiste" de la direction. Le 23 septembre 1917, la Fédération tient un congrès national à Florence et adhère à la circulaire de la fraction révolutionnaire intransigeante. C'est un représentant de la Gauche (l'extrême gauche de Naples) qui en devient le directeur. Elle soutient avec passion la révolution russe d'octobre, commence à agiter le problème de la nouvelle Internationale, et jusqu'à la fin de la guerre se prépare nettement à la lutte décisive entre l'aile gauche et la tendance réformiste.

### **3. Les grandes luttes prolétariennes et leurs reflets dans le parti (1919-1920) : Ou élections ou révolution !**

#### **a) Impuissance et inefficacité du PSI :**

La guerre finie, l'Armistice avec l'Autriche est conclu le 4 novembre 1918. La classe ouvrière occidentale à la suite du prolétariat russe se met en mouvement. L'Italie, à peine sortie de la guerre, est plongée dans un malaise économique grave. Les ouvriers italiens entrent immédiatement en action, mais le PSI va se montrer à nouveau hésitant et incapable de guider efficacement les luttes.

Le 13 novembre 1918, les partisans de la guerre organisent une campagne contre certaines administrations de tendance socialiste (Milan, Bologne). La classe ouvrière y répond par des manifestations et un manifeste signé par le maire de Milan, la CGL, la direction du PS et le groupe parlementaire. Ce manifeste présente une liste de revendications plus ou moins confuses mais n'appelle pas à la lutte violente. Cette recherche d'une fausse unité dans le mouvement prolétarien constitue une terrible entrave. Un autre manifeste est publié par la CGL le 30 novembre qui revendique seulement des réformes radicales et immédiates. Un manifeste rédigé le 7 novembre mais publié le 7 décembre et émanant de la direction du PSI, associée encore à la CGL, au groupe parlementaire et à la ligue des Coopératives, lui fait écho Ainsi ! le PSI signe les "yeux fermés" les positions des organisations économiques réformistes. "L'Avanti" publie un compte-rendu de la réunion de la direction du 7 au 11 décembre amputé par la censure gouvernementale. On y note tout de même une opposition résolue à l'annexion par l'Italie de territoires slaves appartenant à l'ex-empire d'Autriche, mais l'ordre du jour se

8 "Pour une discussion exhaustive", "L'Avanti" du 13.10.17. Voir la "Storia della Sinistra" éd 1972, p 300, t1.

limite à adopter un programme d'actions politiques immédiates déjà amorcées par les organisations syndicales.

En conclusion, une fois la guerre finie le PSI, bien qu'officiellement dirigé par des révolutionnaires, tarda à nouveau à prendre une position claire et à s'affirmer comme guide du mouvement de classe, dévoilant une fois encore la faiblesse et l'inefficacité de son organisme et de fait la trahison de la direction.

L'Internationale Communiste est fondée en mars 1919 (le mouvement italien ne sera représenté par aucun délégué), et le 22 mars le PSI y adhère. Le prolétariat italien se lance alors dans une **formidable offensive qui va durer 2 ans de 1919 à 1920**. Cette offensive sera marquée par une augmentation prodigieuse du nombre des syndiqués qui de 200 000 en 1918 passent à 1 million en 1919, puis à 2 millions en 1920 pour retomber à 200 000 en 1922, année de la prise du pouvoir par les fascistes. La participation des travailleurs agricoles à ces luttes est impressionnante. La vivacité et la force de l'attaque s'explique aussi par le fait que le prolétariat italien n'a pas été corrompu par l'Union Sacrée et a mené une opposition ferme, bien plus déterminée que son parti, contre la guerre. Cette magnifique rescousse post belliqueuse du prolétariat italien se caractérise par des luttes très diffuses et très nombreuses dans toute l'Italie. Celles de Naples n'en constituent qu'un épisode parmi tant d'autres, mais formulent clairement les rapports existant entre le mouvement ouvrier syndical et le mouvement politique socialiste dans l'après-guerre italien.

L'extrême opportunisme de la section socialiste de Naples avant guerre avait entraîné la différenciation d'une extrême-gauche napolitaine qui lutta avant et durant la guerre pour ramener le PSI sur des positions de classe. "Il Socialista", organe de la Fédération socialiste de Naples, est remplacé le 22 décembre 1918 par Il Soviet, qui développe les thèses de l'abstentionnisme électoral. Les luttes prolétariennes à Naples durent environ 50 jours et commencent en mai 1919. Elles se caractérisent par un mouvement syndical massif et par le fait qu'elles sont soutenues, impulsées par l'extrême gauche napolitaine de "Il Soviet". Ce n'est donc pas un hasard si le siège de "Il Soviet" se trouve à la chambre du travail, dans la Fédération métallurgique. De nombreuses organisations syndicales et ligues de métier se rallient à lui. Les 50 journées de luttes acharnées restent une page glorieuse et une confirmation de tout ce que la Gauche soutenait sur la nécessité de la scission du parti et de la fondation du PC.

Une première grande épreuve de force entre métallurgistes et patrons industriels a lieu du 18 janvier au 2 mars 1919. En mai 1919 une grève colossale de 40.000 métallurgistes éclate. Les interventions de Buozzi (CGL) sont repoussées. Finalement un concordat est signé par Buozzi le 12 juin.

Mais le PSI et les organisations syndicales sont bien incapables de saisir l'opportunité offerte par cette bataille prolétarienne. Bien au contraire cette offensive ouvrière augmente et révèle décisivement les contrastes existant au sein de ces organisations. Fidèle à son "pacte d'alliance" avec la CGL (pacte qui assurait à la CGL l'indépendance vis-à-vis du PSI contraint ainsi à faire des pactes avec l'organe syndical, même pour des décisions concernant la lutte politique), le PSI avale, se tait, et publie les communiqués de la CGL dans "l'Avanti". Ainsi le 17 juin 1919 un communiqué de la CGL publié sans commentaire dans l'Avanti dénonce, sous le prétexte juste que le mouvement doit avoir une direction unique et commune, l'œuvre de groupes "sécessionnistes". L'allusion vise en fait l'extrême-gauche du parti, très active au sein des organisations syndicales, mais qui n'a pas proposé la scission au sein des syndicats. Face à l'avancée du mouvement fasciste (l'année 1919 sera marquée au mois d'avril par les 1<sup>ers</sup> heurts entre ouvriers et fascistes ) un élément de la fraction intransigeante propose des "voies nouvelles" c'est-à-dire une alliance parlementaire avec les partis de Nitti, Giolitti, et le parti catholique, qui s'étaient prononcés "contre la guerre" ; le PSI réagit tout de même vivement à cette position, mais sans rien proposer. Quoiqu'il en soit nous n'aurons cessé d'affirmer que la défaite du mouvement prolétarien en Italie n'est pas liée exclusivement au renforcement du fascisme. Sa cause principale se trouve dans l'œuvre de sabotage de l'opportunisme à laquelle la Gauche tente de s'opposer. L'extrême-gauche mène un combat actif pour redresser le PSI et diffuser la thèse de l'abstentionnisme électoral. En juin 1919 le 1<sup>er</sup> article de "Il Soviet" est intitulé "Ou élection ou révolution". De nombreuses sections et Fédérations de jeunes adhèrent à ses positions. La nécessité d'organiser au niveau nationale une fraction

se fait sentir et début juillet 1919 **l'extrême gauche du PSI se réunit à Bologne** en vue de l'organisation des abstentionnistes en une fraction nationale. Son programme est publié le 13.07.19 dans "Il Soviet"<sup>9</sup>), programme contenant une partie historique, et une partie politique. Ce programme sera complété à la réunion de Florence de mai 1920 de la Fraction Communiste abstentionniste par une partie sur la tactique et sur la critique des écoles opposées. Ce texte montre que la question de l'abstentionnisme entre de façon non centrale dans le programme des marxistes de gauche. Le groupe initiateur de ce programme se propose de le diffuser dans le PSI pour réunir les adhésions d'inscrits et des sections du PSI, ceci dans le but de constituer la **Fraction Communiste du parti**. La Fraction se préparera à présenter au congrès national du Parti son programme destiné à remplacer celui de Gènes de 1892.

Il Soviet rend hommage le 15.06.19, mais avec des réserves, au journal turinois "Ordine Nuovo" de Gramsci sorti en juin 1919. Les deux journaux se différencient nettement sur des points théoriques et pratiques.

Au printemps 1919, l'aggravation du malaise économique avec l'inflation vertigineuse des prix des denrées de première nécessité conduit le prolétariat italien par la force des choses à passer à l'attaque, mais sur un nouveau terrain de lutte. Dans les grandes villes éclatent des mouvements violents qui prennent le nom de "**lutttes contre la vie chère**". Des comités pour la défense du consommateur de toutes les classes surgissent. Les révolutionnaires dénoncent cette forme absurde d'action qui voit la confédération des industriels rejoindre la lutte contre la vie chère ... car les patrons ont tout intérêt à ce que les ouvriers mangent à prix réduit ! Ils dénoncent la Confédération du Travail qui fait écho à l'appel des patrons et qui, se substituant au parti, prend la direction de la lutte des masses.

En juin, le mouvement se radicalise avec les mouvements de grève. Mussolini (qui a fondé en mars 1919 le parti fasciste) tient son fameux discours de Dalmine aux métallurgistes en grève pour faire l'apologie du mouvement syndical noir lié au parti fasciste. Seul un "expert" des mouvements de travailleurs pouvait être utile à la bourgeoisie pour organiser sa dictature afin de conjurer la menace rouge ! En juillet 1919, la violence des agitations contre la vie chère atteint des moments extrêmes, tandis que se prépare la grande grève internationale pour soutenir la Russie et la Hongrie pour le 20 juillet.

Au sujet de ces luttes prolétariennes de 1919, un de nos camarades qui y a participé déclarera en 1970 : "La guerre terminée par la victoire de Vittorio Veneto, victoire magnifiée mais non substantielle ni féconde de succès remarquable, cette situation de malaise et de crise économique (...) s'accroît ; (...). Cet inévitable état de mécontentement diffus [parmi les travailleurs] ne provoqua pas dans les masses prolétariennes une récupération de cette conscience historique collective que malheureusement le parti avait aussi largement perdue ; la réponse, évidente, fut le retour de véritables vagues de revendications et d'agitations pour des améliorations immédiates, mêmes salariales, qui firent trembler le sol sous les pieds des bourgeois, mais ne suscitèrent pas pour autant chez les prolétaires le potentiel nécessaire à la lutte armée pour le triomphe de leur dictature.

"Aujourd'hui dire qu'en 1919 tout était mûr pour la révolution socialiste en Italie n'est pas exacte ; il faut préférer l'autre formule : la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale conclue, les partis prolétariens auraient pu prendre la tête d'un mouvement offensif victorieux. Ceci ne se produisit pas, uniquement parce que ces partis trahirent leur patrimoine idéologique et leur vision propre des luttes historiques qui auraient terminées l'ère capitaliste. Il s'agissait donc là du moment véritable et du tournant fatal pour reconstruire le mouvement prolétarien et socialiste, en restaurant ses vraies bases de doctrine, de programme et de stratégie. Ce fut à cette tâche que se préparèrent Lénine et l'Internationale Communiste et, avec eux, la Gauche du mouvement italien qui démontra - et peut aujourd'hui encore le démontrer - qu'elle avait ses papiers en règle et se trouvait dans la ligne historique et glorieuse de la révolution anticapitaliste mondiale, débutant avec le manifeste de 1848 de Marx et Engels".

La complexité de la situation des batailles prolétariennes et les dangers des comités pour la lutte contre la vie chère rend nécessaire une **réunion de la Direction du PSI le 10 juillet 1919**. La

---

9 La Storia, t I, p 367.

discussion n'aboutit à aucune directive claire, et l'on décide de convoquer le conseil national du PSI avec l'intervention des délégués des Fédérations le 13 juillet à Bologne. Les délégués de la Gauche prennent une part très vive à la discussion sur tous les arguments. Ils affirment que la grève internationale de soutien à la Russie et à la Hongrie doit être à outrance et non pas seulement de 48 h. La grève n'aura en Europe qu'un succès modéré, surtout à cause du sabotage du parti français et de la défection de la CGT française ; mais en Italie il y aura aussi la grave défection du syndicat des cheminots. Le 13 juillet la Gauche s'oppose vivement (dans le mouvement contre la vie chère) à la droite réformiste et contre-révolutionnaire et aux positions désordonnées et faussement révolutionnaires des maximalistes qui en appellent à la formule démagogique et inadaptée de "**grève expropriatrice**". Il Soviet du 20.07.19 déclare "le concept de l'expropriation simultanée à l'insurrection et réalisée capricieusement par des individus ou des groupes, qu'implique la phrase "grève expropriatrice", est un concept anarchoïde qui n'a rien de révolutionnaire". La Gauche devait donc lutter sur 2 fronts, en s'opposant d'une part à la position nettement contre-révolutionnaire de la droite implantée dans le groupe parlementaire socialiste et dans la direction de la CGL, d'autre part au peu de clarté de la direction du PSI et de sa majorité qui en paroles se déclarait solidaire de la révolution bolchevique et partisans d'une attaque en Italie contre le Régime bourgeois mais avec des méthodes et des programmes chaotiques. Quoiqu'il en soit le débat au sein du PSI reste centré sur la question électorale : "Préparation révolutionnaire ou Préparation électorale?" titre "l'Avanti!" du 21.08.19. L'article est écrit par un de nos camarades, mais les maximalistes électoralistes font la sourde oreille.

## **b) Congrès de Bologne du PSI du 5-8 octobre 1919<sup>10</sup>:**

(Victoire des maximalistes et des réformistes. Fondation de la Fraction Communiste Abstentionniste.)

En 1919, on peut reconnaître quatre courants au sein du PSI. La droite, dirigée par Turati, Schiavi, Trèves et Modigliani, se pose sur le terrain purement légal. La Fraction révolutionnaire intransigeante ou "communiste électoraliste" ou "maximaliste" tient en main la direction du parti et "l'Avanti". Ce courant est représenté par Lazzari, Serrati, Graziadei, Gennari, Bombacci et Baratono, révolutionnaires en parole, mais réformistes dans les faits, les maximalistes sont pour une opposition passive (au parlement) à la guerre, mais contre toute opposition active à caractère révolutionnaire. Les Ordinovistes de Turin, dont l'organe est "Ordine Nuovo" (1919-1922), avec Gramsci, Tasca, Terracini, Togliatti (Ercoli), Rabazzana, etc., donnent leur adhésion au maximalisme. Ils sont gradualistes et éducationnistes. Avec la revendication de la conquête des communes et des usines, ils éludent le problème de la prise du pouvoir et du parti. Selon les ordinovistes, le parti est un organe technique qui doit coordonner les différents organismes socialistes. Enfin la 4<sup>ème</sup> tendance est celle de la **Gauche Communiste** qui constitue le noyau embryonnaire du futur parti communiste d'Italie. Nous avons déjà retracé ses origines au début de ce chapitre. Dès juillet 1919 après le réunion du 6 juillet 1919 à Rome, le courant se donne pour but la défense du programme marxiste révolutionnaire qu'il diffuse dans "Il Soviet" et par des articles envoyés à "l'Avanti". 83 sections ont adhéré à "Il Soviet" fondé le 22 décembre 1918, et la distribution est plus forte au Nord et au Centre qu'au Sud et que dans les îles ! La Gauche prend le nom de "Fraction Communiste Abstentionniste" pour se distinguer des communistes électoralistes (maximalistes).

Au congrès Régional de Naples le 14 septembre 1919, les abstentionnistes ont la victoire. Pour les communistes abstentionnistes, la nécessité de la scission a une importance beaucoup plus grande que la tactique de l'abstentionnisme.

A ce 16<sup>ème</sup> Congrès national du PSI<sup>11</sup> trois motions sont présentées, celle de Lazzari, celle de Serrati et celle de Bordiga. La motion de Serrati est celle de la fraction maximaliste et électoraliste. Elle reconnaît que le programme de Gênes de 1892 est désormais dépassé par les événements de la situation internationale et surtout par la révolution russe, que le prolétariat doit recourir à l'usage de la violence pour la conquête du pouvoir et la consolidation des conquête révolutionnaires ; mais elle affirme la

10 Voir Prometeo de février 1951 : "La formazione del Partito Comunista in Italia" ( materiali storici e documentari ).

11 1418 sections représentant 66.708 membres sont représentées.

nécessité d'utiliser les moyens électoraux comme outils de propagande des principes communistes ; elle décide d'adhérer à la 3<sup>ème</sup> INTERNATIONALE COMMUNISTE.

La motion des communistes abstentionnistes présentée par Bordiga se distinguait par l'affirmation que la présence de ceux qui proclament la possibilité de l'émancipation du prolétariat dans l'ambiance du Régime démocratique, et répudient la méthode de la lutte armée contre la bourgeoisie pour l'instauration de la dictature prolétarienne est incompatible dans le parti ; elle demande que le parti prenne le nom de PC, elle délibère que le parti s'abstienne des luttes électorales en propageant dans les comités les raisons de cette attitude et en employant toutes les forces du parti à diffuser dans la classe ouvrière la conscience historique de la réalisation intégrale nécessaire du programme communiste, à organiser les organes prolétariens et les moyens pratiques d'action et de lutte nécessaires pour parvenir à tous les points cardinaux programmatiques. C'est la motion de Serrati qui a la majorité avec 48411 votes (représentant 1012 sections), contre 3417 pour celle des abstentionnistes (qui représentaient 67 sections). La motion Lazzari des "unitaires" que la droite soutenait recueillit 14880 votes (339 sections). Par cette motion, le 16<sup>ème</sup> congrès de Bologne du PSI vote l'adhésion à Moscou, ne remet pas en cause la lutte électorale et il refuse toute rupture avec les réformistes et leur exclusion des rangs du parti, toute lutte contre leur influence syndicale et parlementaire. Les modifications du vieux programme de Gênes de 1892 ne sont que platoniques, d'abord parce que le nouveau programme ne répond toujours pas à la situation révolutionnaire et qu'il tolère encore au sein du parti ceux qui le dénigrent.

En 1970, un de nos camarades qui a participé à ces événements écrivit : "Lors du 16<sup>ème</sup> Congrès du PSI, la FCA se distinguait des autres courants non seulement par sa proposition de ne pas participer aux élections générales politiques imminentes et au parlement, mais aussi parce qu'elle était la seule à se ranger sur les thèses du congrès constitutif de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE tenu en mars 1919, c'est-à-dire la conquête du pouvoir politique non à travers les formes démocratiques bourgeoises, mais avec la dictature révolutionnaire du prolétariat et de son parti de classe marxiste. La perspective de la grande campagne électorale était repoussée parce qu'elle détournait les tensions provoquées parmi les masses italiennes par la guerre et l'après-guerre d'une issue révolutionnaire alors possible, non seulement en Italie, mais dans toute l'Europe. En effet le large succès électoral prévu aurait permis au parti de faire passer, grâce à la manœuvre parlementaire des mesures qui auraient calmé en partie les préoccupations des masses, détruisant ainsi définitivement les aspects favorables de la situation, coupant les ailes à la reprise d'une véritable conscience révolutionnaire de la classe ouvrière et de son parti. La droite réformiste condamnait ouvertement les thèses vitales du communisme et le courant "maximaliste", s'il ne refusait pas clairement ces principes ne voyait pas comment ces principes devaient être dictés à tous les militants et qu'une opposition devait entraîner l'expulsion du parti. Il ne voyait pas que c'était la voie unique pour la reconstruction d'un nouveau mouvement international".

Depuis le Congrès de Bologne, la FCA pose donc la revendication de briser l'unité du PSI. Cette unité illusionnait les partisans de la tactique électoraliste sur le fait qu'on pouvait aller vers le socialisme prolétarien tout en répudiant l'emploi de la violence et de la dictature. La thèse centrale de notre fraction ne fut donc pas l'antiélectoralisme, mais au contraire la scission d'avec les "révisionnistes". D'ailleurs à ce Congrès la FCA proposa aux chefs de la fraction maximaliste électoraliste (Serrati, Lazzari, Gramsci) de faire un texte unique bien plus clairement antirévisionniste que le leur, mais dans lequel nous acceptions de ne pas parler du boycottage des élections s'ils acceptaient notre thèse de la scission du parti. Cette proposition fut nettement repoussée par les maximalistes. On peut par ailleurs ajouter que peu de temps après Lénine déclara avoir lu certains numéros de "Il Soviet" et apprécier notre mouvement comme le seul en Italie qui ait compris la nécessité de la séparation entre communistes et social-démocrate, à travers la scission du PS".

## 4. La lutte pour la scission :

### 1) La FCA s'organise au niveau national :

Après le congrès de Bologne, la Gauche Communiste Abstentionniste (FCA) ne rompt pas et ne peut rompre avec le parti. Le maximalisme italien plus fourbe que celui allemand a rendu le service à la classe dominante d'emprisonner l'unique fraction vraiment communiste en se "revernissant" avec un programme compatible avec les thèses de Moscou.

C'est pourquoi après le vote du 8.10.19 du congrès de Bologne, les délégués du XVIème congrès national du PSI adhérant à la Fraction Communiste Abstentionniste publièrent dans *Il Soviet* du **20.10.19** une délibération ( *Prometeo* fév 51, p 65) qui affirmait que la grande majorité du congrès ayant donc adopté la tactique électoraliste, alors que la fraction affirme qu'une telle tactique contredit le programme maximum, les méthodes de la 3<sup>ème</sup> Internationale et la préparation de l'action révolutionnaire du prolétariat italien, une séparation nette entre les disciples de la méthode social démocrate et ceux de la méthode communiste est donc inévitable. Elle propose donc aux sections qu'elles représente de rester au sein du PSI en renonçant par discipline à agiter parmi les masses la propagande de l'abstention électorale, et elle déclare **constituer la Fraction Communiste Abstentionniste** dans le parti, invitant toutes les sections et les groupes qui en partagent le programme présenté au congrès à y adhérer.

Il Soviet se réorganise donc non plus pour être l'organe de la Fédération Socialiste de Naples, mais celui national de la Fraction Communiste Abstentionniste (FCA) qui s'organise au niveau national.

De son côté "Ordine Nuovo" s'aligne parfaitement sur la position maximaliste comme le montre son article du 18.10.19 "L'unité du parti". Les mois suivant le congrès, la FCA cherche à nouer des relations internationales, surtout avec Moscou qui par Lénine salue dans l'issue du congrès de Bologne un succès du communisme international, citant Lazzari et Serrati comme des représentants de la Gauche!

Il Soviet rejoint totalement les positions du 1<sup>er</sup> congrès de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE, tout en étant favorable à une plus grande rigidité des critères d'admission à l' INTERNATIONALE COMMUNISTE et à ne pas y admettre les organisations économiques. La FCA adresse au Komintern 2 lettres, le 10.11.19 et le 11.01.20 qui malheureusement furent interceptées par la police italienne. Ces lettres précisent les dissensions avec la majorité électoraliste sur l'incompatibilité de l'appartenance de la droite au parti et porte un diagnostic sur le maximalisme serratien, c'est-à-dire son équivalence avec le centrisme des indépendants allemands dénoncé par les Bolcheviks. Elles dénoncent aussi "Ordine Nuovo" qui confond les Soviets, organe politique, avec les organismes économiques. Dans la 2<sup>ème</sup> lettre la fraction montre que les élections générales du 16.11.19 en Italie ont prouvé combien l'action électorale exclut toute autre activité dont celle illégale. La fraction dénonce aussi les ouvriéristes allemands qui assimilent parlement et syndicat et proposent la sortie des syndicats. Les lettres affirment la nécessité de la formation d'un PC séparé du PSI.

### 2) Démasquer le faux maximalisme ou centrisme<sup>12</sup> :

En Italie, le PSI de par sa constitution, n'était absolument pas en mesure de se mettre à la tête de la révolution prolétarienne, comme l'échec du mouvement révolutionnaire italien de 1920 le montra. Et ceci à cause de la conciliation d'un verbalisme programmatique marxiste avec une pratique opportuniste dans l'action politique qui l'aurait amené à passer ouvertement à une position contre-révolutionnaire. Les formidables actions prolétariennes de lutte de classe posaient au parti la tâche de la préparation à la prise du pouvoir. Pour atteindre ce but une unité de doctrine et de discipline de l'organisme prolétarien était indispensable. Et le 2<sup>ème</sup> Congrès de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE avec ses 21 conditions cherchera à atteindre ce but.

La Fraction abstentionniste italienne s'en prenait donc non seulement aux réformistes, alliés ouvertement à la bourgeoisie, tels Turati et d'Aragona, mais aussi au faux maximalisme de Serrati,

12 Voir *Comunismo* n°7, 1981.

gérant une politique désastreuse pour l'issue de la révolution, et qu'elle dénoncera de la tribune du 2<sup>ème</sup> congrès de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

En effet si en 1919 au congrès de Bologne, le vieux programme de Gènes avait été modifié dans un sens révolutionnaire, il n'en restait pas moins que la majorité maximaliste tolérait dans le parti la présence de ceux qui dénigraient ce programme rénové et refusait de se séparer de l'ancien. Le PSI adhérait à la 3<sup>ème</sup> INTERNATIONALE COMMUNISTE, mais de telle façon que le PSI restait en substance celui qu'il était avant la guerre, poursuivant sa politique réformiste et électoraliste. Les soi-disant maximalistes que nous définissions centristes n'avaient en fait pas un brin de préparation révolutionnaire.

Dans Rassegna Comunista n°5 du 30.06.21 (comunismo n°7, p 65), nous affirmions : "Qu'est-ce que savait la majorité de Bologne des positions de principe et de tactique de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE ? Moins que rien. La plupart ne distinguait pas le concept de conquête du pouvoir de celui d'expropriation capitaliste ; ils n'avaient pas d'idée sur le problème de l'action syndicale, ni sur aucune autre question. L'imminence de la lutte électorale obscurcissait tout le reste et suffoqua un développement original du désaccord qui mûrissait fatalement sous la surface, et qui était apparu sur la tactique à avoir en pratique durant la guerre. La formation de ce bloc serratien qui n'avait aucune homogénéité et qu'une meilleure diffusion de conscience communiste, jointe aux douloureuses expériences du domaine de l'action, devait briser, fut donc possible."

Le manque complet de préparation révolutionnaire du parti permettait de fait l'action de sabotage de l'aile droite. La fonction de sabotage exercée par les réformistes devint évidente lors de la grave crise économique qui poussa le prolétariat à la lutte révolutionnaire. Celle-ci culmina dans l'occupation des usines et des latifundia par les travailleurs. A ce moment, le parti aurait dû diriger et relier les luttes vers la conquête du pouvoir politique, mais, au conseil national composé des représentants du parti et des syndicats, convoqués dans le vif de la lutte, les réformistes réussirent à faire prévaloir le concept que la lutte elle-même avait un simple but économique et non un caractère politique et que à cause de cela la direction en revenait aux syndicats et non au parti ! Le gouvernement n'osa pas utiliser les forces armées contre le mouvement ouvrier, mais les réformistes lui vinrent en aide en établissant des tractations sur la base de pures revendications économiques, ce qui ne pouvait que permettre la liquidation du mouvement.

Pour que la lutte de classe puisse atteindre ses objectifs, il fallait donc éliminer du parti l'idéologie réformiste, celle ouvertement déclarée, et celle camouflée. La Fraction abstentionniste avait toujours été consciente de ceci et savait que la "purification" du parti se ferait par la scission et donc par la naissance d'un nouveau parti. Le PSI en substance rejoignait les autres partis social-démocrates ayant sombré dans le social patriotisme. Le congrès de Bologne avec le nouveau programme, mais en tolérant les réformistes à l'intérieur du parti, avait seulement donné un vernis révolutionnaire à un organisme non révolutionnaire.

Après les élections parlementaires du 16.11.19 qui donnèrent 116 sièges au PSI, le malaise dû à la paralysie du parti, mené par les réformistes sous le couvert des maximalistes, joint à l'indiscipline des députés, à l'inertie des confédéraux, contraignit la direction à convoquer **un conseil national à Florence le 11.01.20**. Elle le fit dans l'idée de sauver la droite pour se protéger d'une gauche qui gagnait du terrain que ce soit celle de Naples ou celle de Turin. La FCA était présente avec Verdaro mais seulement en qualité de spectateur. Il Soviet du 8.02.20 constata une nouvelle fois que les dirigeants maximalistes étaient totalement impréparés culturellement et théoriquement.

Plus que le problème de la scission, la FCA tenait à définir les fondements du programme du futur parti. Dans le 1<sup>er</sup> trimestre de 1920 apparut dans "Il Soviet" une longue série d'articles sur la nature et la fonction des Soviets en polémique avec Ordine Nuovo, et sur le mouvement communiste en Europe et dans le monde. Pour la FCA, les ordinovistes rejoignent les conseillistes allemands du KAPD.

Le Conseil national du PSI du 18-22 avril 1920 refléta les graves tensions internes provoquées par les développements des luttes de classe en Italie et les carences du parti, comme dans la grande lutte

("grève des aiguilles"<sup>13</sup>) en mars 1920 qui parti de Turin en mars 1920 s'étendit à tout le Piémont, et où la direction du PSI et de la CGL s'opposèrent à ce que la lutte devint nationale. La confiance dans la direction fut encore confirmée : 26.000 votes contre 10.000 qui votèrent la non confiance (dont les Turinois). Bordiga intervint sur la question des Soviets.

## **5. Thèses de ma Fraction Communiste Abstentionniste du PSI : Pour la constitution d'un Parti Communiste**

### **a) Conférence nationale de Florence mai<sup>14</sup> :**

La Fraction Communiste Abstentionniste du PSI se réunit donc à Florence le 8-9 mai 1920. Y furent présent en plus des délégués des sections et groupes du PSI adhérant à la fraction et au comité centrale de celle-ci : Gennari pour la direction du PSI, Capitta pour la Fédération de la jeunesse socialiste, Misiano pour la tendance qui au congrès socialiste, tenu quelques jours avant à Milan, avait présenté un ordre du jour dans un sens communiste non abstentionniste, A. Gramsci pour ceux qui votèrent à ce congrès contre la confiance à la direction. Un appel du secrétaire occidental de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE fut lu ; il concluait dans le sens de la constitution d'un PC capable, au delà des divergences sur des problèmes mineurs, de guider le prolétariat italien "à la conquête du pouvoir et à l'instauration de la république italienne des Soviets, comme partie de la république mondiale des Soviets."

Dans sa résolution publiée dans Il Soviet du 16.05.20, la Fraction Affirmait que :

1- le PSI à cause de sa constitution actuelle n'est pas en mesure de se mettre à la tête de la révolution prolétarienne et que ses multiples déficiences dépendent de la présence en son sein de la tendance réformiste qui inévitablement dans la phase décisive de la lutte de classe prendra une position contre-révolutionnaire, et par la conciliation d'un verbalisme programmatique communiste avec une pratique opportuniste dans l'action politique et économique.

2- l'adhésion à l'INTERNATIONALE COMMUNISTE n'est pas valable parce qu'on tolère dans le PSI un courant qui nie les principes de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE, soit ouvertement en les diffamant, soit pire encore en spéculant sur eux en vue de conquêtes électorales.

3- le véritable instrument de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti politique de classe, fondé sur la doctrine marxiste et sur l'expérience historique du processus révolutionnaire communiste déjà victorieux dans la Russie des Soviets.

4- la Fraction veut consacrer toutes ses forces à la constitution en Italie du PC, section de la III<sup>ème</sup> INTERNATIONALE COMMUNISTE, où la fraction soutiendra l'incompatibilité de la participation électorale aux organismes représentatifs bourgeois avec des principes et des méthodes communistes.

5- la Fraction donne mandat à son CC de préparer le programme du nouveau parti et ses statuts afin de constituer la fraction antiélectorale au sein de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE et de soutenir dans le prochain congrès de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE les directives de la Fraction, de convoquer après ce congrès de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE le congrès constituant du PC, de résumer en des thèses claires les positions de principes et de tactique de la fraction et de les diffuser largement en Italie et à l'extérieur.

### **b) Les thèses approuvées à la conférence nationale de la Fraction à Florence le 8-9 mai 1920 (Il Soviet du 09.05.20)<sup>15</sup>:**

Ces thèses sont divisées en trois parties:

13 Lutte menée contre le décret gouvernemental qui introduisait l'heure légale à la place de l'heure solaire, d'où le nom de grève des aiguilles, celles de l'horloge.

14 voir la Storia t II, Prometeo de février 1951, p 76-77, et "En défense", p 15.

15 La Storia t II, p 394-402.

1) La 1<sup>ère</sup> partie retrace les définitions générales des principes et des buts du communisme et compte 13 thèses. Ces thèses affirment que le communisme est la doctrine des conditions sociales et historiques de l'émancipation du prolétariat et prend la forme de la critique marxiste de l'économie capitaliste, de la méthode du matérialisme historique, de la théorie de la lutte de classe, de la conception du déroulement du processus historique de la chute du Régime capitaliste et de la révolution prolétarienne. L'expression première et fondamentale de cette doctrine sur laquelle se base la constitution du parti communiste est le Manifeste des communistes de 1847. Les thèses définissent les rapports de production bourgeois, les institutions politiques du capitalisme c'est-à-dire l'État à représentation démocratico-parlementaire, les formes de la lutte du prolétariat contre l'exploitation capitaliste. L'instrument de la lutte révolutionnaire de la classe prolétarienne contre la bourgeoisie est le parti politique de classe, le PC, qui réalise l'organisation consciente de l'avant-garde du prolétariat. L'organisation du prolétariat en classe dominante se réalisera dans la dictature du prolétariat c'est-à-dire un type d'État dont les représentants (système des conseils ouvriers) seront désignés par les seuls membres de la classe travailleuse (prolétariat industriel et paysans pauvres) avec l'exclusion des bourgeois du droit électoral.

2) La 2<sup>ème</sup> partie faisait une critique, en 17 thèses, des différentes écoles adverses . Les thèses s'attaquent à l'idéalisme, aux conceptions du libéralisme et de la démocratie bourgeoise, à l'éducation et l'instruction par les classes dirigeantes bourgeoises qui ne peuvent améliorer les conditions de vie des masses ; au principe de nationalité ; au pacifisme bourgeois (les illusions de Wilson) ; au socialisme utopique ; aux tentatives d'élaboration par le prolétariat d'une théorie qui lui soit propre, mais encore marquée par l'immaturité des conditions sociales ; aux coopératives de production où les rapports s'effectuent toujours selon les lois de l'économie privée ; aux syndicats qui ne sont pas des organes suffisants dans la lutte pour la révolution prolétarienne ni des organes fondamentaux de l'économie communiste, mais qui sont le lieu d'une 1<sup>re</sup> expérience prolétarienne ; aux conseils d'usine ; au transfert des entreprises privées à l'État ; à l'œuvre législative et réformatrice des institutions qui ne peut éliminer l'exploitation capitaliste ; à la conquête électorale du pouvoir politique par le prolétariat qui n'est pas possible ; à la reconnaissance de la nécessité de la lutte insurrectionnelle pour la prise du pouvoir en concédant à la bourgeoisie une représentation dans les nouveaux organes alors qu'il faut exclure les bourgeois du droit électoral ; à l'anarchisme qui s'oppose profondément aux conceptions communistes et qui imagine possible l'instauration immédiate d'une société sans État et prône dans l'économie future le fonctionnement autonome des unités de production niant la centralisation.

3) La 3<sup>ème</sup> partie définit les formes de lutte et de tactique du parti communiste international. Ces 14 thèses affirment que la conception communiste et le déterminisme économique ne font pas des communistes des spectateurs passifs mais d'infatigables lutteurs, et que la lutte et l'action ne sont pas séparées des conclusions de la doctrine.

L'œuvre révolutionnaire des communistes se fonde sur l'organisation en parti, organisé **internationalement**, et fonctionnant sur la base de la discipline envers les décisions de la majorité et des organes centraux.

La propagande et le prosélytisme sont des activités fondamentales du parti, mais le mouvement communiste ne fait pas de **l'approbation de la majorité** une condition préjudicielle de son action. Le critère qui décide de l'opportunité de déclencher une action révolutionnaire est l'évaluation objective de nos propres forces et de celles de nos adversaires, et l'élément numérique n'est pas le seul déterminant, ni même le plus important.

Les communistes doivent pénétrer dans les coopératives prolétariennes, syndicales, dans les conseils d'usine pour y constituer des groupes d'ouvriers communistes et s'efforcer d'y conquérir la majorité. Mais le PC se tient en dehors de toutes les institutions où les bourgeois participent.

Au sujet de l'électoratisme, les thèses répètent que **la participation aux élections et l'activité parlementaire** bien que présentant en tout temps des dangers incessants de déviation, pouvaient être utilisées pour la propagande et la formation du mouvement dans la période où ne se dessinait pas encore la possibilité de renverser la domination bourgeoise. Dans la période actuelle les communistes posent comme objectif direct la conquête révolutionnaire du pouvoir à laquelle toutes les forces du parti

doivent être consacrées. Il est donc inadmissible de participer à ces organismes qui sont un puissant moyen défensif de la bourgeoisie. La conquête électorale des communes n'est pas un moyen d'action contre le pouvoir bourgeois. Par contre les communistes doivent participer aux grandes manifestations prolétariennes, les préparer, les organiser, faire aussi œuvre de propagande dans les rangs de l'armée bourgeoise.

Le PC s'entraîne à agir comme état-major du prolétariat dans la guerre révolutionnaire ; c'est pourquoi il organise son propre réseau d'information et de communication (appareil illégal).

Par rapport à l'attitude vis à vis des autres partis, les thèses s'attaquent au **front unique** : pas d'accords ni d'alliances avec d'autres mouvement politiques qui ont en commun avec le PC un objectif contingent mais en divergent par le programme d'action ultérieur.

Au sujet des soviets, il est précisé qu'ils ne peuvent exercer leur véritable fonction qu'après le renversement de la domination bourgeoise. Ils ne sont révolutionnaires que quand le PC y conquiert la majorité.

La thèse 14 est fondamentale du point de vue de la tactique : "Ce qui distingue les communistes n'est pas de proposer dans toutes les situations et dans tous les épisodes de la lutte de classe la mobilisation immédiate de toutes les forces prolétariennes pour l'insurrection générale, mais de soutenir que la phase insurrectionnelle est l'aboutissement inévitable de la lutte et de préparer le prolétariat à l'affronter dans des conditions favorables pour le succès et le développement ultérieur de la révolution.

"Selon les situations, que le parti peut mieux évaluer que le restant du prolétariat, il peut donc se trouver devant la nécessité d'agir pour précipiter ou pour retarder le moment décisif.

"En toute hypothèse, la tâche spécifique du parti est de combattre aussi bien ceux qui, en voulant précipiter à tout prix l'action révolutionnaire, pourraient pousser le prolétariat au désastre, que les opportunistes qui exploitent toutes les circonstances où l'action décisive est déconseillée, pour bloquer définitivement le mouvement révolutionnaire, en détournant l'action des masses sur d'autres objectifs. Le PC, au contraire, doit l'amener toujours plus sur le terrain d'une préparation efficace à l'inévitable lutte finale armée contre les défenses du principe bourgeois."

### c) Objectifs de ces thèses :

La Sinistra attendait du 2<sup>ème</sup> congrès de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE, véritable congrès constitutif, qu'il définisse les bases de la théorie et du programme communiste et que l'adhésion des partis à l'INTERNATIONALE COMMUNISTE dépende en 1<sup>er</sup> lieu de leur acceptation de cette théorie et de ce programme. Elle attendait aussi que le 2<sup>ème</sup> congrès formule les règles d'action fondamentales que tous les adhérent doivent observer strictement dans la question syndicale, agraire, coloniale, etc.

Ces thèses ne sont donc pas conçues comme la plate forme doctrinale d'un parti national mais comme un schéma des bases programmatiques et tactiques du parti de la révolution communiste mondial, c'est à dire l'INTERNATIONALE COMMUNISTE. Ces thèses rejoignent les positions des Bolcheviks. La seule divergence est d'ordre tactique et concerne d'une part l'abstentionnisme électorale et parlementaire - les Bolcheviks voyaient encore dans les élections et le Parlement une possibilité de propagande, comme cela était encore possible en Russie -, d'autre part les alliances et accords avec d'autres groupes politiques.

L'exigence d'un programme **unique** pour toutes les sections de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE, comme le défendra le représentant de la FCA au 2<sup>ème</sup> congrès au sujet des conditions d'admission, s'opposait au projet des Bolcheviks qui incitaient les parties social-démocrate à réviser leur programme en fonction des conditions particulières de leur pays, fournissant ainsi aux groupes opportunistes une arme précieuse pour éluder les questions de fond.

"A l'égard du programme, dira le représentant de la FCA au 2<sup>ème</sup> congrès, il n'existe pas de discipline. Ou on l'accepte ou on ne l'accepte pas, et dans ce dernier cas, on quitte le parti. Le programme est une

chose qui nous est commune à tous, ce n'est pas une chose qui est proposée par la majorité des camarades du parti."

#### **d) Thèses de la section socialiste de Turin Mai 1920<sup>16</sup> :**

La majorité de la section de Turin du PSI adhérait à la Fraction communiste abstentionniste, et elle s'entendit avec le groupe de l'Ordine Nuovo pour proposer des thèses. Ces thèses furent soutenues par Gramsci au congrès de Milan de mai 1920 du PSI en opposition à la direction du parti Serratien, avec l'appui des communistes abstentionnistes. Les 9 thèses ne contiennent pas de formulation anti électoraliste et seront citées comme parfaitement conformes au programme de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE dans la résolution du II<sup>ème</sup> congrès sur les tâches principales de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE au point 17. Voici un résumé des différents points traités :

- Crise révolutionnaire en cours.
- Mouvement des métallurgistes et du prolétariat agricole de la Région de Turin.
- Incompétence des organes directifs du PSI dans les luttes ouvrières et dans la lutte contre les réformistes.
- Parti absent du mouvement international. Pas de propagande et d'information sur la 3<sup>ème</sup> Internationale.
- L'œuvre de renouvellement du parti est à faire.
- Programme à préparer et à diffuser.
- La section socialiste de Turin se propose sur la base de ces considérations de chercher une entente avec des groupes de camarades pour préparer un congrès dédié aux problèmes de tactique et d'organisation prolétarienne.

#### **6. L'adhésion spontanée de la Gauche communisme au bolchevisme:**

Ainsi dès 1918 la Gauche Communiste mène avec le journal "Il Soviet" une offensive contre la droite, puis contre le centre maximaliste qui la protège, et ceci tout en se distinguant des anarcho-sindicalistes. Ce qui la différencie de tous les autres, c'est sa convergence totale dans les principes avec les Bolcheviks et non son abstentionnisme, qui a des bases opposées à celles des anarchistes et constitue le catalyseur le plus efficace du processus de séparation des réformistes et des faux révolutionnaires maximalistes. Elle n'en fait pas un principe ; ainsi au congrès de Bologne, elle proposa aux serratiens d'effacer le corollaire de l'abstentionnisme à condition d'éliminer du parti ceux qui n'adhéraient pas au nouveau programme communiste ; malgré leur échec elle accepta conséquemment de participer aux élections par discipline. Pour la Gauche la guerre de 14-18 avait ouvert une nouvelle phase, celle de l'impérialisme, qui exigeait une nouvelle tactique : la tactique de l'abstentionnisme, c'est-à-dire la condamnation du parlementarisme et de l'électoralisme. Si dans la phase précédente le parlementarisme et l'électoralisme pouvaient encore être prônés comme moyens de propagande révolutionnaire, avec l'impérialisme la poursuite de cette tactique ne servait que la réaction bourgeoise.

Comme nous l'affirmions dans les "Projets de thèses" présentées par la Gauche au 3<sup>ème</sup> congrès du PC d'Italie (Thèses de Lyon, 1926, dans la 3<sup>ème</sup> partie intitulée "questions italiennes")<sup>17</sup> : "Au cours du développement des situations ci-dessus évoquées, le groupe qui forma le parti communiste a obéi aux critères suivants: rejet des antagonismes illusoire de la scène politique bourgeoise et parlementaire et affirmation de l'antagonisme révolutionnaire du prolétariat avec la bourgeoisie ; propagande au sein du prolétariat pour détruire l'illusion que les classes moyennes soient capables de produire un état-major politique, de prendre le pouvoir et d'aplanir au prolétariat la voie de ses conquêtes ; diffusion dans la classe ouvrière de la confiance dans sa propre tâche historique grâce à la propagande de

16 Prometeo, février 1951, p 78-82.

17 "En défense ...." p 109-110.

positions critiques, politiques et pratiques originales et autonomes solidement liées entre elles dans les situations successives.

"La tradition de ce courant politique remonte à la gauche du parti socialiste qui existait dès avant la guerre. Si une majorité capable de lutter à la fois contre les erreurs réformistes et syndicalistes (cette dernière caractérisant jusque-là la gauche prolétarienne) s'était formée dès les congrès de Reggio Emilia (1912) et Ancône (1914), une extrême gauche aspirant à des positions de classe toujours plus radicales s'était également délimitée à l'intérieur de cette majorité. D'importants problèmes posés à la classe ouvrière purent être alors résolus, comme ceux de la tactique électorale, des rapports avec les syndicats, de la guerre coloniale ou de la franc-maçonnerie.

"Pendant la guerre, si tout le parti ou presque s'opposa à une politique d'union sacrée, son extrême-gauche, bien individualisée, défendit les directives Léninistes dans les réunions et congrès successifs (Bologne, mai 1915; Rome, février 1917 ; Florence, novembre 1917; Rome, 1918) : refus de la défense nationale et défaitisme ; exploitation de la défaite militaire pour poser le problème du pouvoir ; lutte incessante contre les chefs syndicaux et parlementaires opportunistes dont on exigeait l'expulsion du parti.

"Dès la fin de la guerre, l'extrême gauche s'exprima par le journal "Il Soviet" qui, le premier, exposa et défendit l'orientation de la révolution russe en luttant contre ses interprétations anti-marxistes, opportunistes, syndicalistes et anarchisantes, et posa correctement les problèmes essentiels de la dictature du prolétariat et du rôle du parti, en soutenant dès le début la nécessité d'une scission dans le parti socialiste.

"Ce même groupe défendait l'abstentionnisme électoral, mais ses conclusions furent repoussées au II<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale. Toutefois, cet abstentionnisme ne dérivait pas d'erreurs théoriques anti-marxistes de type anarcho-syndicaliste comme le prouvent les sévères polémiques menées contre la presse anarchiste. La tactique abstentionniste était préconisée avant tout dans les conditions politiques de la démocratie parlementaire complète, car celle-ci crée des difficultés particulières à la conquête des masses et à la juste compréhension du mot d'ordre de dictature du prolétariat, difficultés que l'Internationale continue, croyons-nous, de sous-estimer.

"D'autre part, l'abstentionnisme était proposé en fonction de l'imminence de grandes luttes mettant en mouvement les plus grandes masses du prolétariat (éventualité qui a malheureusement disparu aujourd'hui), et non pas comme une tactique valable partout et toujours.

"Avec les élections de 1919, le gouvernement bourgeois de Nitti ouvrit une immense soupape à la pression révolutionnaire, et détourna la poussée du prolétariat et l'attention du parti en exploitant ses traditions d'électorisme effréné. L'abstentionnisme du *Soviet* fut alors la seule réaction juste contre les véritables causes du désastre qui suivit pour le prolétariat.

"Au Congrès suivant de Bologne (Octobre 1919), la minorité abstentionniste fut seule à poser correctement le problème de la scission avec les réformistes ; elle tenta en vain de s'entendre sur ce point avec une partie des maximalistes, en renonçant pour cela à faire de l'abstentionnisme une question préalable. Après l'échec de cette tentative et jusqu'au II<sup>ème</sup> Congrès, la fraction abstentionniste fut la seule qui travailla à l'échelle nationale pour la formation du parti communiste.

"Ce fut donc ce groupe qui représenta l'adhésion spontanée, à partir de son expérience et de ses traditions propres, de la gauche du prolétariat italien aux directives de Lénine et du bolchevisme qui triomphaient alors dans la révolution russe".

## **Le 2<sup>ème</sup> CONGRÈS DE L'IC A PETROGRADE 19 Juillet – 7 août 1920<sup>18</sup>**

### **1. BUTS DU 2<sup>ème</sup> CONGRÈS :**

Le 1<sup>er</sup> congrès mondial (1919) de fondation de l'IC n'avait pas posé des conditions précises pour l'admission à l'IC. A l'exception de la Russie, dans la majeure partie des pays existaient seulement des tendances et groupes communistes. "Au temps de notre 1<sup>er</sup> congrès - dira Lénine en 1920 - nous n'étions que des propagandistes, nous ne faisons que lancer aux prolétaires du monde entier les idées fondamentales, l'appel au combat, et nous nous demandions seulement quels seraient les hommes capables de suivre notre route". Avec le 2<sup>ème</sup> congrès l'IC se propose de devenir "une organisation de lutte", un "unique parti communiste du monde entier, à tous les effets. Les partis qui travaillent dans les différents pays ne doivent pas être autre chose que ses diverses sections".

Le problème fondamental est de sauvegarder la nouvelle organisation du danger opportuniste toujours aux aguets. Très nombreux étaient en effet les partis et les groupes qui demandaient à faire partie du Komintern sans pour cela avoir définitivement et effectivement abandonné les programmes et les méthodes propres à la 2<sup>ème</sup> Internationale. "Les partis intermédiaires et les groupes du "centre" qui voyaient comment désormais toute possibilité de vie manquait à la 2<sup>ème</sup> Internationale, tentèrent de se rapprocher de l'Internationale Communiste qui devenait de plus en plus forte. Ils espéraient cependant garder aussi pour l'avenir une autonomie propre à leur garantir la possibilité de réaliser cette vieille politique opportuniste ou centriste" (Zinoviev).

L'exemple hongrois, où la fusion des communistes avec les sociaux démocrates de gauche avait donné à la bourgeoisie la possibilité de détruire dans le sang la révolution magyare était présente à l'esprit des communistes du monde entier.

Le 2<sup>ème</sup> congrès a pour cadre une situation économique et sociale potentiellement révolutionnaire. On s'attend à la chute (qui ne vint pas) de Varsovie sous la contre-offensive de l'armée rouge. De grandes grèves éclatent en Allemagne, en Angleterre, en France, suivies d'arrestations (Loriot, Monatte, Souvarine en France, Pankhurst en Angleterre).

### **2. ORGANISATION :**

Les délégués arrivèrent de tous les coins du monde (218 délégués représentaient 37 pays). De puissantes organisations comme l'Independent Labour Party anglais, l'USPD allemand, le PSF français, le socialiste Party of America, souhaitaient une adhésion face à la radicalisation des masses.

La délégation italienne arriva le 6 juin et était composée d'un grand nombre de personnes dont une partie seulement était admise à participer au congrès. Serrati pour la direction, Bombacci et Graziadéi pour le groupe parlementaire, Polano pour la fédération des jeunes avaient vote délibératif ; le reste de la délégation non appelée à prendre part au congrès était composée des membres des syndicats (D'aragona, Colombino), de la ligue des coopératives (Pavirani) et autres organisations prolétariennes. Cette délégation à majorité "droite" était donc arrivée sous la protection de Serrati avec lequel les Bolcheviks eurent les principales conversations et colloques avant le congrès. Lénine, Trotsky, Zinoviev et Boukharine tentèrent en vain de convaincre Serrati de la nécessité de se séparer de Turati et co, mais ils se heurtèrent à l'obstination du chef maximaliste qui au contraire défendit Turati et D'Aragona, chercha à étendre le vote consultatif aux 8 confédéraux, déplora l'invitation faite directement par le CE à Polano et au représentant de la FCA en voix consultative. Les délégués syndicaux et des coopératives s'en retournèrent avant le début du congrès et Serrati continua à justifier leur présence dans le PSI.

---

18 Voir Comunismo n° 7, la Storia vol II, "les 4 premiers congrès de l'IC" (éd librairie du Travail) et Programme Communiste n° 59 et 60 de 1973 (traduction de la Storia vol II).

Le représentant de la FCA n'était donc pas inclus dans la délégation du PSI. Son intervention fut voulue et organisée par Lénine <sup>19</sup> par l'intermédiaire de son délégué, alors en Italie, Heller (appelé Chiarini) qui vint plusieurs fois à Naples pour préparer son voyage selon l'itinéraire : Brennero, Berlin, Copenhague, Stockholm, Helsingfors, Reval, Leningrad. Le représentant de la FCA arriva ainsi à Petrograd la veille de l'ouverture du congrès. Il était admis à participer au congrès en tant que représentant de la seule fraction du PSI qui ait posé explicitement la question de la rupture irrévocable avec la "droite" offrant même, mais en vain, aux maximalistes de renoncer à l'abstentionnisme électoral.

La délégation française comprenait Rosmer, Sadoul, Guilbeaux ; Cachin et Frossard étaient envoyés par le PS en mission d'information. Ils repartirent avant de connaître le texte définitif des "conditions d'admission" (avec les 19 et non 21 conditions !).

Le 3.10.1920, Il Soviet publia au retour du représentant de la FCA un article intitulé "Autour du congrès international communiste" (Cf la Storia, vol II, p 676) dans lequel est décrit le déroulement du congrès et l'organisation des discussions. Pour chaque sujet à l'ordre du jour, une commission fut nommée et elle présentait les conclusions pour la discussion plénière du congrès. Celle-ci se concluait par un vote en général de principe, et les thèses élaborées étaient renvoyées à la commission afin qu'elle y introduise les amendements apportés par le débat du congrès. Parfois, si les controverses étaient importantes, les thèses ainsi modifiées devaient revenir au congrès pour la décision finale. La distribution des thèmes à traiter conduisit souvent à des répétitions. Pour les militants de la FCA, il aurait été préférable de procéder avant toute chose à un débat général sur les principes programmatiques du communisme et de les énoncer précisément ; sur cette base la discussion des différents problèmes d'action et de tactique pouvait alors se faire. Au contraire les questions tactiques se présentèrent de façon désordonnée, souvent sous l'aspect de l'application à un pays particulier, et les solutions proposées manquèrent en général d'homogénéité. Si une méthode plus organique avait été adoptée pour le déroulement des travaux du congrès, les questions vitales de principes n'auraient pas été abordées de manière accidentelle et donc traitées de façon incomplète.

En vue des débats du congrès, les camarades du CE de Moscou avaient préparé des écrits critiques et polémiques où ils développèrent leurs positions ; ainsi l'ouvrage de Lénine "Le gauchisme, maladie infantile du communisme". Lors du congrès les conclusions présentées sur chaque thème par les rapporteurs de la commission ne rencontrèrent en général pas d'opposition notable, ni - à part sur la question du parlementarisme - ne donnèrent lieu, lors du vote du congrès, à des conclusions diverses de celles du rapporteur de la commission. Le congrès n'eut jamais par ailleurs à en arriver au vote par appel nominal. Les thèmes traités furent ainsi:

- Statuts de l'Internationale Communiste
- Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale Communiste
- Les tâches principales de l'Internationale Communiste
- Résolution sur le rôle du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne
- Le mouvement syndical, les comités de fabrique et d'usine
- Thèse et additions sur les questions nationale et coloniale
- Thèses sur la question agraire
- Le Parti Communiste et le parlementarisme
- Manifeste du Congrès : Le monde capitaliste et l'Internationale Communiste

---

19 Voir l'interview d'Amadeo Bordiga de 1970, question 4

### 3. LES TRAVAUX :

#### a) Les tâches du parti et de l'IC :

Le 19 juillet, Zinoviev ouvre le congrès au siège des soviets de Petrograd par un discours qui résume les tâches posées à l'IC. La tâche principale des communistes est celle de constituer un parti fort, centralisé, international pour lutter contre la bourgeoisie. Après Zinoviev, Lénine prit la parole pour tracer un tableau de la situation mondiale et des contrastes impérialistes. Il désigne dans le courant opportuniste l'ennemi principal parce qu'il défend la bourgeoisie mieux que les bourgeois eux-mêmes et permet ainsi leur survie ; il en est ainsi pour Kerenski en Russie, le gouvernement social démocrate allemand, Albert Thomas en France. Et pour Lénine, corriger les erreurs du courant de "gauche" dans l'IC sera mille fois plus facile. Les 19 thèses de Lénine sur les **Tâches fondamentales de l'IC** martèlent les principes et le programme qui sont les présuppositions à l'existence d'une "armée unique prolétarienne" en marche vers son objectif historique. Le 1<sup>er</sup> paragraphe concerne "l'essence de la dictature du prolétariat et du pouvoir socialiste"; le 2<sup>ème</sup> répond à ce que l'on doit faire pour se préparer tout de suite et partout à la dictature du prolétariat; le 3<sup>ème</sup> paragraphe concerne "la modification de la ligne de conduite et partiellement de la composition sociale des partis adhérant ou désireux d'adhérer à l'IC. C'est ainsi que la thèse 17 concerne le PSI<sup>20</sup> : "En ce qui concerne le PSI, le 2<sup>ème</sup> congrès de la 3<sup>ème</sup> Internationale, reconnaissant que la révision du programme voté l'année dernière par ce parti dans son congrès de Bologne marque une étape très importante dans sa transformation vers le communisme, et que les propositions présentées par la section de Turin au conseil général du Parti publiées dans le journal l'Ordine Nuovo du 8 mai 1920 correspondent à tous les principes fondamentaux de la 3<sup>ème</sup> Internationale, prie le PSI d'examiner dans le prochain congrès qui doit être convoqué en vertu des statuts du parti et des dispositions générales sur l'admission à la 3<sup>ème</sup> Internationale, les susdites propositions et toutes les divisions des deux congrès de l'IC, particulièrement au sujet de la fraction parlementaire et des éléments non communistes du parti."

De ces principes généraux présentés par ces thèses devront se déduire les tâches pratiques qui seront spécifiées dans les conditions d'admission et dans les autres thèses spécifiques (action révolutionnaire au parlement, dans les syndicats, dans les colonies, l'armée, etc.).

Le 23 juillet le congrès reprend ses séances à Moscou et aborde la question de **la nature et de la tâche du parti** dans la préparation de l'assaut révolutionnaire dans la conquête du pouvoir, dans sa dictature. Ces thèses rédigées par Zinoviev sur le rôle du PC dans la révolution prolétarienne ont une nette structure marxiste. Elles affirment la nature autoritaire et centraliste de la dictature prolétarienne et du parti, et concordent point par point avec celles de notre courant. On y condamne l'erreur de type anarchiste comme celle de la II<sup>ème</sup> Internationale et celle des KAPD, conseillistes et ordinovistes. En effet les doctrines anarchistes et syndicalistes qui nient ou diminuent la valeur de la fonction du parti politique de classe et ont aidé seulement la bourgeoisie et les socialistes contre révolutionnaires, constituent un pas en arrière par rapport au marxisme. On y répétait aussi dans ces thèses que le Soviet n'a de contenu révolutionnaire que s'il est pénétré et dirigé par un PC fort. Dans la discussion certains délégués du courant syndicaliste firent une opposition non de principe en faisant des réserves sur la valeur générale des thèses pour tous les pays. Le comité exécutif avec Lénine et Trotsky n'affirmèrent pas qu'en ne soutenant pas ces principes cardinaux ils n'étaient ni communistes ni réellement révolutionnaires, mais tentèrent de leur démontrer qu'ils reconnaissaient (ces contradicteurs) dans l'action quelque chose de peu différent. On reconnut la citoyenneté dans l'IC, mais sans vote délibératif, aux IWW américains, aux Shop Stewards anglais, aux syndicalistes français (gauche de la CGT), à la Confédération du Travail espagnole représentée par un anarchiste, et aussi à l'Union Syndicale italienne dont le délégué arriva après le congrès.

Ces thèses furent approuvées à l'unanimité (bizarrement !). Y font suite les Statuts de l'IC : instance suprême de l'IC; le congrès mondial qui discute et délibère sur les questions les plus importantes du programme et de la tactique; le Comité Exécutif (CE) est l'organe dirigeant dans l'intervalle des congrès mondiaux; discipline de fer et forte centralisation du PC, etc ...

20 Les 4 premiers congrès ..., p 47

## b) Les conditions d'admission à l'IC <sup>21</sup> :

Comme il est dit dans l'introduction des "conditions" elles-mêmes, dans les thèses sur les tâches de l'IC dictées par Lénine, dans les discours de Lénine, Zinoviev, Trotsky etc ..., ce congrès, véritable assise constitutive du Komintern, se tenait dans une situation de promesses révolutionnaires, mais aussi lourde de dangers. Ce n'était plus de simples groupes ou courants communistes qui participaient au congrès mais les représentants de partis et d'organisations. L'attrait irrésistible que la révolution d'octobre et la nouvelle Internationale exerçaient sur les masses ne pouvait manquer d'amener des Partis qui hier encore appartenaient à la II<sup>ème</sup> Internationale et en partageaient pleinement les conceptions théoriques, tactiques et organisatives. Le PSF qui avait eu l'habileté tactique de se faire représenter par Cachin et Frossard, le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne encore tout imprégné de son adhésion à la guerre impérialiste et de sa participation au premier et sanglant gouvernement républicain constituaient deux exemples caractéristiques à cet égard. Il y avait aussi le cas particulier du PSI dont la majorité s'était déclarée en faveur de l'adhésion à l'IC au congrès de Bologne de l'automne 1919 mais dont la conception du processus révolutionnaire était bien approximative et qui s'obstinait à refuser d'expulser de ses rangs des réformistes notoires comme Turati, Tréves, Modigliani, D'Aragona. Les révolutionnaires craignaient donc qu'il ne soit trop commode à certains de souscrire à la condamnation du pacifisme et de l'union sacrée, car le problème ne se posait plus, ainsi que se déclarer en faveur d'une insurrection que l'histoire ne mettait pas encore à l'ordre du jour. Cette crainte de voir l'IC submergée par l'entrée massive de "repentis" opportunistes était donc trais vive chez les révolutionnaires. Toutefois d'autres facteurs agissaient dans un sens partiellement opposé car il était tout aussi nécessaire de battre en brèche "l'infantilisme de gauche" fondé sur une base idéaliste. D'autre part une évaluation optimiste de promesses révolutionnaires proches permettait d'escompter que les masses portées par une vague révolutionnaire neutraliseraient ou même rejetteraient leur "chefs" hésitants ou hypocrites. Pesait encore dans la balance le désir pressant d'arracher l'héroïque Russie révolutionnaire à son isolement en hâtant le processus de cristallisation des PC. S'adresser aux masses par le truchement de leurs chefs anciens semblait plus facile que de leur parler par dessus la tête de ces mêmes chefs. Ainsi Lénine polémiqua avec les délégués du PC allemand contre leur aversion pour tous pourparlers avec Dittman, Crispian arrivés à Moscou dans l'intention de "négocier" avec l'IC un programme voté par le congrès des Indépendants.

Le congrès définit dans des thèses les questions de tactique fondamentale délimitant la position des communistes de façon bien nette. Toutefois la Gauche déplora avec raison qu'en une telle situation le congrès ne commence pas par mettre à la base de tout son travail une définition générale et complète des principes constituant aussi une plate-forme intangible d'adhésion au Komintern, à partir de laquelle on aurait pu ensuite tracer les lignes d'action tactiques et définir les directives pratiques et organisatrices. Le représentant de la FCA y fait allusion dans son discours : "Il faut contraindre ces partis [social-démocrates] à une déclaration de principe sans équivoque. Il faudra que tous les PC du monde aient un programme commun ce qui, malheureusement, n'est pas possible à l'heure actuelle". A son retour d'Italie, le représentant de la FCA déclarera au Soviet qu'il aurait été préférable de procéder avant tout à un débat sur les principes programmatiques du communisme en le formulant d'une façon trais précise, et de passer ensuite, **sur cette base**, à la discussion des divers problèmes d'action et de tactique que le congrès devait résoudre"; on aurait obtenu ainsi le maximum de délimitation possible en réaffirmant cette thèse marxiste si peu prisée par les réformistes : "pas d'action révolutionnaire sans théorie révolutionnaire"; **l'opportunisme se distinguant précisément par l'absence de principes**.

Les thèses sur les conditions d'admission préparées par Lénine comblèrent en partie cette lacune. Sans avoir la valeur générale d'une "déclaration des principes", elles embrassaient toute la gamme des principes et ne laissaient place à aucun doute sur les questions tactiques les plus importantes du mouvement communiste mondial, et sur le critère fondamental du centralisme, prémisses du fonctionnement de l'Internationale et de ses sections comme parti mondial unique.

Les 19 thèses sur les conditions d'admission passèrent au premier plan des débats du congrès, après avoir fait l'objet d'une vive discussion en commission. Les Indépendants allemands et les maximalistes

21 Cf Programme Communiste nème43-44 de 1969.

italiens, tout en se déclarant décidés à adhérer à l'IC, faisaient de graves réserves sur les "conditions particulières" à leur pays. Quant au parti français, l'adhésion verbalement inconditionnelle des Cachin et Frossard (qui quittèrent Moscou avant que la discussion n'imposât les 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> condition) n'offrait en fait aucune garantie, étant donné le silence ou les réticences qu'ils observaient sur les points de programme ou de tactique fondamentaux !

Face à l'arrogance des orateurs indépendants, aux résistances de Serrati à une élimination de la droite, à l'approbation un peu trop "facile" des Cachin et Frossard, de nombreuses voix s'élevèrent dont celle de Lénine, Radek, d'autres délégués russes, des délégués du PC allemand et des représentants de la gauche française. Lefévre (qui devait périr lors du voyage de retour) affirmait que, à cause de leur long passé opportuniste, Cachin et Frossard risquaient de faire pénétrer dans les rangs de l'IC l'esprit de trahison de la IIème Internationale. Guilbeaux déclarait que leur adhésion était artificielle et que retournés à Paris, à cause de l'atmosphère pestilentielle du PSF, ils risquaient de retomber dans leurs erreurs. Goldenberg du mouvement des jeunes socialistes français s'insurgeait contre le mode artificiel d'admettre dans les rangs de l'IC des éléments qui ne lui étaient pas favorables, et appelait comme Guilbeaux à la formation d'un PC contenant uniquement des communistes ! Le débat restait trop circonscrit aux questions intérieures des divers mouvements nationaux, et ce fut au représentant de la Gauche italienne que revint le mérite de le hausser au niveau d'une discussion de principe.

Dans son discours, le représentant de la FCA<sup>22</sup> déclarait que face au danger de voir s'introduire dans l'IC des éléments opportunistes à cause de la stagnation du mouvement révolutionnaire, les communistes doivent exiger que l'acceptation de leurs thèses par les éléments de droite soit complète et sans réserves dans le domaine de la théorie comme dans celui de l'action. Il faut appliquer avec encore plus de rigueur qu'en Russie la méthode et la théorie marxiste en Europe occidentale où le capitalisme est plus développé. Il faut dresser des barrières infranchissables devant les sociaux-démocrates et les contraindre à une déclaration de principe sans équivoque. Pour cela, il proposa de modifier la thèse 15 ainsi : " Les partis qui conservent encore les anciens programmes social-démocrates ont le devoir de les réviser sans retard et d'élaborer un nouveau programme communiste adapté aux conditions spéciales de leur pays ..." en supprimant l'expression "adapté aux conditions spéciales de leur pays" pour la remplacer par "dans lequel les principes de l'IC soient fixés d'une manière non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux. La minorité du parti qui se déclarerait contre ce programme sera exclue de l'organisation pour ce seul motif. Les partis qui, bien qu'ayant changé leur programme et ont adhéré à la 3<sup>ème</sup> Internationale, n'ont pas satisfait à cette condition doivent convoquer immédiatement un congrès extraordinaire pour s'y conformer". En effet il faudra que tous les PC du monde aient un programme commun, ce qui malheureusement n'est pas possible à l'heure actuelle. Il demande aussi que la question de la minorité de droite soit posée clairement ; ainsi les représentants du PSF n'ont pas dit qu'ils chasseront de leurs rangs les Renaudel. Ceux qui voteront contre le nouveau programme doivent sortir du parti. **"A l'égard du programme, il n'existe pas de discipline : on l'accepte ou on le repousse, et dans ce dernier cas on se sépare du parti.** Le programme est quelque chose qui nous est commun à tous. Ce n'est pas quelque chose que la majorité des camarades soumet à l'approbation des autres, mais une condition préjudicielle imposée à tous les partis qui désirent appartenir à l'IC (21ème condition)<sup>23</sup>.

Après cette période d'organisation, la porte devra rester close et seule l'adhésion individuelle possible. Il propose aussi que la motion de Lénine qui a été retirée soit proposée de nouveau, c'est-à-dire que tous les partis qui demandent à adhérer aient un certain pourcentage de communistes dans leur organes dirigeant (20<sup>ème</sup> condition), bien qu'il serait préférable qu'il le soient tous.

Les 20<sup>ème</sup> et 2<sup>ème</sup> conditions furent votées, mais la correction de la 15<sup>ème</sup> thèse ne fut pas acceptée, ni l'adhésion individuelle après la période d'organisation. Le représentant de la Gauche italienne insistait sur ce point des "conditions particulières" qui étaient, au congrès déjà, mais surtout après, le cheval de bataille des Crispin, Serrati, Modigliani, Tréves, c'est-à-dire du centre et de la droite. Pour eux il appartenait au parti local et non à l'Internationale d'apprécier ces "conditions spéciales du pays". Serrati dans la revue *Comunismo* du 15-30 septembre 1920 récusera le droit de l'Internationale de formuler

22 Cf "Storia della Sinistra", p 690-692 et Programme Communiste nème43-44, p 106, et nème50, p 46-50.

"des jugements absolus et définitifs, à distance et sans connaissance détaillée des choses et des faits" sur les situations nationales et même locales, citant comme exemple ... scandaleux que la 20<sup>ème</sup> condition exige l'envoi de seuls "communistes, sans autres considérations sur leurs capacités administrative[!!!], aux postes impliquant des responsabilités dans les municipalités, les coopératives, les Bourses du travail, etc...". Le parti français se servira de prétextes semblables pour reléguer l'action syndicale au dernier plan, ou pour esquiver l'action déterminée qu'exigeait la 8<sup>ème</sup> condition face aux initiatives militaires et coloniales de l'impérialisme français. Il aurait fallu donc interdire dans les conditions d'admission toute possibilité d'interprétation restrictive, comme le fera dans son programme le PC d'Italie, et imposer l'adhésion individuelle qui aurait ainsi empêché les fusions funestes à Halle réunissant le PC allemand et la majorité des Indépendants lors de la crise révolutionnaire de 1921-1923. De même les manœuvres équivoques avec les terzini en Italie.

Dans Il Soviet n°24 du 3/10/20 (Storia vol II, p 678), le représentant de la Gauche déclarera à son retour : "D'une manière générale, les conditions ont été complétées et sont devenues plus sévères, mais le sens de la discussion fut qu'au maximum les "reconstructeurs" pourraient adhérer sous **certaines garanties**. Nous pensons que dans certains pays, et surtout en France, le danger d'une adhésion d'éléments trop à droite existe".

Les 21 conditions furent donc approuvées contre 2 votes. En voici un résumé :

1. Propagande et agitation : organes de presse soumis au CC du parti et rédigés par des communistes sûrs.
2. Écarter des postes à responsabilité les réformistes et les "centristes".
3. Créer un organisme clandestin.
4. Agitation parmi les troupes ; s'y refuser est une trahison et est incompatible avec l'affiliation à la 3<sup>ème</sup> Internationale.
5. Agitation dans les campagnes. La classe ouvrière ne peut vaincre si elle n'est pas soutenue par au moins une partie des travailleurs des campagnes.
6. Dénoncer le social patriotisme et le social pacifisme.
7. Reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la politique du centre. L'IC exige impérativement et sans discussion cette rupture. Elle ne peut admettre dans l'IC des réformistes avérés tels Turati, Kautsky, Hilferding, Longuet, Macdonald, Modigliani, etc.
8. Dévoiler l'impérialisme de sa bourgeoisie aux colonies et soutenir en fait tout mouvement d'émancipation.
9. Propagande systématique au sein des syndicats et autres organisations des masses ouvrières. Former des noyaux communistes.
10. Combattre l'Internationale des syndicats jaunes d'Amsterdam et concourir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale Communiste.
11. Réviser la composition de la fraction parlementaire et soumettre ces membres au CC du parti.
12. Principe de la centralisation démocratique, discipline de fer, organisme central muni de larges pouvoirs.
13. Épurations périodiques de leurs organisations
14. Soutenir la République des Soviets contre la contre révolution.
15. Réviser son programme et élaborer un programme communiste adapté aux **conditions spéciales de leur pays**.

16. Toutes les décisions des congrès de l'IC et celles du CE sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'IC.
17. Prendre le nom de PC
18. Imprimer sur la presse tous les documents officiels importants du CE de l'IC.
19. Convoquer dans un délai de 4 mois après le 2<sup>ème</sup> congrès de l'IC un congrès extraordinaire pour se prononcer sur ces conditions.
20. Les partis qui n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique doivent veiller à ce que les 2/3 des membres du CC et des institutions les plus importantes soient composés de camarades qui avant le 2<sup>ème</sup> congrès s'étaient ouvertement prononcés pour l'adhésion à la 3<sup>ème</sup> Internationale. Des exceptions peuvent être faites avec l'approbation du CE de l'IC, ainsi pour les représentants de la tendance centriste.
21. Les adhérents au parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'IC doivent être exclus du Parti. Il en est de même des délégués au Congrès extraordinaire.

### c) Le PC et le parlementarisme <sup>23</sup> :

La commission (à laquelle aucun Italien ne participa, pas plus qu'à aucune autre commission) était présidée par Trotsky lequel présenta une introduction historique qui fut placée au début des thèses sur le parlementarisme écrites par Boukharine et Lénine. Le représentant de la FCA demanda à présenter des thèses contre celles-ci et fut nommé corapporteur et invité à participer aux séances de la commission pour y défendre ses thèses. La commission procéda à un débat d'orientation qui s'acheva par l'approbation des thèses de Boukharine avec deux voix contre (le délégué suisse et celui des IWW).

Au congrès, le débat commença par **un rapport de Boukharine** qui présenta les thèses qu'il avait rédigées avec Lénine et auxquelles Trotsky avait apporté une introduction intitulée : "La nouvelle époque et le nouveau parlementarisme". Les thèses affirment qu'il existe une différence de principe entre l'époque du développement pacifique et l'époque actuelle de guerre des classes. L'époque pacifique (qui précède donc la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale) se caractérisait par une certaine communauté d'intérêts entre prolétariat et bourgeoisie des pays capitalistes développés qui grâce à la politique impérialiste a pu payer des salaires élevés aux ouvriers. Cette époque était marquée par l'intégration des organisations ouvrières dans l'appareil étatique bourgeois ; celles-ci devenaient en effet parties constitutives du système capitaliste comme le démontra leur attitude pendant la guerre. De même les fractions parlementaires des partis ouvriers ont été intégrées dans le Parlement. Avec la nouvelle période de décadence capitaliste et de guerre civile, la classe ouvrière a abandonné son idéologie impérialiste, et les organisations ouvrières se sont transformées en appareil de lutte de classe, de même pour les fractions parlementaires qui sont devenues des instruments de destruction du Parlement. IL y a encore des survivances de l'ancienne époque mais elles vont disparaître. Boukharine passa alors en revue la composition des fractions parlementaires des partis ouvriers occidentaux, qui étaient toutes dominées par les réformistes et dont la politique était très éloignée du parlementarisme révolutionnaire. Il s'étendit longuement sur le parti socialiste indépendant allemand dont la fraction parlementaire sur 82 membres comprenait une vingtaine de représentants de la droite, une quarantaine du centre et une vingtaine de la gauche et dont la politique était plus que réformiste. Pour le PSI affilié à la III<sup>ème</sup> Internationale et "un de nos meilleurs partis", déclara Boukharine, sa fraction parlementaire appartenait pour 30% à la tendance de Turati, pour 55% au centre et pour 15% à la gauche. Quant au PSF, sur 68 députés, sa fraction parlementaire comprenait 40 réformistes, 26 centristes et 2 communistes. Pour Boukharine, cet état de chose s'expliquait par le fait que ces partis n'étaient pas suffisamment communistes et qu'ils renfermaient un grand nombre d'opportunistes. Boukharine aborda ensuite l'antiparlementarisme qu'il divisa en 2 groupes. Le 1<sup>er</sup> niait toute participation parlementaire (IWW) car il ne voyait que les côtés négatifs du parlementarisme et avait une fausse conception de la lutte

23 Voir le numéro spécial de Programme Communiste de 1967 : "La question parlementaire dans l'IC" et Programme Communiste n° 60, p 60 de 1973 : "A propos du congrès international Communiste" Il Soviet du 3.10.1920; voir aussi la Storia vol II, p 676.

politique. Le 2<sup>ème</sup> groupe dont Boukharine développa les thèses longuement était contre le parlementarisme pour des raisons d'appréciation des possibilités qu'offre l'action parlementaire (FCA du PSI) et sur l'affirmation que les PC doivent abandonner, pour le succès dans la propagande pour la méthode révolutionnaire marxiste, tout contact avec l'engrenage de la démocratie bourgeoise. Ce 2<sup>ème</sup> groupe affirmait qu'il était matériellement impossible d'utiliser le parlement mais sans le démontrer : "avant de soutenir à priori que toute action révolutionnaire au parlement est impossible, il aurait fallu d'abord essayer", déclara Boukharine; et pour Boukharine la raison de cette position, c'est la crainte, la peur d'agir en député révolutionnaire. Si les partisans du 2<sup>ème</sup> groupe pensaient que le parlementarisme et les campagnes électorales révolutionnaires sont impossibles, c'est qu'ils n'en ont jamais encore vu ! Les exemples du parlementarisme révolutionnaire existent : Liebknecht, les camarades bulgares, les bolcheviks russes. "Si vous avez un parti vraiment communiste, vous ne devez pas craindre d'envoyer vos représentants aux parlements bourgeois. (...) Par contre si les partis affiliés à la III<sup>ème</sup> Internationale sont de vrais PC épurés des éléments réformistes et opportunistes, nous pouvons être sûrs que le vieux parlementarisme cessera de vivre et qu'il fera place à un parlementarisme vraiment révolutionnaire qui est une méthode infaillible pour le renversement de la bourgeoisie et la destruction de l'État et du système capitalistes".

Le représentant de la Fraction Communiste Abstentionniste italienne présenta un contre rapport <sup>24</sup> qui affirmait que l'antiparlementarisme de la FCA n'est pas une discussion de principe. En principe, nous sommes tous antiparlementaires parce que nous répudions le parlementarisme comme moyen d'émancipation du prolétariat et comme forme politique de l'État prolétarien. Notre antiparlementarisme se rattache à la critique marxiste de la démocratie bourgeoise, contrairement aux anarchistes et aux syndicalistes. Le mouvement marxiste a dégénéré en mouvement social-démocrate et a créé un terrain d'action commun aux petits intérêts corporatifs de certains groupes ouvriers et à la démocratie bourgeoise. Il se créa une idéologie qui écartait la violence et abandonnait la dictature du prolétariat. La révolution russe a confirmé la théorie marxiste. "Mais les conditions historiques dans lesquelles la révolution russe s'est développée ne ressemblent pas aux conditions dans lesquelles la révolution prolétarienne se développera dans les pays démocratiques de l'Europe occidentale et de l'Amérique. La situation russe rappelle plutôt celle de l'Allemagne en 1849 parce qu'il s'y est déroulée deux révolutions, l'une après l'autre : la révolution démocratique et la révolution prolétarienne. L'expérience tactique de la révolution russe ne peut donc être transportée intégralement dans les autres pays où la démocratie bourgeoise fonctionne depuis longtemps et où la crise révolutionnaire ne sera que le passage direct de ce régime politique à la dictature du prolétariat".

Pour l'Europe occidentale, le problème révolutionnaire impose avant tout la nécessité de sortir des limites de la démocratie bourgeoise, de montrer que la lutte doit être portée sur un nouveau terrain, celui de l'action directe, révolutionnaire pour la conquête du pouvoir. Il faut une nouvelle organisation technique du Parti, c'est-à-dire une organisation historiquement nouvelle. La 1<sup>ère</sup> machine bourgeoise qu'il faut maintenant détruire, c'est le parlement. Il faut démontrer aux masses toute la duplicité de la démocratie bourgeoise qui agit comme un moyen de défense indirecte contre les masses. La réaction anarcho-syndicaliste qui nie toute valeur à l'action politique mène le prolétariat sur une fausse voie. Nous proposons que l'agitation pour la dictature du prolétariat dans les pays où le régime démocratique est depuis longtemps développé se base sur le boycottage des élections et des organes démocratiques bourgeois ; car la grande importance que l'on donne en pratique à l'action électorale comporte un double danger : d'une part elle donne l'impression que telle est l'action essentielle ; d'autre part elle absorbe toutes les ressources du Parti qui devient un engrenage de comité électoraux.

Au sujet de l'introduction historique de Trotsky aux thèses sur le parlementarisme de Boukharine-Lénine où il est dit que la 3<sup>ème</sup> Internationale doit revenir à la tactique parlementaire de la 1<sup>ère</sup> Internationale afin de détruire le parlementarisme de l'**intérieur**, le représentant de la FCA fait observer que la 3<sup>ème</sup> Internationale "si elle accepte la même doctrine que la 1<sup>ère</sup>, doit utiliser, étant donné la grande différence des conditions historiques, une tout autre tactique et ne pas participer à la démocratie bourgeoise". Si nous sommes d'accord avec la 1<sup>ère</sup> partie de ces thèses, nous divergeons sur l'utilisation de la campagne électorale et de la tribune parlementaire pour l'action des masses. Nous ne rejetons pas

24 La storiaa vol II, p 702 et la brochure de Programme communiste sur la question parlementaire déjà citée, p 27.

le parlementarisme parce qu'il s'agit d'un **moyen légal**, comme l'est la presse, la liberté de réunion, ... . De même nous ne sommes pas contre les chefs car on aura toujours besoin de propagandistes, de journalistes, etc..., et d'un Parti centralisé où les chefs auront une situation dangereuse et non les places avantageuses dans la société bourgeoise.

Les exemples donnés par les rapporteurs n'entament pas notre thèse. Liebknecht a agi au Reichstag à une époque où nous reconnaissons la possibilité de l'action parlementaire ; en outre le bilan, avec toute la série de trahisons des social-démocrates est très défavorable au "parlementarisme révolutionnaire". La question des Bolcheviks dans la Douma se pose dans des conditions historiques différentes de ceux de l'Europe occidentale bourgeoise. Et le représentant de la FCA demande à ce qu'on ne passe pas sous silence le problème très important de la conquête électorale des institutions communales bourgeoises, et conclue qu'il "compte profiter des campagnes électorales pour l'agitation et la propagande de la Révolution communiste, mais cette agitation sera beaucoup plus efficace si nous soutenons devant les masses le boycottage des élections bourgeoises" .

Enfin il répond aux arguments de la brochure de Lénine sur le "Communisme de gauche" afin de bien distinguer notre tactique antiparlementaire de celle qui préconise la sortie des syndicats. Le syndicat même corrompu est un centre ouvrier. Si la question parlementaire est secondaire pour le mouvement communiste, celle des syndicats ne l'est pas. Lénine dans sa brochure expose la tactique communiste en défendant une **action très souple**, correspondant fort bien à une analyse attentive et rigoureuse du monde bourgeois, et propose d'appliquer à cette analyse dans les pays capitalistes les données de l'expérience de la Révolution russe. Il soutient aussi la nécessité de tenir le plus grand compte des différences entre les divers pays. "Je ne discuterai pas ici cette méthode. Je ferai seulement observer - dit le représentant de la FCA - qu'un mouvement marxiste dans les pays démocratiques occidentaux exige une tactique beaucoup plus directe que celle qui a été nécessaire à la révolution russe". De plus à l'accusation de Lénine de vouloir écarter le problème de l'action communiste au Parlement parce que la tactique antiparlementaire implique un effort moindre, il répond que c'est justement pour pouvoir déployer la plus grande partie des efforts du PC sur un terrain d'action bien plus important que celui de parlement, et que d'autre part il faudra des efforts décuplés pour obtenir maintenant un "parlementarisme révolutionnaire" décrit par les thèses.

Ainsi pour la FCA, les étapes que l'on doit nécessairement parcourir dans le passage économique du capitalisme au communisme ne se transposent pas sur le terrain politique où le parlementarisme bourgeois doit être directement remplacé par le système des Conseils Ouvriers. Mais la question du parlementarisme ne doit pas donner lieu à une scission dans le mouvement communiste, et la FCA se soumettra à la décision de l'IC et ne fera rien pour faire échouer son œuvre.

Les discours des partisans et adversaires du parlementarisme dont les antiparlementaires par principe, firent suite à cette introduction. Lénine prit alors la parole pour un bref discours polémique où il affirma que toute crise révolutionnaire s'accompagne d'une crise parlementaire ; or s'il faut reporter la lutte dans un autre domaine, comme les Soviets, nous savons que ceux-ci ne peuvent être créés artificiellement et sont organisés pendant ou juste à la veille de la révolution. "Ce n'est qu'en étant membre d'un parlement bourgeois que l'on peut à partir de conditions historiques données, lutter contre la société bourgeoise et le parlementarisme". Il faut montrer aux masses arriérées, qui croient que leurs intérêts sont représentés au parlement, la vérité dans les faits : en Russie, l'Assemblée Constituante a été convoquée pour montrer à l'ouvrier arriéré qu'il ne pouvait rien obtenir d'elle, et les Soviets ont été opposés concrètement à l'Assemblée Constituante pour montrer qu'ils étaient la seule issue. S'adressant au représentant de la FCA, il affirma qu'il n'y a pas d'autre moyen de détruire le parlement que de le faire de l'intérieur **pour mieux montrer aux masses illusionnées** combien le parlement est un instrument de tromperie. De plus pour Lénine si toutes les classes sont amenées à participer à la lutte parlementaire, c'est que les intérêts et les conflits de classe se reflètent dans le parlement : "**Le parlement est toujours l'arène de la lutte de classes**". Les formulations de Lénine, d'une puissance dialectique incontestable, provoquaient de sérieuses inquiétudes, non pas tellement sur ce qu'aurait pu faire l'IC dirigée par lui, mais sur les interprétations et les utilisations que ne manqueraient pas d'exploiter de sinistre manière ses trop larges autorisations à assouplir la tactique. Le représentant de la

FCA souligna cette ambiguïté dans sa réplique qui suivit l'intervention de Lénine. Ce dernier cita l'Allemagne comme le meilleur exemple de la possibilité d'une fraction communiste au parlement. Pour Lénine c'était la faiblesse d'un très grand nombre de nouveaux partis communistes qui les amenait à contester la nécessité du travail parlementaire.

Le représentant de la FCA intervint alors et fit remarquer que les objections de Lénine se rattachent au problème général de la tactique marxiste. Et que notre mission historique actuelle implique une nouvelle donnée tactique, à savoir le rejet de la participation parlementaire qui n'est plus un moyen d'influer sur les événements dans un sens révolutionnaire. IL faut appliquer des considérations de méthode de la nature de celles qui ont conduit la gauche marxiste du mouvement révolutionnaire international à écarter dès avant la guerre la participation ministérielle et l'appui parlementaire aux gouvernements bourgeois, que les affirmations de Lénine pouvaient d'ailleurs permettre de remettre en question ! Il affirma en outre être convaincu que l'IC ne réussira pas à mettre sur pied une action parlementaire révolutionnaire. A la fin de son intervention, il demanda que les thèses de la FCA soient votées par les camarades anti-parlementaires souscrivant aux affirmations marxistes qui en forment la substance.

Boukharine le premier rapporteur vint clore le débat en répondant à tous les antiparlementaires. D'autres interventions suivirent. Lors du vote, sept voix seulement n'allèrent pas aux thèses de Boukharine-Lénine qui furent donc approuvées par une large majorité (80 voix). Sur ces sept voix et à la demande expresse du rapporteur abstentionniste, soucieux d'éviter toute confusion avec les arguments des syndicalistes révolutionnaires, trois voix seulement se portèrent sur les thèses qu'il avait défendues : celles du PC suisse, du PC belge et d'une fraction du PC danois. Le rapporteur lui-même n'avait pas voix délibérative, mais seulement consultative.

Les thèses de Boukharine. Elles sont divisées en 3 parties :

La 1<sup>ère</sup> partie explique qu'il s'agit d'une nouvelle époque, celle de l'impérialisme. A l'époque précédente, le parlement, instrument du capitalisme en voie de développement, a dans un certain sens travaillé pour le progrès historique. Il pouvait être le théâtre d'une lutte pour des réformes et pour l'amélioration de la situation de la classe ouvrière. Dans les conditions actuelles il est devenu un instrument de mensonge, de fraude, de violences. Le devoir historique immédiat de la classe ouvrière. est d'arracher cet appareil aux classes dirigeantes, de le briser. Il s'agit donc d'un parlementarisme nouveau qui est l'un des moyens de détruire le parlementarisme en général. Le PC entre au parlement non pour s'y livrer à une action organique mais pour saper de l'intérieur la machine gouvernementale et le parlement. Exemples : l'action de Liebknecht en Allemagne, des Bolcheviks à la Douma, des communistes bulgares.

La 2<sup>ème</sup> partie dénonce le parlementarisme comme une forme "démocratique" de la domination de la bourgeoisie. Le parlementarisme ne sera pas une forme de gouvernement "prolétarien". Il ne peut être conquis par le prolétariat, comme l'État bourgeois en général, mais détruit. Il en est de même des institutions municipales. Le communisme nie donc la possibilité de la conquête durable des parlements ; il se donne pour but l'abolition du parlementarisme. Il ne peut dès lors être question de l'utilisation des institutions gouvernementales bourgeoises qu'en vue de leur destruction. Le PC ne peut admettre que l'utilisation exclusivement révolutionnaire du parlementarisme. Quant à l'antiparlementarisme de principe (IWW, syndicalisme révolutionnaire, Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne) n'est qu'une doctrine infantile et naïve.

La sortie des communistes du parlement peut devenir nécessaire à un moment donné (ainsi les Bolcheviks se retirèrent du pré parlement de Kerenski afin de le torpiller, de le rendre impuissant et de lui opposer le soviet de Petrograd, ceci à la veille de se mettre à la tête de l'insurrection). Le boycottage des élections peut aussi s'imposer. Le boycottage des élections et du parlement sont surtout admissibles en présence de conditions permettant le passage immédiat à la lutte armée pour la conquête du pouvoir.

Il est indispensable d'avoir constamment en vue le caractère relativement secondaire de cette question, le centre de gravité étant dans la lutte extra parlementaire pour le pouvoir politique. C'est

pourquoi l'IC considère comme une faute grave envers le mouvement ouvrier toute scission provoquée au sein du PC uniquement par cette question.

La 3<sup>ème</sup> partie donne des directives précises pour développer une tactique révolutionnaire, la seule possible, dans le parlement. Il faut s'assurer de la valeur communiste des membres du groupe parlementaire et renoncer à l'habitude social-démocrate de choisir des sujets "expérimentés". De règle il faut prendre les candidats parmi les ouvriers. Les élections achevées, il appartient au CC d'organiser le groupe parlementaire. Le CC y aura un représentant avec droit de veto. Nécessité d'épurations radicales des groupes parlementaires infiltrés par les réformistes. En outre tout député doit unir le travail illégal au travail légal. Son immunité parlementaire doit servir à l'organisation. Les députés sont tenus de subordonner toute leur activité parlementaire à l'action extraparlamentaire du parti. Le député est tenu de se rappeler qu'il est un agitateur du parti envoyé chez l'ennemi pour appliquer les décisions du parti. Etc.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de bien affirmer que le parlementarisme révolutionnaire, comme les illustres historiens du superopportunisme d'aujourd'hui se plaisent à le dire, n'a pas été le nœud du 2<sup>ème</sup> congrès ; l'imposant corps de thèses qui a pour centre les questions de principe de la révolution, de la dictature du prolétariat, de la terreur rouge et de la préparation nécessairement anti-parlementaire du prolétariat suffit à le démontrer. Et si les Bolcheviks ont fait du parlementarisme **un** des critères de l'efficacité révolutionnaire des PC naissants, c'est que ce parlementarisme avait des buts antiparlamentaires : d'une part ils visaient à la destruction des préjugés démocratiques du mouvement ouvrier ; d'autre part ils visaient à l'élimination de préjugés inverses, de nature anarchiste, syndicaliste, ouvriériste, conduisant à fonder l'abstentionnisme électoral sur des causes de natures morales (répudiation du "pouvoir", des chefs ; scrupules de pureté : condamnation du compromis en soi, ...), à identifier la lutte parlementaire à la lutte politique en général et enfin à refuser la lutte politique elle-même au profit de la lutte purement syndicale. De façon plus générale, les Bolcheviks visaient également à la réfutation critique de courants pratiquant le culte de la souveraineté des masses, voire de l'individu, et donc affectés de la même maladie démocratique que les partis de la II<sup>ème</sup> Internationale<sup>25</sup>.

Les Bolcheviks se plaçaient **sur le même terrain que nous**. On peut dire que l'introduction de Trotsky, les thèses de Boukharine-Lénine et les thèses des marxistes abstentionnistes ne présentent aucune différence dans l'examen de la fonction historique du parlement bourgeois.

**Sur quoi donc portait le désaccord entre les Bolcheviks et nous ?** La divergence est expliquée aux points 6 et 7 des thèses sur le parlementarisme de la FCA : à une époque historique où la **préparation** à la conquête du pouvoir n'était pas encore une perspective unique et directe, la participation aux élections et l'activité parlementaire pouvaient encore offrir des possibilités de propagande. Elle le reste dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et où le parlement conserve son caractère originel d'institution anti féodale et donc historiquement révolutionnaire (Russie de 1917, pays coloniaux). Par contre dans les pays où la révolution bourgeoise est depuis longtemps terminée et dans la période historique actuelle ouverte par la fin de la guerre mondiale et la révolution russe, la fondation de l'IC, il n'existe plus aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'œuvre révolutionnaire des communistes. Pour nous (thèses 11) le fait de continuer l'action électorale interdisait la sélection des éléments social-démocrates sans laquelle la III<sup>ème</sup> Internationale ne pouvait réaliser sa tâche historique.

Pour conclure, nous ajouterons que le seul parti qui ait pratiqué le "parlementarisme bolchevique" et qui soit resté fidèle à son esprit a été en 1921 le PC d'Italie dirigé par la Gauche, et ceci parce que la sélection pratiquée à Livourne avait été assez sévère pour mettre en fuite les "parlementaristes par principe" ! Mais les succès électoraux de 1921, comme le souligne A. Bordiga dans son interview de 1970 (question n°4) n'avantagèrent nullement le mouvement vers la révolution en Italie, comme cela aurait dû advenir selon la ligne Boukharine-Lénine qui préconisait l'effet révolutionnaire de l'entrée au parlement. L'échec de mars 1921 et de l'automne 1923 en Allemagne devait illustrer tragiquement la stratégie erronée du 2<sup>ème</sup> congrès.

25 Voir Programme Communiste n°60, 1973, p 1,2

Dans un article de Il Soviet du 5.9.1920<sup>26</sup> écrit après le 2<sup>ème</sup> congrès et intitulé "La Fraction Abstentionniste et le congrès de Moscou", la Gauche s'explique une nouvelle fois sur sa divergence **unique** avec les Bolcheviks :

"Les délibérations du congrès de Moscou concordent pleinement avec ce que notre fraction a toujours soutenu sur la nécessité de créer un parti vraiment communiste, sur les fonctions et la constitution de ce parti et sur ses rapports avec la 3<sup>ème</sup> Internationale. Elles concordent aussi parfaitement avec ce que nous avons soutenu sur la question des Soviets, faisant implicitement justice du délibéré du PSI de les constituer dès maintenant, position que nous avons combattue ; délibéré réduit après le Conseil national de Milan à l'expression minimale de Soviet mono-communal expérimental, à son tour tacitement mis en sommeil. L'unique divergence porte sur la **question parlementaire**.

"La thèse. votée à Moscou répète comme prémisse le concept fondamental selon lequel le parlementarisme est un système de gouvernement bourgeois qui ne peut ni constituer la forme de l'État prolétarien, ni être conquis de l'intérieur, mais qui doit être brisé avec les autres organes semblables et locaux pour être remplacés par les Soviets centraux et locaux, etc... Cette évaluation du parlementarisme répond précisément à ce qu'a sur le sujet constamment soutenu notre fraction, laquelle a insisté avec ténacité pour qu'elle fût acceptée également par la majorité du parti. Au congrès de Bologne, la différence entre nous et la majorité victorieuse sur ce point cardinal fut que nous voulions que tous ceux qui n'acceptaient pas cette conception programmatique sortent du parti, et nous votâmes dans ce sens ; la majorité se limita à faire sur ce sujet une affirmation verbale et vota pour le maintien dans le parti de ceux qui n'acceptaient pas le programme. Nous étions avec Moscou en paroles et en actes, les autres ... ne faisaient pas ce qu'ils prêchaient.

"La thèse. de Moscou relève justement que la méthode fondamentale de la lutte contre le pouvoir politique de la bourgeoisie est celui de l'action de masse qui se transforme en lutte armée, comme nous l'avions toujours soutenu, et subordonne l'action parlementaire aux buts de l'action extra-parlementaire, considérant la tribune parlementaire comme un des points d'appui, c'est-à-dire une position légale que le parti, qui dirige les actions de masse ou la lutte armée, doit constituer derrière le prolétariat en lutte. Ceci est bien différent et opposé à ce qu'a fait, avant et après Bologne, le PSI dont l'épicentre est resté toujours et uniquement l'action parlementaire qui domine et guide toute sa lutte politique. L'action illégale était et est ignorée (avant Bologne elle était même répudiée, et l'est encore par de très nombreux inscrits) : et pourtant, c'est un des piliers de la thèse. de Moscou et une partie non négligeable de l'action extraparlamentaire à laquelle devrait être subordonnée, l'action parlementaire afin d'utiliser dans ce sens l'immunité parlementaire. Réduite à ces termes restreints, l'action parlementaire, cela va de soi, perd notablement de l'importance, et la question de l'utilisation du parlement se réduit à des proportions très modestes. Il est vrai que les communistes ont toujours considéré ainsi le problème, et ne pouvaient faire autrement étant donné qu'ils partaient de la prémisse selon laquelle le parlementarisme est un système de gouvernement bourgeois, mais ce n'est pas ainsi que l'entendait le PSI, et non seulement les social-démocrates mais aussi la majorité des soi-disant maximalistes.

"Notre lutte acharnée et tenace au sein du PSI nous amena à sentir la nécessité de constituer une fraction abstentionniste pour agir avec une plus grande énergie et unité de mouvement ; elle était et est inspirée par la conviction que la lutte politique, c'est-à-dire la lutte pour la conquête du pouvoir se situe hors de l'action parlementaire ; notre lutte tend donc à amener l'activité du parti vers son véritable but. Contraindre le parti à réduire dans les termes voulus par Moscou l'action parlementaire et accepter de discuter la question du parlementarisme du point de vue qui a toujours été le nôtre, c'est-à-dire : comment et jusqu'à quel point la fonction parlementaire peut-elle être utilisée pour l'action révolutionnaire ; ceci serait pour nous une grande victoire. Nous n'avons pas affirmé que la lutte politique puisse se caractériser par une question d'attitude envers le parlementarisme, ni n'avons soutenu la négation absolue et **ingénue** de la participation électorale. Dans le programme présenté à Bologne, nous avons bien distingué la période pré révolutionnaire où l'on utilise le parlement pour un travail de critique et de propagande, de celle révolutionnaire, l'actuelle, où le prolétariat s'insurge pour abattre l'État bourgeois ; aucune contribution efficace ne peut être apportée à cette action à travers la

26 La Storia t II, p 728 et Programme Communiste n°60, p 74 (1973).

fonction parlementaire. L'expérience de demain, quand sur la base des délibérations de Moscou tous les partis adhérant à la III<sup>ème</sup> Internationale, devenus véritablement communistes après s'être débarrassés des entraves qu'ils contiennent, adopteront la tactique parlementaire, dira si notre point de vue était erroné ou non.

"La thèse de Moscou n'exclut pas que puisse être pratiquée la sortie du parlement, le boycott des élections; elle dit seulement que ceci peut advenir quand on se trouve dans une situation qui permet le passage immédiat à la lutte armée.

"Sans entrer dans un examen détaillé de ces actions, notablement différentes, et sans considérer la difficulté pas toujours facilement surmontable d'évaluer la circonstance exprimée dans la thèse pour leur réalisation, nous relèverons que le boycott actif des élections que nous proposons, c'est-à-dire notre intervention sans candidat dans le but de propager avec une plus grande efficacité le caractère bourgeois du parlementarisme, son incapacité dans les rapports de la dictature prolétarienne, et la nécessité de l'abattre, rentre précisément dans une des actions reconnues comme compatibles par la thèse de Moscou.

"Il y a peut-être une appréciation différente du moment où ce boycott est utile. Je dis "peut-être" parce que nous étions certains de ne pas être suivis par la majorité et nous savions donc que notre affirmation anticipait non dans le sens historique mais dans le sens de son acceptation et donc de sa réalisation. Nous n'avons pas fait ceci, et nous ne le faisons pas, dans le but ridicule de paraître plus révolutionnaires que les autres.

"Toutes les tendances ont toujours commencé ainsi : elle débute avec un ou quelques uns et puis croît et se développe si elle répond à un besoin véritable et à une nécessité de l'avenir. Être suivi par peu d'individus dans une période déterminée de son développement n'est pas infantile. Si on raisonne ainsi, toutes les nouvelles idées ont été infantiles. Quand, au congrès de Bologne, nous demandions que le parti prenne le nom de communiste afin de consacrer définitivement un changement radical d'orientation, nous n'étions alors que quelques uns et nous le savions.

"Il en allait de même quand nous soutenions l'incompatibilité au sein du parti de ceux de droite et du centre. Nous verrons lors du prochain congrès, après les délibérations de Moscou, quel chemin aura fait en un an notre tendance. De même pour l'abstentionnisme. Avoir soutenu et soutenir l'abstentionnisme a servi et sert à démystifier puissamment la fonction du parlementarisme surtout parmi les maximalistes, et à fonder dans le parti et dans les masses la conviction toujours croissante que le centre de gravité du mouvement prolétarien se trouve en dehors du parlement bourgeois et que celui-ci devra être définitivement détruit. Que l'abstentionnisme ne constitue pas pour nous le nœud fondamental de l'action communiste, on le relève du fait que nous n'avons pas voulu à cause de cela nous détacher du parti, et que nous ne voulons pas nous allier avec ces antiparlementaires qui, par le seul fait de l'être, n'acceptèrent pas rigidelement le programme communiste. A la conférence de Florence dans la motion votée par la fraction, nous disions entre autres : "La fraction décide de consacrer toutes ses forces à la constitution en Italie du PC, section de la III<sup>ème</sup> Internationale, en affirmant que **dans ce parti, comme au sein de l'Internationale elle même, la fraction soutiendra** l'incompatibilité de la participation électorale aux organismes bourgeois, etc...". De cette délibération, il résulte clairement que notre proposition fondamentale est celle de former un PC, organe indispensable, pour la lutte politique du prolétariat, qui ait un programme positif d'action, et non un parti fondé sur une différenciation négative, comme l'abstentionnisme. Notre proposition confirmée par les délibérations de Moscou nous impose la plus énergique activité maintenant qu'elle entre finalement et définitivement dans sa phase de réalisation. Nous continuerons à travailler pour chercher à devenir la majorité de l'Internationale ce qui cela s'entend, ne fait pas abstraction du plus rigoureux, discipliné, inconditionnel respect aux délibérations de l'Internationale, même celles qui ne répondent pas à nos convictions profondes. Une discipline de fer est la principale force des partis communistes qui le soient réellement de nom et de fait".

#### d) La question syndicale :

Le corps de thèses définitif fut le résultat de très longs débats en commission présidée par Radek. Les thèses présentées au congrès par Radek sur "Le mouvement syndical, les comités de fabrique et la III<sup>ème</sup> Internationale "correspondaient aux positions du PC allemand contre l'opposition du KAPD et étaient dirigées contre les tendances néo-syndicalistes. A part certaines affirmations qui donnaient aux syndicats une valeur révolutionnaire qui nous paraît excessive, ces thèses réaffirment le point de vue marxiste soutenu par Il Soviet. **Les syndicats et les comités de fabrique ne deviennent révolutionnaires que quand ils sont conquis et dirigés par le PC.** Les comités de fabrique ne peuvent remplacer les syndicats qui, organisés par industrie, représenteront une partie beaucoup plus importante dans l'organisation économique du communisme. La tactique des communistes n'est donc pas celle de boycotter les syndicats traditionnels, même s'ils sont dirigés par des réformistes et des jaunes, mais de les pénétrer et de les conquérir. Mais il aurait été opportun de lier la critique du "boycottage des syndicats par principe" à la condamnation de la "conception erronée générale, selon laquelle l'action prolétarienne s'appuierait non sur la lutte politique du parti pour la dictature prolétarienne mais sur une action économique d'organisme syndicales "révolutionnaires" qui, les capitalistes expropriés, assumeraient directement la gestion de la production. Cette position de principe ne fut pas mise en évidence à Moscou. Le débat montra la persistance de divergences théoriques et de nombreuses questions ne furent pas résolues.

L'article 14 des "Statuts de l'IC" affirment la dépendance du syndicat par rapport au parti :

"Les syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et qui forment des groupes internationaux sous le contrôle du comité exécutif de l'IC constituent une section syndicale de l'IC. Les syndicats communistes envoient leurs représentants au congrès mondial de l'IC par l'intermédiaire du PC de leur pays. La section syndicale de l'IC délègue un de ses membres auprès du CE de l'IC où il a voix délibérative. Le CE a le droit de délèguer "auprès de la section syndicale de l'IC un représentant qui a voix délibérative".

"Les communistes doivent soumettre en fait les syndicats et les comités ouvriers au PC et créer ainsi des organes prolétariens de masse qui serviront de base à un puissant parti prolétarien centralisé, englobant toutes les organisations prolétariennes et les faisant marcher toutes dans la voie qui conduit à la victoire de la classe ouvrière. et à la dictature du prolétariat, au communisme."

Évidemment cette résolution rencontrera ensuite l'opposition acharnée des syndicalistes révolutionnaires. Un an plus tard, un compromis fut trouvé avec la création de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR).

#### e) L'IC et la question italienne :

Déjà les conditions d'admission s'étaient occupées de la question italienne en jugeant sévèrement l'attitude tolérante de la direction du PSI envers la droite. Puis la brochure de Lénine, les discours de Zinoviev sur les conditions d'admission, le discours de Lénine et le discours de présentation des thèses sur le parlementarisme révolutionnaire de Boukharine adressèrent de sévères critiques au PSI. Serrati répondit par des protestations, Graziadéi avança des réserves, Bombacci et Polano s'associèrent aux critiques des camarades russes, le représentant de la FCA intervint sur la question en traitant non pas le cas italien, mais de façon plus générale en partant d'une position de principe.

Le problème devait s'imposer avec la discussion des thèses de Lénine sur "Les tâches principales de l'IC". La commission invita tous les délégués italiens à donner leur avis sur la fameuse thèse. 17 : "En ce qui concerne le PSI, le 2<sup>ème</sup> congrès de la 3<sup>ème</sup> Internationale, reconnaissant que la révision du programme voté l'année dernière par ce parti lors du congrès de Bologne marque une étape très importante de sa transformation vers le communisme, et que les propositions présentées par la section de Turin au conseil général du Parti publiées dans le journal l'Ordine Nuovo du 8 mai 1920 correspondent à tous les principes fondamentaux de la 3<sup>ème</sup> Internationale, prie le PSI d'examiner dans le prochain congrès qui doit être convoqué en vertu des statuts du Parti et des dispositions générales sur l'admission à la 3<sup>ème</sup> Internationale, les susdites propositions et toutes les décisions des 2<sup>ème</sup> congrès de l'IC,

particulièrement au sujet de la fraction parlementaire, des syndicats et des éléments non communistes du Parti".

Aucun des délégués italiens n'accepta cette formulation. Serrati et Graziadei observèrent que lors du conseil national la section de Turin s'était rangée contre la Direction du Parti sur la question de la grève piémontaise, et la valoriser équivalait à accepter son attitude "contraire à la discipline". Bombacci observa qu'il était même dangereux de valoriser les tendances syndicalisantes d'Ordine Nuovo et son interprétation du mouvement des Conseils de fabrique. Polano soutint que, la commission exécutive de la section turinoise étant formée en grande partie d'abstentionnistes, on en venait à approuver l'œuvre de notre fraction, désavouée sur la question parlementaire.

Le représentant de la FCA releva lui aussi la possibilité d'équivoque sur une acceptation des positions d'Ordine Nuovo qui non seulement étaient contraires aux directives du congrès sur la question syndicale et la constitution des Soviets, mais soutenaient l'unité du parti jusqu'à peu avant le congrès de Milan. Lénine et Boukharine déclarèrent ne pas être bien informés sur les positions d'Ordine Nuovo et ne se référer qu'à un document bien précis. Serrati chercha en vain à éviter la convocation d'un congrès.

La question du PSI revint en séance plénière au congrès. Serrati protesta à nouveau, Bombacci et Polano acquiescèrent, Graziadei tenta d'arrondir les angles en demandant que l'attitude de la majorité maximaliste à Bologne soit reconnue. Le représentant de la FCA fit une déclaration brève<sup>27</sup> par laquelle il disait ne pas s'intéresser à la forme des thèses concernant le parti mais à leur contenu. Il constatait que le comportement du PSI après le congrès de Bologne ne correspond pas aux critères d'adhésion à l'IC étant donnée la présence dans ses rangs d'éléments opportunistes et social-démocrates. Il affirma que en ce qui concerne la question de l'antiparlementarisme, sa fraction se soumet à la discipline du congrès mais demande que toutes les autres résolutions soient rigoureusement observées par le PSI en ce qui concerne ses membres non communistes, le groupe parlementaire et les syndicats dirigés par les réformistes.

Après la clôture du congrès, les délégués italiens furent invités à une séance spéciale du CE dans laquelle fut lu un projet de lettre aux camarades italiens présenté par Boukharine avec quelques ajouts de Zinoviev. Cette lettre donna lieu à de vives discussions. Bombacci, Polano et le représentant de la FCA en reconnaissaient l'opportunité ; le délégué de la FCA émit quelques réserves en ce qui concerne le mouvement des conseils de fabrique et le mouvement syndicaliste. Serrati, opposé à l'idée même de la lettre, polémiqua sur des détails mais ne put remettre en cause le concept fondamental de la nécessité que l'organe suprême de l'IC invitât de façon formelle le mouvement italien à suivre les décisions du congrès et à se donner un contenu communiste véritable.

Le CE se réserva la rédaction définitive de la lettre qu'il remit à Serrati. La lettre<sup>28</sup> après un exposé de la situation sociale et politique italienne et l'affirmation qu'elle était éminemment révolutionnaire, déclare que tout en repoussant la méthode des actions fragmentaires, il faut créer les conditions d'un mouvement révolutionnaire général et tenir compte que chaque jour de retard peut accorder un avantage à la bourgeoisie qui est en train d'organiser sa défense. Sont passées en revue les graves déficiences de notre mouvement, l'incapacité et l'incertitude de la majorité du Parti face aux droites dans le parlement et dans les syndicats ouvriers.

La lettre se termine en disant que toutes les conditions de l'Internationale sont posées au PSI sous forme d'ultimatum : si elles ne sont pas réalisées (par l'épuration du PSI) l'Internationale se verra contrainte de s'adresser directement aux travailleurs italiens, c'est-à-dire à expulser de son sein le PSI.

#### 4. Le processus de formation des sections nationales de l' IC :

A la suite du 2<sup>ème</sup> Congrès, de nombreux partis communistes furent constitués, mais la scission de Livourne en janvier 1921 qui donna naissance au PC d'Italie fut **unique en son genre**. En effet la formation des deux grands partis, le parti communiste allemands Unifié (Le KPD fut fondé en janvier 1919 et fusionna avec l'aile gauche de l' USPD en 1920) ou VKPD, et le PCF dans la deuxième moitié

27 La Storia t II, p 727.

28 La Storia t II, p 685; "Il Soviet" du 03.10.1920 : "Autour du congrès international communiste".

de 1920 se firent dans des conditions emblématiques. Cet état de faits malheureusement n'était pas propre à la France ou à l'Allemagne, mais se retrouvait dans de nombreux pays comme la Suisse, la Belgique, l'Espagne, les Pays Scandinaves, etc.. En effet les conditions dans lesquelles se formèrent ces différents partis ne répondaient pas en général aux exigences fixées par les thèses du deuxième Congrès. Ceci est dû dans une large mesure aux facteurs qui amenèrent les Bolcheviks à élargir les mailles de la rigueur tactique et organisationnelle dans le processus d'admission. Ces facteurs pesèrent par la suite d'autant plus sur la direction de l'IC que se prolongeait l'isolement de la Russie soviétique et ne trouvèrent pas de limite ni en contre poids une solide avant garde même numériquement modeste pour irradier le programme communiste révolutionnaire parmi les masses travailleuses. Au lieu de recevoir du mouvement ouvrier occidental le renfort dont elle avait besoin de façon urgente, la direction de l'IC trouva sur sa route déjà difficile des obstacles, des traditions invétérées de laxisme théorique, programmatique et organisationnel provenant des partis de la II<sup>ème</sup> Internationale, qu'elle ne put absorber.

Ainsi dans la majorité des cas les PC naquirent sur des bases bien plus voisines du filon de la II<sup>ème</sup> Internationale que de celui de la III<sup>ème</sup>. En Europe occidentale, à la différence des Bolcheviks, à part la Gauche italienne, les gauches qui s'étaient opposées pendant des décennies à la dégénérescence de la II<sup>ème</sup> Internationale en luttant contre l'opportunisme, étaient bien trop fragiles et trop faibles sur le plan théorique pour offrir une alternative réelle au cours dominant. L'Exécutif de l'IC se trouva face à un double problème : que faire des partis restés liés par mille fils à la tradition démocratique et parlementaire de la II<sup>ème</sup> Internationale qui rejoignaient Moscou sous la poussée des masses ? Et que faire des avant-gardes sincèrement révolutionnaires mais pas beaucoup plus marxistes que la droite et le centre ? Et ceci dans le contexte des années 20, c'est à dire de la marée révolutionnaire.

\*\*\*\*\*

# SUR LA MÉTHODE DIALECTIQUE

APPENDICE AUX « ÉLÉMENTS DE L'ÉCONOMIE MARXISTE »<sup>29</sup>

Les quelques considérations développées ici sont un rappel des concepts connus suivis par Marx dans les exposés économiques et historiques sur la méthode dialectique. Elles se veulent être un point de départ en vue de recherches plus vastes sur un thème qu'il n'est pas correct d'appeler *Philosophie marxiste ou Partie philosophique du marxisme*. Un tel titre contredirait la claire énonciation d'Engels : « Le matérialisme dialectique n'a plus besoin d'une philosophie qui se tient au dessus des sciences. Tout ce qui reste de la philosophie développée jusqu'à ce jour est la doctrine de la pensée et de ses lois : la logique formelle et la dialectique. Tout le reste passe dans la science positive de la nature et de l'histoire ».

De même que l'on a trait, les phénomènes physiques au moyen de la recherche expérimentale, et non plus à partir des données de la révélation et de la spéculation, remplaçant ainsi la "philosophie naturelle" par les sciences, ainsi les faits du monde humain (économie, sociologie, histoire) ont été à leur tour traités par la méthode scientifique éliminant toute prémisse arbitraire de lois transcendantes et spéculatives.

Puisque la recherche scientifique et expérimentale positive n'aurait aucun sens si elle se limitait à trouver les résultats sans les transmettre ni les communiquer, les problèmes de leur exposition ont la même importance que ceux de leur recherche. La philosophie pouvait être un produit individuel, du moins dans la forme ; la science est un fait d'activité collective.

La méthode de coordination et de présentation des données par l'usage du langage, comme des autres mécanismes symboliques plus modernes, constitue donc aussi pour les marxistes une discipline générale.

Toutefois cette méthode diverge substantiellement de celle des écoles philosophiques bourgeoises modernes, qui, dans leur lutte critique contre la culture religieuse et scolastique, parvinrent à la découverte de la dialectique. Pour elles, comme surtout chez Hegel, la dialectique vit, se trouve et se découvre dans l'esprit humain par des actes de la pure pensée, et ses lois, avec toute leur construction, préexistent à la confrontation du monde externe, tant naturel que historique.

Pour les matérialistes bourgeois, le monde naturel matériel existe ainsi avant la pensée qui l'étudie et la découvre ; mais ils leur manquent la force d'atteindre la même hauteur dans les sciences de la société humaine et dans l'histoire, de saisir, dans le même monde matériel, l'importance du changement continu.

Comme nous y avons déjà fait allusion en note aux *Éléments de l'Économie Marxiste*, l'étude que nous envisageons, que l'on ne peut appeler philosophie du marxisme, pourrait être intitulée : *Marxisme et théorie de la Connaissance*.

Une étude similaire devrait d'un côté développer les thèmes fondamentaux fournis par Engels dans l'*Anti-Dühring* et par Lénine dans *Matérialisme et Empirio-criticisme*, en liaison avec les résultats scientifiques successifs à l'époque des deux classiques ; d'un autre côté, elle devrait s'opposer à la tendance dominante dans la "pensée" contemporaine qui, pour des raisons de classe, bataille contre la dialectique déterministe dans les sciences sociales, et prétend s'appuyer sur les récentes conquêtes des sciences de la nature physique pour rejeter le déterminisme en général.

<sup>29</sup> Ce texte est paru dans notre organe italien Prometeo n°II-1, 1950 et dans notre opuscule « I testi del partito comunista internazionale » 1971 en appendice du texte de 1929 « Elementi dell'economia marxista », commentaires du Livre I du Capital (paru dans Prometeo 1947-1950 et Programme Communiste 1958-1959). La traduction française est parue dans notre organe français Programme Communiste n°9 de 1959 et La Gauche n°18-19, 1990.

Il faut donc avant tout que les militants marxistes s'orientent sur l'importance de la dialectique, celle-ci affirmant que les mêmes lois et connexions valent aussi bien pour la présentation des processus naturels qu'historiques. Elle nie toute présupposition idéaliste, comme par exemple la possibilité, de trouver dans la tête des hommes (ou de l'auteur des "systèmes") des règles irrévocables sur lesquelles s'appuierait la recherche dans n'importe quel domaine. Elle voit, de façon causale, les conditions physiques et matérielles de la vie de l'homme et de la société déterminer et modifier sans cesse le mode de sentir et de penser. Mais elle voit aussi, dans l'action de groupes d'hommes, placés dans des conditions matérielles analogues, des forces qui influencent la situation sociale et parviennent à la modifier. On trouve là le véritable sens du déterminisme de Marx. Un "parti de classe", et non pas un apôtre ou un illuminé, peut, dans certaines situations historiques, "trouver", non pas dans la tête, mais dans la réalité sociale, les lois d'une formation historique future qui détruira la formation actuelle. Dans toutes les fameuses énonciations – « la théorie qui s'empare des masses et devient une force matérielle »; « le prolétariat est l'héritier de la philosophie théorique allemande »; « il s'agit de changer le monde au lieu de l'interpréter comme l'on fait les philosophes jusqu'ici depuis des siècles » –, est donné le contenu positif et réaliste de la méthode, et il s'en suit en toute cohérence le rejet impitoyable de la thèse suivante : par des opérations purement mentales, il est possible d'établir les lois auxquelles tant la nature que l'histoire sont "obligées" de se soumettre.

Il n'y a donc rien de mystérieux ni d'eschatologique dans le passage de la *nécessité* à la *volonté* révolutionnaire, de la froide analyse de ce qui est arrivé et de ce qui advient à l'appel au "combat violent".

Le vieil équivoque longtemps entretenu est éliminé à la lumière des textes et rappels sur le cours historique des recherches et des études de Marx et d'Engels, dont nous revendiquons la construction claire et cohérente. Celle-ci est défendue à la lumière des données les plus récentes, tant dans le domaine naturel que social, échappant aujourd'hui plus que jamais à la pédanterie métaphysique et au romantisme idéaliste, et devenues plus que jamais explosives et révolutionnaires.

Nous donnerons donc sur tout ceci quelques données élémentaires qui se rattachent au passage bien connu du *Capital* (avant dernier alinéa de l'avant dernier chapitre) où est citée la "négation de la négation" pour confirmer la succession : artisanat – capitalisme – socialisme, sujet qui fut l'objet d'une très vive polémique d'Engels contre Dühring.

\*\*\*\*\*

## DIALECTIQUE ET MÉTAPHYSIQUE

Dialectique signifie liaison, c'est à dire relation. De même qu'il y a une relation entre objet et objet, entre événement et événement du monde réel, de même il y a une relation entre les reflets (plus ou moins parfait) de ce monde réel dans notre pensée, et entre les formulations que nous employons pour le décrire, et pour emmagasiner et utiliser pratiquement la connaissance que nous en avons acquise.

Notre mode d'exposer, de raisonner, de déduire, de tirer des conclusions peut être donc guidé et ordonner par certaines règles qui correspondent à une interprétation heureuse de la réalité. Les règles constituent la logique en ce qu'elles guident les formes du raisonnement ; et dans un sens plus large elles constituent la dialectique en ce qu'elles servent de méthode pour relier entre elles les vérités scientifiques acquises.

Lorsqu'en partant de notre mode de formuler certains résultats tirés de l'observation du monde réel, nous voulons arriver à énoncer d'autres propriétés que celles déduites, logique et dialectique nous aident à parcourir un chemin qui ne soit pas erroné. Si de telles propriétés se vérifient expérimentalement, cela signifiera que nos formules et notre mode de les transformer était suffisamment exact.

La méthode dialectique s'oppose à celle métaphysique. Cette dernière, héritée d'un mode tenace et vicié de formuler la pensée, dérive des conceptions religieuses basées sur la révélation dogmatique; elle présente les concepts des choses comme immuables, absolus, éternels, et réductibles à quelques principes premiers, étrangers les uns aux autres et ayant une espèce de vie autonome. Pour la méthode dialectique non seulement toutes les choses sont en mouvement, mais dans leur mouvement elles s'influencent réciproquement, si bien que leurs concepts, à savoir leurs reflets dans notre esprit, sont entre eux reliés et connexes. La métaphysique procède par antinomie, c'est-à-dire par des termes absolus qui s'opposent mutuellement. Ces termes opposés ne peuvent jamais se mélanger ni se rejoindre ; de leur liaison rien ne peut surgir de nouveau qui ne soit réductible à la simple affirmation de la présence de l'un et de l'absence de l'autre, ou vice versa.

Pour donner un exemple, dans les sciences naturelles on oppose métaphysiquement le repos au mouvement : entre les deux états, il n'y a pas de conciliation, en vertu du principe formel de contradiction que ce qui est au repos ne se meut pas, et ce qui se meut n'est pas au repos. Mais déjà l'école hellénique avait démontré avec Zénon l'erreur d'une telle distinction qui paraissait si sûre : la flèche en *mouvement*, tandis qu'elle passe par un point de sa trajectoire, *est au repos* en ce point, et donc *ne se meut pas*. Les prétendus sophismes étaient des démonstrations de la possibilité de concilier les contraires : repos et mouvement. C'est seulement en décomposant le mouvement en une infinité d'éléments punctiformes de temps et d'espace que sera possible aux mathématiques infinitésimales et à la physique moderne, non aveuglée par la méthode métaphysique, de résoudre les problèmes du mouvement non rectiligne et non uniforme. On considère aujourd'hui que le mouvement et le repos sont des termes relatifs et que le repos et le mouvement absolus n'ont aucun sens.

Autre exemple : pour l'astronomie des métaphysiciens, tous les corps célestes, outre la sphère de feu, sont immuables et incorruptibles. Les dimensions de leur forme et de leur mouvement resteront éternellement égales à elles-mêmes. Les corps terrestres sont au contraire transformables et corruptibles de mille façons. Il n'y a pas de conciliation possible entre les 2 parties opposées de l'univers. Au contraire nous savons aujourd'hui que les mêmes lois évolutives valent pour les astres et pour la terre, laquelle est un "morceau de ciel", sans pour autant mériter un mystérieux titre de noblesse. L'influence des planètes incorruptibles était pour Dante une grande question, tandis que pour la science moderne les influences réciproques entre la terre et le reste de l'univers sont un fait quotidien d'observation, sans croire pour autant que le mouvement des étoiles influence notre destin.

Enfin dans le champs humain et social, la métaphysique introduit deux grands principes absolus : le Bien et le Mal, acquis de façon plus ou moins mystérieuse à la conscience de tous, ou personnifiés par des êtres transcendants. Nous avons fait allusion au relativisme des concepts moraux, à leur permutation et à leur changement selon les lieux, l'époque et les situations de classe.

La méthode métaphysique avec ses identités et contradictions absolues génèrent des erreurs grossières qui sont traditionnellement enracinées dans notre mode de penser, même si nous n'en sommes pas conscients. Le concept des antipodes parut absurde pendant longtemps ; on se moqua de Christophe Colomb qui cherchait à rejoindre l'Orient en allant vers l'Occident<sup>30</sup>, toujours au nom du principe de contradiction. Ainsi c'est une erreur métaphysique de résoudre en deux seuls modes les problèmes humains, comme ceux, par exemple, de la violence et de l'Etat, à savoir se déclarer *pour* l'Etat ou *pour* la violence ; *contre* l'Etat ou *contre* la violence. Au contraire ces problèmes se relient dialectiquement dans leur moment historique, et se résolvent simultanément par des formules opposées, comme soutenir l'usage de la violence pour l'abolition de la violence, l'emploi de l'Etat pour l'abolition de l'Etat. L'erreur des *autoritaires* ou des *libertaires* par principe est également métaphysique.

## DIALECTIQUE IDÉALISTE ET DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE

On peut comprendre toutefois l'introduction de la dialectique de deux manières très différentes. Énoncée les premières fois par les plus brillantes écoles cosmologiques de la philosophie grecque comme méthode pour la connaissance naturelle non entachée d'apriorismes, elle accepta dans les autres domaines l'autorité des textes aristotéliens, non parce qu'Aristote ne sentait pas la valeur de la dialectique comme interprétation de la réalité, mais parce que la décadence scientifique et le mysticisme dominant des époques successives fossilisèrent et immobilisèrent les résultats aristotéliens.

Dans la philosophie critique moderne, il est d'usage de dire que la dialectique réapparaît et triomphe chez Hegel, de qui Marx l'aurait prise. Mais la dialectique de ces écoles philosophiques, tout en se dégageant sur le plan du raisonnement des entraves formelles et verbales de la scolastique, se fonde sur la présupposition que les lois de la construction de la pensée servent de *base* à la construction réelle du monde. La science humaine chercherait d'abord dans l'esprit même de l'homme les règles par lesquelles les vérités énoncées doivent se relier l'une à l'autre ; puis elle encadrerait sur un tel schéma toutes les notions du monde extérieur. On pourrait donc établir et formuler la logique et la dialectique à l'aide d'un travail purement mental : chaque science dépendrait d'une méthodologie à découvrir dans le crâne de l'homme, voire dans la tête de l'individu, auteur du système. Cette prétention se justifie avec l'habituel argument selon lequel, dans la science, le facteur des éléments extérieurs à étudier s'entrelace inévitablement avec le facteur de la personnalité humaine, par lequel toute science est donc conditionnée. En conclusion la méthode dialectique à présupposition *idéaliste* a donc elle aussi un caractère métaphysique, même si elle prétend appeler ses constructions purement mentales du nom de *science* au lieu de révélation, de *critiques* au lieu d'apriorismes absolus, *d'immanence* des possibilités de la pensée humaine au lieu de transcendance par rapport à elle, comme pour les données des religions et des systèmes spiritualistes.

La dialectique pour nous est valide dans la mesure où l'application de ses règles n'est pas contredite par le contrôle expérimentale. Son emploi est certainement nécessaire puisque nous devons même traiter les résultats de toute science avec l'instrument du langage et du raisonnement (aidé par le calcul mathématique, bien que même les sciences mathématiques pour nous ne se basent pas sur les pures propriétés de la pensée, mais sur les propriétés réelles des choses). La dialectique est par conséquent un instrument d'exposition et d'élaboration et non seulement de polémique et didactique ; elle sert à se défendre des erreurs engendrées par les méthodes traditionnelles du raisonnement et à atteindre le résultat, très *difficile*, qui consiste à ne pas introduire inconsciemment dans l'étude des données arbitraires et des préjugés. Mais la dialectique est à son tour un reflet de la réalité, et elle ne peut prétendre par elle-même à la contraindre ou à l'engendrer. La dialectique pure par elle-même ne nous révélera jamais rien ; toutefois elle a un énorme avantage sur la méthode métaphysique parce qu'elle est

30 On pensait que l'océan qui séparait l'Europe de l'Asie était infranchissable, étant donné les dimensions de la Terre. A l'époque l'on ignorait l'existence du continent Américain. Le problème de Christophe Colomb c'est qu'il sous estimait la dimension de la Terre. De ce fait les navigateurs portugais et l'élite intellectuelle portugaise, considérait, avec Ptolémée, qu'il était plus simple de rejoindre l'Asie en contournant l'Afrique, car étant donnée la dimension de l'océan atlantique, si l'Amérique n'avait pas existé, les marins seraient mort de soif et de faim avant pour pouvoir toucher les côtes de l'Asie.

dynamique tandis que l'autre est statique ; elle *filme* la réalité au lieu de la *photographier*. Je sais peu de choses d'une automobile quand je sais que sa vitesse instantanée est de 60 Km/heure, si je ne sais pas si sa vitesse augmente ou diminue. J'en saurais encore moins si je connaissais seulement le lieu où elle se trouve d'après une photographie instantanée. Mais, tout en sachant qu'elle roule à 60 Km/heure, si je sais qu'elle accélère en quelques seconde de 0 à 120, je sais qu'elle sera très éloignée, au contraire si elle freine, qu'elle s'arrêtera quelques mètres plus loin. La métaphysique qui me donnait le *où* et le *quand* du phénomène ne savait *rien* par rapport à la dialectique qui m'a donné la *dépendance* entre le où (espace) et le quand (temps), qui s'appelle *vitesse* ; et surtout, la dépendance entre la vitesse et le temps : l'accélération. Ce processus logique correspond dans la théorie mathématique des fonctions aux dérivées successives.

Si je connais la dialectique, j'évite deux erreurs : l'automobile se meut, donc d'ici peu, elle sera loin ; l'automobile va lentement, donc d'ici peu, elle sera encore proche. Je serai aussi ingénu que le métaphysicien si, par goût de *faire* le dialecticien, je conclusais : l'automobile se meut, donc d'ici peu, elle sera proche et vice versa. La dialectique n'est pas le sport des paradoxes ; elle affirme qu'une contradiction *peut* contenir une vérité, mais que *toute* contradiction ne contient pas une vérité. Dans le cas de l'automobile, la dialectique me prévient que je ne peux conclure par le raisonnement pur quand je n'ai pas d'autres données : la dialectique ne les remplace pas a priori, mais *oblige*, lorsqu'elles manquent, à les tirer de nouvelles observations expérimentales ; dans notre cas, une seconde mesure de la vitesse faite quelques instant après. Dans le domaine historique je raisonnerais comme métaphysicien en disant : la Terreur étant donnés les moyens qu'elle employa, fut un mouvement réactionnaire ; ce serait pourtant un piètre dialecticien celui qui jugerait révolutionnaire, par exemple, le gouvernement de Thiers à cause de la répression violente des communards.

## LA NEGATION DE LA NEGATION.

Retournons à la négation de la négation. Pour la méthode métaphysique, avec deux principes opposés mais fixes, en niant l'un, on obtient l'autre ; si ensuite l'on nie le second, on retombe sur le premier : deux négations équivalent à une affirmation. Par exemple, les esprits sont bons ou mauvais ; Pierre nie que Lucifer soit un esprit mauvais. Paul nie ce que dit Pierre, par conséquent il affirme que Lucifer est un esprit mauvais. Ainsi l'histoire du mythe de Yavé, « vile démiurge » qui précipita Satan dans l'enfer et usurpa le trône des cieux, reflète primitif dans la pensée des hommes d'un *renversement* de pouvoirs et de valeurs.

Du point de vue dialectique, durant les négations et les affirmations, les termes ont changé de caractéristiques et de position, si bien qu'en ayant nié la première négation, on ne retombe pas purement et simplement dans la 1<sup>er</sup> affirmation, mais on parvient à un nouveau résultat. Par exemple, dans la physique d'Aristote, tout corps tend à rejoindre sa place, et à cause de cela les corps tombent ; l'air qui monte, ou la fumée, ne sont pas des *corps pesants*. S'étant mis en tête ce faux schéma, les péripatéticiens dirent d'innombrables niaiseries pour expliquer le mouvement du pendule, qui se soulève et s'abaisse à chaque oscillation. A l'inverse la question posée dialectiquement s'expose bien mieux (mais pour y parvenir, il ne suffisait pas de *penser*, il fallait *expérimenter*, comme le fit Galilée).

Les corps pesants se meuvent vers le bas. Les corps qui ne se meuvent pas vers le bas ne sont pas pesants : le pendule est-il oui ou non un corps pesant ? Voici la difficulté des aristotéliens ; voici violé le sacré « principe d'identité et de contradiction ». Si on dit au contraire que les corps pesants *accélèrent* en descendant, ils pourront aussi remonter, à condition de ralentir. Le pendule a une vitesse prédéterminée qui augmente quand il descend, et diminue quand il monte. Nous avons d'abord nié la direction du mouvement, et puis nié le sens de l'accélération. Toutefois nous avons fait un pas en avant, non seulement en acquérant le droit d'affirmer que le pendule est toujours un corps pesant, mais surtout en découvrant que la gravité n'est pas la cause du *mouvement* mais de l'accélération, découverte de Galilée qui fonda la science moderne. Galilée cependant ne fit pas cette découverte en maniant la dialectique, mais en mesurant le mouvement des pendules : la dialectique lui servit seulement à rompre l'obstacle formel et verbal des vieilles énonciations.

En présence d'une négation de la négation, il ne faudra pas croire être revenu au point de départ ; mais nous devons nous attendre, grâce à la dialectique, être parvenu à un nouveau point : où est-il et quel est-il ; la dialectique ne le sait pas, mais seule l'enquête positive et expérimentale peut l'établir.

## CATÉGORIES ET "FORMES A PRIORI".

Avant d'illustrer la *négation de la négation* par l'exemple de caractère social que nous avons trouvé dans le texte de Marx, il serait bien de dire encore quelque chose sur le caractère arbitraire commun à la métaphysique et à la dialectique à présupposition idéaliste.

En partant de la constatation que nous connaissons le monde externe seulement au moyen de processus *psychiques*, soit que nous nous référions au sensualisme, c'est-à-dire à la doctrine qui fonde la connaissance sur les sens, soit à l'idéalisme pur qui la fonde sur la pensée (jusqu'à concevoir dans certains systèmes le monde externe comme une projection de la pensée subjective), toutes les philosophies traditionnelles soutiennent que certaines *normes* de la pensée trouvées simplement dans notre moi précèdent le système cognitif et la science concrète. Les principes premiers, que l'on faisait apparaître indiscutables justement parce qu'indémontrables, furent appelés *catégories*. Dans le système aristotélien, les catégories (la différence entre ce terme et celui couramment employé de classe ou de regroupement est clair) sont au nombre de dix : substance, quantité, qualité, relation, espace, temps, position, propriété, action et passion. Elles correspondent aux questions : de quoi est-il formé ? Quelle est sa grandeur ? De quelle qualité est-il ? Dans quel rapport est-il avec d'autres sujets ? où est-il ? Quand ? Dans quelle position se trouve-t-il ? De quel attribut est-il doté ? Que fait-il ? De quoi souffre-t-il ? (c'est-à-dire quelle action reçoit-il ?). Par exemple : un homme est une substance vivante et pesante ; il est haut de 1,80 m ; il est de race blanche ; il est plus lourd qu'un autre ; il se trouve à Athènes ; il vit en l'an 516 ; il est assis ; il endosse la cuirasse ; il parle ; il est regardé par l'assistance.

Les catégories aristotéliennes furent modifiées et réduites en nombre. Kant en donna un cadre un peu différent, en les définissant toujours comme des "formes à priori" de la pensée avec lesquelles l'intelligence humaine peut et doit élaborer toute donnée de l'expérience. Selon Kant l'expérience est impossible si on ne se réfère pas à deux intuitions « a priori », c'est-à-dire la notion d'espace et la notion de temps qui préexistent dans notre esprit à toute donnée d'expérience. Mais les conquêtes ultérieures de la science moderne ont successivement brisé ces différents systèmes "a priori", et ceci de façon irrémédiable, même si elles sont loin d'avoir répondu de manière exhaustive à toutes les interrogations dont le vide était rempli en fabriquant des "formes a priori". Hegel déjà pouvait dire que la qualité se réduit à la quantité ( tel homme est blanc et non pas noir, parce que sa peau renferme une certaine quantité de pigment – mélanine – et non pas une autre.). Kant serait très étonné de voir que les physiciens (la relativité d'Einstein) traitent de l'espace et du temps comme d'une grandeur unique, et qu'ils s'en remettent d'un commun accord pour la décision de fusion ou de divorce de ces deux catégories irréductibles à telle et telle expérience positive de physique et d'astronomie. Madame la Raison en étant quitte pour s'en *accommoder*.

Marx rejette le froid *empirisme* de ces penseurs qui affirment comme seul possible le recueil des *données* du monde extérieur comme autant de constations détachées et isolées, sans parvenir à leur systématisation, et sans se demander si nous recueillons des résultats certains de la réalité objective, ou seulement de douteuses empreintes sur nos tissus sensibles. Une telle méthode, sur laquelle la pensée de la bourgeoisie se replie après les premières systématisations audacieuses, comme dans le domaine économique, manifeste le conservatisme de celui qui est arrivé au pouvoir et qui préserve ses privilèges de toute analyse trop corrosive. Marx, tout en y attribuant une grande importance sociale, ne s'est pas complètement satisfait du *matérialisme* des encyclopédistes français, qui, malgré sa vigueur révolutionnaire et le renversement impitoyable des préjugés religieux, ne se libéra pas de la métaphysique et ne put générer d'autre socialisme que celui des utopistes, défectueux dans le sens historique. Marx, en troisième lieu, tout en ayant puisé fortement aux résultats des systèmes de la philosophie critique allemande, rompit, comme lui et Engels l'ont tant de fois raconté, avec son contenu idéaliste, dès qu'il aborda les problèmes sociaux, c'est-à-dire à la fin de 1842. Le criticisme pur allemand avait en *commun* avec le matérialisme d'outre Rhin la dispersion des croyances religieuses et

la liquidation de tout élément dogmatique, transcendant par définition les possibilités rationnelles de l'homme ; *en plus* de cela, il dépassait la métaphysique et avait une vision générale des mouvements des choses et des faits ; mais il avait *en moins* la force d'engendrer historiquement une révolution contre le vieux monde féodal pareille à celle réalisée par les élèves politiques des Voltaire, des Rousseau et des d'Alembert. A l'Est du Rhin, la classe bourgeoise n'avait pas été capable de passer du domaine théorique à celui de l'action ; le système hégélien fut utilisé tout bonnement à des fins prébourgeoises et réactionnaires ; et le marxisme brisa ce fil en préconisant le remplacement de la bourgeoisie, qui avait épuisé les possibilités doctrinales et totalement manqué celles révolutionnaires, par une nouvelle classe.

La position authentique du marxisme par rapport aux écoles précédentes étant ainsi rétablie, il est intéressant maintenant de rappeler que les réserves portant sur l'empirisme concrétiste (surtout anglais) et le matérialisme métaphysique (surtout français) n'ont jamais signifié la reconnaissance du criticisme abstrait des Allemands et de leurs recherches abstruses de formes *a priori*.

Il suffit de rappeler la critique de Marx à Proudhon, dans *la Misère de la philosophie* de 1847, sur l'hégélianisme kantien hybride de ce dernier. Les catégories de la pensée et de l'esprit y sont aimablement tournées en dérision, ainsi que la prétention de Proudhon d'être un philosophe... allemand. Il exprimait sous une forme facétieuse ce que nous disions de l'empirisme et du criticisme par cette plaisanterie : « Si l'Anglais transforme les hommes en chapeaux, l'Allemand transforme les chapeaux en idée ! »

Puis, dans la « Première observation », Marx expose de manière splendide, tout en en faisant une critique radicale, la méthode dialectique chez Hegel, réduite à une « métaphysique appliquée » inutile. L'empiriste laisse l'individu et le fait isolé dans leur stérilité. Le criticisme, à force d'abstractions, laisse tomber du fait singulier tous les éléments et limites pour aboutir à la « pure catégorie logique ». « Que tout ce qui existe, que tout ce qui vit sur la terre et sous l'eau, puisse, à force d'abstractions, être réduit à une catégorie logique ; que de cette façon le monde réel tout entier puisse se noyer dans le monde des abstractions, dans le monde des catégories logiques, qui s'en étonnera ? ».

Il n'est pas possible de rapporter et d'expliquer toute la page. Il reste acquis que, dans le matérialisme dialectique, les « catégories logiques » et les « formes à priori » prennent une voie identique à celle que les penseurs de la bourgeoisie révolutionnaire firent prendre aux entités du monde surnaturel, aux Saints et aux âmes des défunts.

## LA NÉGATION DE LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE :

Dans le passage que nous avons cité à la fin de l'étude sur l'Économie marxiste<sup>31</sup>, Dürhing voulut prendre l'auteur en contradiction puisque la nouvelle forme qui remplacera la propriété capitaliste est d'abord appelée « propriété individuelle » puis « propriété sociale ».

Engels rétablit dûment la portée de ces expressions en distinguant la propriété des *produits*, ou des biens de consommation, et la propriété des *moyens* de production.

L'application du schéma dialectique de la *négation de la négation* procède clairement chez Marx. Avant de continuer, nous voulons ajouter quelques indications sur la portée des *termes* employés. La terminologie a pour nous marxistes une grande importance, soit parce que nous travaillons en passant continuellement d'une langue à une autre, soit parce que par nécessité de polémique et de propagande nous devons souvent employer le langage propre aux diverses théories.

31 Voici le passage en question : « L'appropriation capitaliste, conforme au mode de production capitaliste, constitue la première négation de cette propriété privée qui n'est que le corollaire du travail indépendant et individuel. Mais la production capitaliste engendre elle-même sa propre négation avec la fatalité qui préside aux métamorphoses de la nature. C'est la négation de la négation. Elle rétablit non la propriété privée du travailleur, mais sa propriété individuelle, fondée sur les acquis de l'ère capitaliste, sur la coopération et la possession commune de tous les moyens de production, y compris le sol ». (Capital livre I, t3, p 205 des éditions Sociales de 1973.)

Arrêtons nous donc sur trois distinctions terminologiques : les moyens de production et les moyens de consommation – propriété et emploi des premiers et des seconds –, propriété privée, individuelle et sociale.

La première distinction est aussi désormais courante dans l'économie vulgaire. Les produits de l'activité humaine soit servent à la consommation directe, comme l'alimentation et les vêtements, soit ils sont employés pour d'autres opérations productives, comme la pioche et la pelle ou les machines. La distinction n'est pas toujours facile et il y a des cas mixtes ; quoiqu'il en soit on comprend bien la distinction dans les produits entre *moyens de consommation* et *moyens de production*.

Il conviendrait de désigner la propriété des biens de consommation au moment de leur emploi par le terme de *propriété* suivi des adjectifs : personnel, individuel. Elle consiste dans le fait que celui qui va se nourrir tient en main l'aliment, et personne ne peut l'empêcher de le porter à sa bouche. Même dans les sciences juridiques, ce rapport ne se définit pas correctement par le terme de propriété, mais par celui de *possession*.

La possession peut être de fait et matérielle, ou aussi de droit et légale, mais elle implique toujours de « tenir en main », c'est-à-dire la disposition *physique* de la chose. La propriété est le rapport par lequel on dispose d'une chose sans avoir à la tenir en main, grâce au titre inscrit sur un morceau de papier et grâce à une norme sociale.

La propriété est à la possession ce qu'est en physique *l'action à distance* de Newton à *l'action de contact*, c'est-à-dire la pression directe. Puisque dans le terme possession entre aussi une valeur juridique, nous pourrions essayer d'utiliser, comme concept pratique désignant la possibilité de pouvoir manger le morceau de pain ou de se chausser, le terme « disponibilité » (étant donné que le terme « disposition » évoque l'idée de rangement, de mise en ordre, qui appartient à un autre domaine).

Nous réserverons le terme de *propriété* aux biens instrumentaux : ustensiles, machine, usine, maisons, terre, etc...

De même en appelant propriété la disponibilité, par exemple, de son *propre* habit ou de son *propre* crayon, le Manifeste dit que les communistes veulent abolir la propriété bourgeoise, non la propriété *personnelle*.

Troisième distinction : privé, individuel, social. Le droit, pouvoir *privé* sur une chose, sur un bien, consommable ou instrumental (et d'abord aussi sur les personnes et les activités d'autres hommes), signifie le droit non étendu à tous, mais réservé à quelques uns seulement. Dans le terme *privé* prévaut, littéralement aussi, la valeur négative, c'est-à-dire non la faculté de jouir de la chose mais bien celle de priver les autres – avec la tutelle de la loi – de la jouissance de celle-ci. Le régime de la *propriété privée* est celui dans lequel quelques uns sont propriétaires, et la multitude ne l'est pas. Dans la langue de l'époque de Dante, les « *uman privati* » sont les latrines, lieu où il est de règle que règne un seul occupant, bon symbole de l'odorante idéologie du bourgeois.

La propriété *individuelle* n'a pas le même sens que la propriété *privée*. la personne, l'individu, sont vus par les ... bien pensants comme personne bourgeoise, individu bourgeois (le Manifeste). Mais nous aurons un régime de propriété *individuelle* seulement lorsque *chaque* individu pourra avoir la propriété de quelque chose, ce qui à l'époque bourgeoise de fait n'existe pas, malgré les hypocrisies légales, ni pour les instruments, ni pour les biens de consommation.

La propriété *sociale*, le socialisme, est le système dans lequel il n'y a plus de rapport fixe entre le bien dont on traite, et une personne déterminée ou individu. Dans ce cas il serait bien de ne plus parler de *propriété*, puisque l'adjectif *propre* se réfère à un sujet singulier et non à l'universalité. Quoiqu'il en soit, on parle tous les jours de propriété nationale et étatique, et nous marxistes nous parlons, pour nous faire comprendre, de propriété sociale, collective, commune.

Suivons maintenant les trois phases sociales et historiques présentées synthétiquement par Marx qui couronnent le premier Livre du *Capital*. Laissons de côté les époques précédentes de l'esclavage et du

plein féodalisme terrien, dans lesquelles le rapport *personnel* entre homme et *homme* prédomine sur le rapport de propriété entre homme et *chose*.

**Première phase.** Société de la petite production, artisanat pour les produits manufacturés, paysanne pour l'agriculture. Quel rapport chaque travailleur, de la boutique et de la terre, entretient-il avec les **moyens de production** dont il se sert ? Le paysan est le maître de sa parcelle, l'artisan de ses instruments rudimentaires. Par conséquent **disponibilité** et **propriété** du travailleur sur ses instruments de production. Quel rapport chaque travailleur entretient-il avec ses **produits**, du champ ou de la boutique ? Il en dispose librement ; si ce sont des biens de consommation, il en use comme il l'entend. Nous dirons alors avec exactitude : **propriété** individuelle sur les biens instrumentaux, **disponibilité** personnelle des produits.

**Seconde phase.** Le Capitalisme. Les deux formes précédentes sont niées. Le travailleur n'a plus la propriété de la terre, de la boutique ou des ustensiles. Les instruments de production sont devenus la **propriété privée** de quelques industriels, des bourgeois. Le travailleur n'a plus aucun droit sur les produits, même aussi sur les produits de consommation qui sont à leur tour devenus la **propriété** du patron de la terre ou de la fabrique.

**Troisième phase.** négation de la négation. « Les expropriateurs sont expropriés », non dans le sens qu'on exproprierait les capitalistes des usines et des terres pour restaurer une **propriété** individuelle générale des biens **instrumentaux**. Ceci n'est pas du socialisme; c'est la formule « **tous propriétaires** » des petits bourgeois, aujourd'hui des stalinien. Les biens instrumentaux deviennent propriété **sociale**, puisque sont « conservées les acquisitions de l'ère capitaliste » qui ont fait de la production un fait « **social** ». Ils cessent d'être **propriété privée**. Mais qu'en est-il des **biens de consommation** ? Ces derniers sont mis par la société à la disposition générale de tous les consommateurs, c'est-à-dire de **n'importe qui**.

Dans la **première phase** chaque individu était donc **propriétaire** d'une petite quantité d'instruments productifs, et chaque individu avait une **disponibilité** des produits et des biens de consommation. Dans la **troisième phase**, la propriété privée sur les biens instrumentaux, qui sont de nature **sociale**, est interdite à tout individu, mais lui est assurée la possibilité – que le capitalisme lui avait retirée – d'avoir toujours une **disponibilité** sur les biens de consommation. Cela signifie que, avec la propriété sociale des machines, des fabriques, etc..., renaît – mais ô combien différent ! – la « propriété individuelle » de chaque travailleur sur une partie des produits de consommation qui existait dans la société artisanale et paysanne, pré-capitaliste, **rappart** non plus privé, mais rapport social <sup>(32)</sup>.

Les deux négations bien au contraire ne nous ont pas ramené au point de départ de l'économie de la production éparpillée, moléculaire, mais bien au delà, à la gestion communiste de tous les biens, dans laquelle, à la fin, les termes de **propriété**, de **biens**, de **part personnelle**, n'auront plus aucune raison d'être employés.

---

32 S'il subsistait le moindre doute sur l'interprétation des paroles de Marx à propos du « rétablissement de la propriété individuelle », et sur la continuité rigoureuse dans la terminologie marxiste, il suffit de citer un passage d'un texte d'une autre époque et d'un autre thème « La guerre civile en France » paragraphe III de l'Adresse du conseil général de l'Association Internationale des Travailleurs (éd Sociales 1972, p 46) : « Malgré tous les discours grandiloquents, et toute l'immense littérature des soixante dernières années sur l'émancipation des travailleurs, les ouvriers n'ont pas plus tôt pris, où que ce soit, leur propre cause en mains, que, sur-le-champ, on entend retentir toute la phraséologie apologétique des porte-parole de la société actuelle avec ses deux pôles, Capital et Esclavage salarié (le propriétaire foncier n'est plus que le commanditaire du capitaliste), comme si la société capitaliste était encore dans son plus pur état d'innocence virginale, sans qu'aient été encore développées toutes ses contradictions, qu'aient été encore dévoilés tous ses mensonges sans qu'ait été encore mise à nu son infâme réalité. La Commune, s'exclament-ils, entend abolir la propriété, base de toute civilisation. Oui, messieurs, la Commune entendait abolir cette propriété de classe, qui fait du travail du grand nombre la richesse de quelques-uns. Elle visait à l'expropriation des expropriateurs. Elle voulait faire de la propriété individuelle une réalité, en transformant les moyens de production, la terre et le capital, aujourd'hui essentiellement moyens d'asservissement et d'exploitation du travail, en simples instruments d'un travail libre et associé. Mais c'est du communisme, c'est "l'impossible communisme !" »

## LA THÉORIE DE LA CONNAISSANCE.

Après que ce schéma de dépassement historique ait été éclairci, la réfutation de Dürhing par Engels est importante pour notre démonstration méthodologique.

« C'est seulement après avoir mené à terme sa démonstration historico-économique ... que Marx caractérise ce processus comme négation de la négation ... Après avoir démontré historiquement que ce processus, en réalité, s'est déjà en partie accompli, et doit encore s'accomplir, il le caractérise aussi comme un processus qui s'accomplit selon une loi dialectique déterminée ... Il ne prétend pas que, sur *la foi dans la négation de la négation, on doit se laisser convaincre de la nécessité de la "communion du sol et du capitale"*. »

En conclusion, la dialectique nous sert, soit (comme le dit Marx dans la préface au *Capital*) pour exposer ce que la recherche analytique a établi, soit pour détruire l'obstacle des formes théoriques traditionnelles. La dialectique de Marx est la plus puissante force de destruction. Les philosophes s'échinaient à construire des systèmes. Les révolutionnaires dialecticiens détruisent par la force les formes consolidées qui veulent barrer la route de l'avenir. La dialectique est l'arme pour briser les barrières ; une fois celles-ci rompues, se rompt l'enchantement de l'immutabilité éternelle des formes de la pensée qui se révèlent en mouvement incessant, et qui correspondent aux mutations révolutionnaires des formes sociales.

Notre méthodologie cognitive doit nous conduire au pôle opposé d'une énonciation que nous prendrons chez Benedetto Croce sous la forme d'une remarque rageuse contre l'œuvre de diffusion du matérialisme dialectique de source stalinienne. « La dialectique a lieu uniquement dans le rapport entre les catégories de l'esprit et a pour but de résoudre l'antique et âpre, et qui paraît presque désespéré, dualisme entre valeur et absence de valeur, entre le vrai et le faux, le bien et le mal, le positif et le négatif, l'être et le non-être. »

Pour nous – au contraire – la dialectique a lieu dans ces représentations en continuels changements, par lesquelles la pensée humaine reflète les processus de la nature et en raconte l'histoire. Ces représentations sont un groupe de relations, ou de transformations qui ou tendent à traiter sans poser aucune donnée absolue réclamée à « l'esprit » et à ses exercices solitaires, et avec une méthode qui n'est en rien différente de celle qui vaut pour les influences entre deux champs du monde matériel.

Lorsque la pensée conservatrice « moderne » tenta d'épouser les forces de l'empirisme et du criticisme, dans une négation commune de la possibilité de connaître les lois tant de la nature que de la société humaine, ce fut Lénine qui monta aux créneaux pour dénoncer l'insidieuse contre-révolution.

L'ordre russe actuel, lié au conformisme des positions constituées manque de la possibilité de continuer cette lutte, même dans le secteur scientifique : la défense ordonnée et l'offensive de l'école marxiste dans le domaine de la théorie menace de se briser, à cause de la contre-attaque désespérée de *l'intelligentsia* capitaliste mondiale et de ses immenses moyens de propagande, si ne surgissent de nouvelles bases pour le travail radical de parti, libre de porter la flamme de la dialectique sur les soudures qui tiennent ensemble des structures artificielles de privilège, et de fois métaphysiques dans une toute nouvelle infaillibilité.

La doctrine de la révolution Communiste n'a besoin ni de sacerdoce, ni de Mecque.

# LES GOUVERNEMENTS BRIGANDS, ARABES ET OCCIDENTAUX, À L'ASSAUT DES MASSES PAUVRES ORIENTALES ET DU PROLÉTARIAT MONDIAL (IRAK).

Dans ce nouveau conflit impérialiste qui oppose le minuscule État irakien – armé jusqu'aux dents par les bons soins des bourgeoisies occidentales, principalement russe et française qui lui fournirent respectivement entre 1970 et 1989 61% et 18% de son approvisionnement en armes – à l'armada gigantesque des nations bafouées par cette offense incroyable au "droit international", c'est-à-dire au rapport de force auquel les bourgeoisies économiquement les plus puissantes soumettent le monde entier, la voix du prolétariat révolutionnaire et de son parti de classe pourra-t-elle se faire entendre au milieu des clameurs bellicistes des dirigeants nationaux, de l'hystérie des mass media, et de l'apathie des classes travailleuses paralysées par le malaise économique qui pèse plus ou moins lourdement sur leur têtes ?

Dans ce chœur orchestré par nos gouvernants bourgeois, Saddam Hussein est évidemment présenté comme l'agresseur, le "barbare" dont les troupes pillent, tuent, violent ce brave petit pays koweïtien, garant et gérant les intérêts pétroliers des classes dominantes occidentales ! Ce nouvel "Hitler" menacerait de surcroît le pacifique État saoudien, issu de la volonté de l'impérialisme britannique et qui avec le Koweït se refusait à augmenter les prix du pétrole, mesure qui aurait soulagé considérablement les finances exsangues irakiennes. Encore une fois comme pour chaque nouveau conflit, on se garde bien d'insister sur les raisons locales et internationales qui poussent aujourd'hui le président dictateur irakien, pour trouver une issue à la grave crise économique et sociale qui mine son Etat, à dénoncer le séquestre occidental des richesses arabes par l'intermédiaire du Koweït et de l'Arabie Saoudite et le "partage colonial qui vise à maintenir la nation arabe [sic !] en état de faiblesse", à qualifier le conseil de sécurité de l'ONU "d'instrument de la politique étrangère et injuste" de l'Amérique, et à se dresser contre les puissants de ce monde ! Il ne s'agit absolument pas pour nous de trouver la moindre excuse à l'État irakien, bourgeois, impérialiste, et à son rusé dictateur "éduqué" brillamment comme le reste de sa clique dans les écoles occidentales, "civilisé" par notre grande "culture" bourgeoise, et qui depuis 20 ans mène une lutte de classe féroce contre ses masses saignées par la répression, la misère et la guerre. Nous n'avons jamais qualifié le gouvernement irakien d'État laïque "progressiste", comme l'a fait la classe politique et intellectuelle française de tous bords de 1968 à 1988, convoyée par charters à Bagdad, tous frais payés, participant aux somptueuses réceptions organisées régulièrement par l'ambassade d'Irak à Paris, recevant des subsides pour financer les partis, etc... (voir l'article éloquent "20 ans d'irakophilie française" du "Monde" du 23.08.90) ; et tout ceci pour couvrir la signature de grands contrats militaires et industriels, c'est-à-dire une politique mercantile ! Les USA n'ont rien à redire, eux qui obsédés par Khomeiny et Kadhafi ouvrirent à l'Irak des crédits lui permettant d'acheter des céréales et des produits industriels à la grande joie des fermiers et des exportateurs américains. La liste des anciens "amis" pourrait être longue ! Mais tout le monde sait bien que les États n'ont pas d'amis : ils n'ont que des intérêts ! Pour le capital l'argent n'a pas d'odeur et il ne connaît qu'un principe : le profit ! Il s'agit avant tout d'écouler sa surproduction, quitte à s'opposer ensuite à ces mêmes États clients avec les mêmes armes qu'on leur a auparavant vendues. Il n'y a pour s'en étonner que les petits bourgeois et les journalistes stipendiés qui distillent leur leçon de morale à quatre sous.

Que se passe t-il donc aujourd'hui pour nos grands bourgeois offusqués par l'arrogance du petit Irakien, et qui piqués au vif, mettent en branle leur organisation politique et militaire ? Il nous faut

encore rappeler que ce type de conflit est une nouvelle fois la conséquence des contradictions du système capitaliste mondial. Toute la vie économique est tombée sous la domination d'une oligarchie financière capitaliste qui a acquis l'hégémonie et qui prend les décisions dans les coulisses de la démocratie parlementaire dans toutes les questions importantes qui déterminent la destinée des nations. Le pauvre consommateur ne s'étonne-t-il pas aujourd'hui que les compagnies pétrolières qui ont des mois de réserve devant elles augmentent les prix profitant du conflit pour spéculer sur le dos des économies nationales sans que nos gouvernants semblent pouvoir les en empêcher ! Ainsi le "Monde" du 04.09.90 nous apprend que le prix du pétrole payé en dollars par les compagnies françaises, malgré l'augmentation des cours, n'augmentera pour cette année que de 3% à cause de la dévaluation du dollar vis-à-vis du franc, tandis que les prix à la pompe s'envolent. Dans les différents États, les contradictions, la concurrence, l'anarchie n'ont cessé de s'aggraver dans l'économie mondiale. La soif de bénéfices a poussé le capitalisme à la conquête continuelle de nouveaux marchés, de nouvelles sphères d'investissement, de nouvelles sources de matières premières et de main d'œuvre à bon marché. La situation des petits États encerclés au milieu des grandes puissances est devenu de plus en plus intenable. Trotsky écrivit ainsi dans son manifeste<sup>33</sup> au sujet de la situation de 14-18 bien similaire à celle d'aujourd'hui : "Ces petits États, nés à différentes époques comme des fragments de grands États, comme de la menue monnaie destinée à payer différents tributs et services, comme tampons stratégiques, possèdent leurs dynasties, leurs castes dirigeantes, leurs prétentions impérialistes, leurs intrigues diplomatiques. Leur indépendance illusoire a reposé jusqu'à la guerre, tout comme l'équilibre européen, sur l'antagonisme permanent entre les deux camps impérialistes. La guerre a détruit cet équilibre. La guerre, en donnant d'abord à l'Allemagne une énorme supériorité, contraignit les petits États à chercher leur salut dans la magnanimité du militarisme allemand. L'Allemagne ayant été vaincue, la bourgeoisie des petits États, de concert avec ses "socialistes" patriotes, s'est tournée vers l'impérialisme victorieux des alliés et commença à chercher dans les articles hypocrites du programme de Wilson des garanties pour le maintien de son existence indépendante. En même temps, le nombre des petits États s'est accru : de la monarchie austro-hongroise, de l'empire tsariste se sont détachés de nouveaux États qui, à peine nés, se saisissent à la gorge pour des questions de frontières. Les impérialistes alliés pendant ce temps préparent des combinaisons de petits États, anciens et nouveaux, afin de les enchaîner les uns aux autres par une haine mutuelle et une faiblesse générale.

"Opprimant et violentant les peuples petits et faibles, les condamnant à la famine et à l'humiliation, les impérialistes de l'Entente, comme le firent peu de temps auparavant les impérialistes des puissances centrales, ne cessent de parler du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, alors qu'ils le foulent aux pieds en Europe et dans le monde entier. Seule, la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre car elle libérera les forces productives de tous les pays de l'étroitesse des États nationaux en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Elle seule donnera aux peuples petits et faibles la possibilité de gérer en toute liberté et indépendance leurs affaires et leur culture nationale sans dommage pour l'économie unifiée et centralisée de l'Europe et du monde entier".

L'essence de la situation mondiale actuelle n'est pas seulement caractérisée par les tensions extrêmes dans le Golfe liées au déclin économique et au malaise social dans les pays les plus peuplés du monde arabe, alimentées par la question palestinienne et libanaise que le mercenaire israélien tente de contrôler, et surtout par les antagonismes impérialistes des grandes puissances occidentales. Elle ne se caractérise pas non plus seulement par l'écroulement violent du bloc soviétique qui remet en cause "l'ordre mondial", c'est-à-dire le partage du monde entre les deux grands monstres rivaux, tel qu'il était issu de la dernière guerre mondiale, mais elle est fondamentalement marquée par la crise financière, économique et sociale qui secoue le système capitaliste dans son ensemble.

La vitesse incroyable avec laquelle le bloc de l'Est s'est effondré économiquement et politiquement laisse pantois les classes dominantes occidentales. Après s'être frottées les mains sur la mort du "communisme" comme échec définitif d'un système idéologique ennemi qui gênait l'expansion de leur commerce, elles réalisent avec effroi, conscientes de leur propre fragilité économique et social, que la même chose pourrait leur arriver ! Et de s'embarquer dans la nouvelle croisade de cette fin du 20<sup>ème</sup>

33 Pour le 2<sup>ème</sup> Congrès de l'IC en 1919.

siècle pour récupérer les "Lieux Saints" envahis par l'hérétique, c'est-à-dire des points stratégiques, militaires et économiques, vitaux pour leur organisme capitaliste pléthorique et malade ! Le balourd mais imposant impérialisme américain s'est mis en mouvement non pas au nom du droit international, mais comme le clame Bush, au nom de la "loi internationale". Il faut montrer au reste du monde que la fonction de gendarmier efficacement la terre entière revient au capitalisme le plus fort, c'est-à-dire les USA. Avec sa démagogie répugnante et son écœurante hypocrisie, Bush cherche à convaincre que cette expédition punitive a pour but de défendre la démocratie, la liberté, mises en péril par l'insolence d'un petit dictateur, qui en fait pour annexer une région se permet d'oublier de demander l'autorisation aux maîtres du monde. Car qui peut parmi ces messieurs donner des leçons de morale à Sadam Hussein et à son clan quand, il n'y a pas si longtemps, Israël, dans l'indifférence du "monde libre", a pu annexer tranquillement Jérusalem-Est en 1968, le Golan Syrien en 1981 et le Liban du Sud en violation du droit international et des résolutions du conseil de Sécurité ! Il en est de même pour la Syrie qui occupe 70% du Liban et qui pour des raisons de rivalités nationalistes soutient le camp américain dans le conflit actuel. Et les déclarations de Bush devraient apparaître cyniques à celui qui veut garder les yeux ouverts après les interventions armées des USA au Cambodge, à Grenade, au Panama et en Libye. Violant sans condamnation des principes qu'ils veulent aujourd'hui imposer à d'autres. Nous autres marxistes n'avons cessé de dénoncer, depuis des décennies, que le "droit international" est un code de "règles morales" hypocrite élaboré par les États bourgeois les plus forts pour soumettre, à leurs propres intérêts économiques, les États les plus faibles et que les premiers à violer la "table de la loi" ont toujours été les fondateurs de celle-ci.

On murmure de plus en plus fort dans les "milieux diplomatiques" que les services américains disposaient d'informations précises tendant à prouver les préparatifs irakiens d'invasion du Koweït. "La fin de la guerre avec l'Iran, les difficultés financières croissantes du pays conjuguées avec une nouvelle prolifération d'armes était notable depuis plusieurs mois : tous les analystes, qu'ils soient diplomates ou agents de renseignement, savaient que l'Irak poserait un nouveau problème au Moyen Orient" affirment les bureaux de renseignement occidentaux ("Le Monde" du 29.08.90, "Les services de renseignement français en alerte"). Et le même article s'interroge sur les arrières pensées américaines qui auraient peut-être consisté à attendre que Sadam Hussein aille "à la faute", donnant aux USA l'occasion de détruire "en toute légitimité" des infrastructures militaires irakiennes stratégiques gênantes.

En effet depuis la fin de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale, les USA visaient à s'installer militairement au Moyen Orient, et l'effondrement soviétique leur permet aujourd'hui, à l'occasion de ce conflit, de faire main basse sur cette zone stratégique pour leur rôle de gendarme du monde. D'un point de vue militaire, l'Amérique s'installe avec ses troupes en Arabie Saoudite, transformée en seconde place forte yankee au Moyen Orient après Israël. Le "Herald Tribune" du 28.08.90 cité dans le Monde Diplomatique de septembre 90, p 15 n'écrit-il pas : "L'actuel déploiement de forces américaines a donné au Pentagone quelque chose que les Saoudiens lui avaient jusque là refusé : le droit de conduire des exercices en Arabie Saoudite". D'un point de vue économique, les troupes US se sont quasi exclusivement déployées autour des champs de pétrole, source vitale énergétique pour les vampires capitalistes grands et petits, alors que la part des achats occidentaux de pétrole brut à l'Irak et au Koweït est très faible (9% pour la CEE, 8% pour les USA, 11% pour le Japon). Le "monde civilisé" par le bras du clinquant cow-boy se doit d'assurer son approvisionnement en pétrole à un prix "bon marché" et de préserver le racket régulier des richesses arabes sous la forme des avoirs koweïtiens et saoudiens investis dans les économies occidentales.

Mais le yankee n'est pas un quelconque mercenaire qui se fait payer avec des miettes, et ce n'est guère surprenant s'il présente maintenant la facture à toutes ces bourgeoisies qui n'ont pas eu la force militaire suffisante pour intervenir. Tout le monde doit payer, les grands comme les petits qui par leur soumission à la "loi internationale" de l'impérialisme le plus fort politiquement, économiquement et militairement ont appliqué strictement l'embargo et souffert le plus lourdement à cause de leur fragilité économique extrême, tels la Turquie, l'Égypte, la Jordanie, l'Europe de l'Est. D'ailleurs ces compensations sont le meilleur moyen de maintenir ces petits États du bon côté du bâton ! Le président Moubarak pouvait-il résister longtemps à envoyer des troupes en Arabie Saoudite alors que l'Égypte au bord de la guerre civile, accepte chaque année 2 milliards de dollars des USA, même si la crise actuelle

en rapatriant 800.000 Égyptiens lui fait perdre les 2,2 milliards de dollars annuels que ces pauvres déshérités renvoyaient chez eux ?

Répondant immédiatement au rappel à l'ordre américain, le Japon a plié le genou en offrant une "contribution significative". Mais l'Allemagne, en difficulté à cause des "frais" de réunification, semble se faire tirer l'oreille ! La France ayant montré son zèle en envoyant son "Clémenceau" et ses hélicoptères, a été gentiment retirée de la liste des pays sollicités : le titre de shérif-adjoint que lui décerne le dirigeant de l'extrême droite française Le Pen - qui par ailleurs qualifie de légitimité historique l'annexion du Koweït par l'Irak, selon une logique nationaliste et bourgeoise conséquente avec elle-même - lui convient à ravir ! Il en va de même pour la Thatcher dont la réussite de l'expédition aux Malouines n'a fait que renforcer la ligne "dure". Quelle que soit l'issue du conflit, cette démonstration de force aura mis au pas non seulement les ennemis, mais aussi les "amis et alliés" de l'Amérique de façon à leur faire accepter la "forme que doit prendre le monde de après-guerre froide", le nouvel ordre qui doit exister entre les différentes nations. La crise du Golfe n'aura pas eu seulement pour effet de sanctionner le petit Etat irakien, mais aussi de chercher à faire comprendre à l'Europe et au Japon que, l'Union Soviétique ramenée à la raison, il ne s'agissait pas pour autant de se passer des forces armées américaines ni des "procédures" de prise de décisions et de pressions économiques et militaires de Washington. Un commentateur américain, cité par le Monde Diplomatique de sept 1990, p 18, affirme ainsi que la contribution réclamée aux autres puissances occidentales devrait s'accompagner d' "une plus grande flexibilité en ce qui concerne les questions commerciales et les autres problèmes économiques" ! Derrière le bruit de bottes et des armes se cache toujours le marchandage économique ! Et le puissant capitalisme US est lui aussi aux abois ! En effet, le plus grand impérialisme mondial, le cow boy aux pistolets flamboyants, le gendarme de la planète, est un colosse aux pieds d'argile dévoré et miné par une crise économique, et qui ne survit qu'en rackettant le monde entier, les puissances "amies" y compris ! Quoi qu'il en soit nous ne verserons pas une larme sur le ballet "infernale" qui se joue actuellement entre nos grandes, moyennes et petites bourgeoisies internationales. Le système capitaliste ignore totalement les règles de la politesse et ne connaît que celles du rapport de force.

Mais si l'État terroriste américain, à travers la crise du Golfe, montre clairement son jeu vis-à-vis de ses concurrents bourgeois, il n'en reste pas moins qu'il ne perd pas de vue, et avec lui tous les autres membres de la classe bourgeoise, son ennemi réel, le prolétariat et les masses pauvres notamment paysannes qui peuvent se regrouper derrière lui. Et devant tout mouvement de résistance ou de lutte active de sa part, les antagonismes bourgeois d'hier et d'aujourd'hui disparaîtront pour laisser place à une unité temporaire afin de le combattre comme le massacre de la Commune de Paris de 1871 l'a montré.

Le prolétariat arabe et les masses paysannes pauvres prises en étau entre la cruauté et l'oppression de classe de leurs gouvernements dictatoriaux comme l'Irak et la Syrie, monarchistes féodaux comme l'Arabie Saoudite, ou républicains comme l'Égypte d'un côté, et la misère exacerbée par l'accroissement des contrastes sociaux de l'autre, pourraient manifester plus "activement" leur sentiment anti-occidental si elles se laissent encore une fois fourvoyer dans la question nationale dont le parti Baas se fait le porte-drapeau. Depuis plus d'un siècle, les puissances occidentales en dépeçant le Moyen Orient suivant leurs intérêts économiques et politiques ont empêché l'émergence de grandes nations arabes et ont fait et continuent de faire obstacle au développement économique de ces régions en exerçant une pression économique, politique et militaire. Le consensus populaire dont peut bénéficier aujourd'hui le clan de Sadam Hussein est le résultat de l'humiliation et de l'augmentation de la misère infligées depuis des décennies aux masses arabes avec l'aide de l'État mercenaire israélien, qui ne cesse de violer le fameux droit international. La création d'États artificiels peu peuplés, mais riches en or noir, soutenus par les puissances occidentales, est l'instrument de la persistance de la division des différents États arabes entre eux et de leur assujettissement aux intérêts étrangers. Pour le prolétariat le pire serait qu'il cède aux sirènes nationalistes du parti Baas et surtout à celles de la petite bourgeoisie arabe, base sociale du nationalisme et de l'intégrisme. La même petite bourgeoisie qui en Iran en 1951, par peur du prolétariat, s'est retournée contre le gouvernement de Mossadegh, alors authentiquement révolutionnaire du point de vue bourgeois, permettant ainsi aux Américains de remettre en selle le Chah. La même petite bourgeoisie qui depuis des décennies conduit le prolétariat palestinien dans une impasse en l'entraînant

dans un combat nationaliste qui n'est pas le sien. Toutefois le blocus économique que subit l'Irak ne pourra pas manquer de conduire à l'exaspération des contrastes de classe. Tout ce que nous autres révolutionnaires pouvons souhaiter, dans le contexte actuel, c'est que la situation leur explose en pleine face à tous ces bourgeois, embrasant la totalité du Moyen Orient. Si pour le moment une telle perspective est peu probable, tôt ou tard elle se présentera. Mais le développement d'un mouvement révolutionnaire résolument prolétarien au Moyen Orient dépend avant tout du prolétariat européen qui depuis la désastreuse défaite de 1926, n'est pas encore sortie de sa léthargie. Toutefois la terrible dépression économique qui se prépare et dont on voit s'amonceler les premiers nuages au cœur même du plus puissant des États impérialistes, les États-Unis, ne manquera pas de le sortir de sa torpeur et de le propulser à l'avant scène de l'histoire !

Quant à nous communistes, nous adressons au prolétariat mondial cette magnifique apostrophe tirée du Manifeste écrit par Trotsky pour le 1<sup>er</sup> congrès de l'IC en 1919, en pleine vague révolutionnaire et après le grand massacre de 14-18, mais ô combien actuel :

"En d'autres termes, l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante, qui, sous l'enseigne de la Société des Nations, au moyen d'une armée "internationale" et d'une flotte "internationale", pillera et étranglera les uns, jettera des miettes aux autres, mais toujours et partout enchaînera le prolétariat dans le seul but de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière, d'Europe et des pays avancés du reste du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ?

"Abréger l'époque de crise actuelle n'est possible que par les méthodes de la dictature du prolétariat qui ne regarde pas vers le passé, qui ne tient compte ni des privilèges héréditaires ni du droit de propriété, mais uniquement de la nécessité de sauver les masses affamées, qui mobilise à cet effet tous les moyens et toutes les forces, décrète pour tout le monde l'obligation du travail, institue le régime de la discipline du travail afin de guérir en quelques années les plaies béantes de la guerre, mais aussi d'élever l'humanité à des sommets nouveaux et insoupçonnés".

\*\*\*\*\*

# NICARAGUA : LE DESTIN DES PETITES NATIONS

(Article de Il Partito de février-mars 1990)

C'est justement dans la vaste unité des forces diverses de l'opposition qui en juillet 1973 permit de chasser la dynastie des Somoza avec l'accord tacite des États Unis qu'il faut chercher une des causes principales du désastre que vit aujourd'hui le Nicaragua.

Dans les mois frénétiques qui précédèrent l'insurrection populaire décisive se créa un bloc toujours plus large de tous les secteurs de la nation, tandis que le programme politique se faisait toujours plus étroit jusqu'à ne plus comprendre que deux points : la chasse de Somoza et l'expropriation de ses biens. La "tendance prolétarienne" du FSLN, il y a encore quelques mois opposée à l'unité avec la bourgeoisie antisomosiste, adhéra aussi au bloc. Le gouvernement, constitué de représentants de toutes les catégories et forces sociales, se caractérisa immédiatement par sa modération. La magnanimité avec laquelle furent traités les sbires de Somoza ne fut certes pas un signe de force du nouveau régime. Les responsables d'années de persécutions et de tortures, de féroces répressions ayant coûté la vie de dizaines de milliers de prolétaires furent condamnés à des peines de prison mineures en même temps que la peine de mort et le bagne étaient abolis.

La même modération fut utilisée vis à vis des masses pauvres des villes et des campagnes dans le domaine des mesures sociales ; le statut fondamental de la république reconnaissait la fonction sociale de la propriété qui peut être individuelle ou collective, tandis que la réforme agraire promise, question centrale pour toute l'Amérique centrale et méridionale et véritable thermomètre du radicalisme social des mouvements politiques, se limita à distribuer sous forme de propriétés coopératives ou à des paysans les terres expropriées de la famille Somoza (environ 20% des terres cultivables). Dès les premiers mois après la victoire, les tentatives spontanées de groupes de paysans pauvres et sans terre pour s'emparer des grandes propriétés foncières furent réprimées et qualifiées d'antinationales. La volonté de construire une économie mixte où des secteurs de propriété étatiques côtoyaient le secteur privé s'affirmait.

"Socialisme" et "Révolution" demeurèrent des paroles vides de sens, utilisées pour empêcher les classes pauvres de briser le pacte social de collaboration avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers. Dans les faits le gouvernement visa à édifier une économie moderne de type capitaliste dans un état et un régime démocratique bourgeois.

L'unité entre les différentes classes sociales, vantée par les dirigeants du Front comme la véritable force du mouvement antisomoziste, n'a pas été autre chose que l'instrument avec lequel les classes dominantes ont pu renforcer leur pouvoir dans une situation sociale et politique encore incertaine qui contraignait le gouvernement, tout en défendant les intérêts du capital, à ne pas attaquer ouvertement, du moins dans une première période, les couches les plus pauvres dont il recherchait la neutralité voire l'appui. Mais cette incertitude d'orientation ne satisfait pas le capital privé, et les prolétaires et paysans pauvres au fil des années verront les promesses s'envoler et leurs conditions de vie empirer de jour en jour.

Une autre cause de la ruine de l'économie du pays centre américain est l'opposition dure des USA, décidés à faire tomber le gouvernement sandiniste pour le remplacer par une de leur émanation directe.

La présence des Sandinistes dans le gouvernement n'a jamais été vue d'un bon œil par Washington ; malgré la modération de leur programme politique, ils s'étaient opposés à Somoza quand ce dernier

jouissait encore de la protection américaine ; et leurs tentatives d'indépendance nationale, de neutralité en politique extérieure, l'auréole anti-impérialiste en faisaient objectivement des adversaires dans une conception qui faisait de l'Amérique centrale la chasse gardée des États Unis.

Les diplomates américains avaient cherché, dans les derniers jours précédent la chute de Somoza, à trouver un accord avec les forces d'opposition les plus conservatrices pour former un gouvernement excluant le FSLN; mais la tentative échoua face à la force du mouvement insurrectionnel. Le projet ne fut pas oublié, mais seulement remis.

En 1981, les USA suspendaient toute aide financière au Nicaragua ; c'était le premier pas dans un heurt qui se fit de plus en plus pesant. L'année suivante commençait l'agression militaire avec l'utilisation de bandes irrégulières, financées par la CIA, cantonnées en territoire hondurien aux frontières septentrionales du Nicaragua. Les pathétiques efforts du soi-disant groupe de Contadora (Panama, Venezuela, Colombie et Mexique) pour trouver une solution négociée au conflit commençaient.

Le 1<sup>er</sup> mai 1985 le président Reagan annonçait l'embargo commercial total contre le Nicaragua. "L'encercllement économique - lit-on dans l'Unita du 20.07.86 - se fit sans faille : du minage des ports nicaraguayens en 1984 à la fermeture de tous les bureaux des institutions financières internationales ; jusqu'à intimer l'ordre au Mexique de cesser de fournir du pétrole au Nicaragua sous peine de suspendre le transport par les compagnies américaines du pétrole mexicain vers les différents marchés".

En 1985 quatre autres pays latino américains (Uruguay, Brésil, Pérou, Argentine) adhèrent au groupe de Contadora, tandis que la CEE et l'Internationale socialiste tentaient, sans succès, une médiation pour mettre fin à la guerre. Celle-ci, d'abord exploitée par le gouvernement sandiniste comme un élément de cohésion nationale et de mobilisation sociale, produisait désormais ses fruits amers. Avec déjà 4000 morts, son impact sur la fragile et déjà amoindrie économie nicaraguayenne était très dur ; le régime était contraint de réserver de plus en plus de ses ressources à l'armée et avait dû introduire la conscription obligatoire qui arrachait des forces vives aux campagnes et aux usines ; des milliers de paysans durent abandonner leurs terres et se transformer en réfugié, des récoltes entières furent détruites par le feu et les bombes.

Sur le plan militaire l'armée de Managua, équipée en armes par Moscou et par ses alliés, réussit à repousser les contras qui ne pensaient plus à réussir à renverser le gouvernement. Mais c'était sur le plan économique que la situation se faisait toujours plus désastreuse.

"Les soldats sandinistes (qui sont désormais 60 à 80.000, NDLR) ont repoussé jusqu'à aujourd'hui les incursions des contras, mais l'État affecte 60% de ses maigres ressources à la défense ; les investissements privés sont au niveau zéro, les paysans quittent les zones les plus exposées des frontières ; l'insécurité permanente concourt à désorganiser l'économie. Les morsures de la pénurie s'entrelacent avec les conséquences du marché noir qui dans le pluralisme social fleurit et exaspère ressentiments et divisions". Ainsi tandis que la très grande majorité de la population est réduite à la faim, quelques privilégiés s'enrichissent de plus en plus.

Pour tenter de remédier aux conséquences économiques de la guerre, le gouvernement lança une série de mesures qui attaquaient directement les conditions de vie des masses : suppression des subventions aux produits alimentaires de base, diminution du contrôle sur les échanges, réduction des dépenses sociales en matières de logement, de santé et d'éducation, annulation de certains grands projets de développement.

La situation devint chaque jour plus critique ; l'inflation atteignit 1500% en 1987; elle grimpa à 5000% en 1988. La dette extérieure s'éleva à 7 milliards de dollars, trois fois le produit intérieur. "Le salaire moyen journalier qui en 1978 permettait d'acquérir 30 œufs et 12 litres de lait ne permet plus que d'obtenir 2 œufs et 2 litres de lait" ("le Monde diplomatique" du fév 1989).

En février 1988 une réforme monétaire dévaluant la monnaie de 1000 à 1 et cherchant à contrôler les prix et salaires était tentée pour mettre un frein à l'inflation ; la tentative échoua et l'on arriva à une nouvelle dévaluation de 566%, accompagnée de la libéralisation des prix ; les salaires étaient déclarés

libres dans le secteur privé et diminués dans celui public. C'était un coup très dur porté aux conditions de vie des masses déjà très difficiles. L'écart entre bas et hauts salaires s'agrandissait encore plus tandis que l'absentéisme scolaire des enfants, qui devaient travailler pour vivre, augmentait. Les hôpitaux se remplissaient d'enfants dénutris. A la fin de l'année l'inflation montait à 33600%!

En juin 1989 trois dévaluations successives de 110% eurent encore lieu. Le revenu individuel descendit au niveau de 1960 (600 dollars par an). Les exportations se réduisirent de 1984 à 1988 de 428 à 235 millions de dollars.

Malgré les accords répétés par lesquels le Nicaragua s'engageait à rétablir toutes les libertés constitutionnelles en échange du démantèlement des bases des contras, la guerre se poursuivait. En février 1989 au San Salvador, lors d'un sommet entre les cinq présidents de Centre Amérique, Ortéga s'engageait à anticiper les dates des élections générales, à libérer les dernières gardes somozistes encore en prison, à modifier la loi électorale en faveur de l'opposition. Malgré ces promesses, répétées au sommet de Tela en août de la même année, le président Bush renouvelait en octobre le blocus économique contre le Nicaragua.

Le 1<sup>er</sup> novembre, Ortéga essaya de réagir en annulant la trêve concédée aux contras, mais dans la réunion suivante des présidents de Centre Amérique, en décembre, au Costa Rica, le président nicaraguayen condamnait "énergiquement les actions armées et terroristes irrégulières de la région" et lançait un appel à la guérilla salvadorienne afin que "cessent immédiatement les hostilités et que reprenne le dialogue". Les États Unis avaient déjà gagné sur toute la ligne, la faim fit le reste. Les élections générales de février virent la victoire de la coalition antisandiniste, la UNO, qui regroupait 14 partis, depuis la droite qui appuyait ouvertement les contras, jusqu'à la gauche.

La presse bourgeoise en profita naturellement pour une énième tirade anticommuniste et même l'Unita (mais devons-nous encore nous en étonner?) parla d'un événement de portée historique, un passage à une nouvelle époque, "celle de la démocratie". Le crétinisme électoral n'a pas de limite et peut en arriver à considérer comme libre le vote de celui qui a le ventre vide et le pistolet sur la tempe ! On peut lire une nouvelle instructive sur "Renaissance" : "Ce sont les pauvres et les très pauvres des villes et des campagnes qui ont donné la victoire à l'UNO et aux États-Unis. 200 à 300 mille et plus de bouches affamées dont le Front Sandiniste n'a pas pu, même durant la campagne électorale, assurer une assiette de riz et de haricots, ou un peu de cette huile que l'industrie privée d'un candidat de l'UNO avait fait manquer artificiellement".

La défaite électorale, comme n'importe quel résultat sorti des urnes, changera bien peu de choses aux rapports de force entre les classes sociales, et un éventuel gouvernement ouvertement bourgeois ne pourra améliorer ultérieurement les conditions de vie des masses, même s'il réussit, comme Mme Chamorro l'a promis et l'espère, à faire rouvrir aux USA les cordons de la bourse. Ces conditions de vie pourraient s'améliorer momentanément si les masses prolétariennes des villes et des campagnes faisaient sentir leur force, et pour ceci elles devront d'abord constituer des organisations indépendantes de la bourgeoisie, soi-disant anti-impérialiste ou de gauche, chercher à fonder des organisations autonomes pour leur défense économique et pour la conquête de leur pouvoir politique. Il n'existe pas d'anti impérialisme excepté l'anticapitalisme de la lutte pour la révolution communiste. Les prolétaires du Nicaragua, de toute l'Amérique Latine, l'expérimentent sur leur peau puisqu'ils payent chaque jour, par la faim, le chômage et aussi la mort, l'impuissance de leurs bourgeoisie nationales, peureuses et corrompues, envers les prétentions de l'impérialisme américain et mondial.

# VIE DU PARTI : RÉUNION GÉNÉRALE DU 3-4 FÉVRIER 1990

(Il Partito février-mars 1990)

Les 3 et 4 février s'est tenue à Florence la réunion de travail de notre petit parti qui y présenta, à ses militants et à ceux qui le suivent à l'extérieur, son activité et ses recherches sur la science révolutionnaire. Le moment historique actuel ne nous demande pas de diriger de grands mouvements sociaux mais de les comprendre dans leur dynamique catastrophique, tout en ne perdant pas de vue que le Parti Communiste est fait tout à la fois de volonté et de conscience, notion ignorée et incomprise par nos adversaires et transfuges.

Pour accomplir cette tâche, nous n'avons pas besoin d'hommes exceptionnels mais d'hommes capables de voir le communisme dont est gravide le monstrueux et malheureux monde bourgeois.

Comme d'habitude, nous dédîâmes les jours précédant la réunion à accueillir les premiers arrivés. Le samedi matin fut dédié à résumer les divers travaux en cours et à exposer les différents problèmes auxquels se trouvent confronté le parti.

Les camarades de langue anglaise communiquèrent l'imminente sortie d'une nouvelle traduction sous forme d'opuscule concernant le faux socialisme russe et rassemblant les documents anciens et plus récents dans une parfaite continuité. Il s'agit du n° 5 de la série anglaise qui sera intitulé "Révolution et Contre révolution en Russie : 70 ans d'une organique évaluation marxiste". Les sommaires des prochains numéros des revues du parti en langue française et italienne et la publication des nouvelles thèses tactiques sur la guerre impérialiste dans les organes du Parti furent arrêtés.

Dans l'après midi du samedi et le dimanche, après une brève introduction du Centre du Parti, on passa à l'exposé des différents travaux.

**Le premier rapport** portait sur *l'histoire de notre courant de gauche* entre les deux guerres. Le soir du 31 octobre 1926 un coup de pistolet est tiré à Bologne contre Mussolini. La réaction, légale et illégale, du régime fasciste est immédiate. L'auteur supposé de l'attentat est lynché sur place, et dans toutes les villes et campagnes d'Italie, les escadres de Mussolini sèment la terreur : les sièges des partis et des journaux antifascistes sont dévastés, les opposants arrêtés, frappés, assassinés. Tous les partis sont déclarés illégaux et leurs journaux supprimés. Les organisations catholiques, quand bien même les hautes hiérarchies ecclésiastiques se soient promptement rangées du côté du Duce, ne sont pas épargnées. Mais la réaction frappa surtout la classe ouvrière et le parti communiste, le véritable ennemi du régime en place. Le chef de la police reçut des instructions précises pour l'arrestation en masse des communistes et de tous les députés inscrits au PCI. En 48h des centaines de camarades, le plus souvent des dirigeants centraux et périphériques, tombèrent dans les mains de la police. Le parti fut pris par surprise et incapable d'affronter un tel événement, et ceci justement à la suite de cette "réorganisation interne" qui sous le nom de "bolchevisation" s'accomplissait dans le parti depuis quelques années. De vieux camarades à la foi solide et aux capacités déjà prouvées avait dû laisser leur poste de responsabilités à ceux qui remplaçaient ces qualités par une souplesse "léniniste" et une adhésion inconditionnelle à la lutte menée contre la gauche. Le parti non seulement n'avait élaboré aucun plan d'urgence qui puisse assurer, dans une certaine mesure, la sauvegarde de l'organisation et des possibilités de fuite aux responsables du parti, mais de plus durant les premiers jours de la répression, il déclara même que la situation pouvait être considérée comme "objectivement favorable au parti", qui reprendrait rapidement et totalement son activité ! A cet optimisme inconsidéré succéda quelques jours après un total défaitisme.

Le 10 novembre les quelques dirigeants de la Centrale qui avaient échappés à l'arrestation délibérèrent la dissolution du parti et sa transformation en "groupes d'étude". Il est vrai que la décision de dissolution fut révoquée peu après. Mais il n'en reste pas moins grave que ceux qui s'étaient prononcés pour la dissolution furent confirmés aux sommet du Parti. A la suite de la répression, des effets des "lois spéciales, mais aussi d'une série d'actions sans aucune issue politique et purement démonstratives, parce que la Centrale pense que quelques sacrifices étaient justifiés, le parti en Italie sera totalement décimé. C'est ainsi, qu'après 1927, l'activité du parti ne pourra continuer qu'à l'extérieur grâce à l'émigration.

Le centre directif du PCI se transférera à Paris où sera constitué le "Bureau Extérieur" et où, reprenant les thèmes aventiniens, il "élaborera" cette tactique qui, après mille péripéties contre révolutionnaires, aboutira à la pleine adhésion au système capitaliste bourgeois à condition qu'il soit... antifasciste.

En janvier 1927, la Direction de la CGL, ayant constaté que la réalisation du régime fasciste était le fruit même des principes social-démocrates et que la politique du syndicalisme fasciste n'était pas différente de celle du réformisme syndical classique, dissout la Confédération et incite les prolétaires à entrer dans les organisations mussoliniennes. A cette occasion encore le PCI au lieu de démasquer la politique réformiste, qui avait effectivement préparé la voie au fascisme, et au lieu d'appeler le prolétariat à reconstituer, dans les limites du possible, un réseau organisationnel de défense économique sur des bases strictement classistes, au lieu de cela, le PCI fit sienne cette politique syndicale réformiste, ouvertement dénoncée par les faits. Il en arriva jusqu'à demander la reconnaissance de l'ultra réactionnaire internationale jaune d'Amsterdam !

Cette attitude dans le domaine syndical et la pratique qui conduisait à une entente avec les partis social démocrates et bourgeois, définis " antifascistes", et avec les organisations catholiques ne pouvaient plus être considérée comme des incidents de parcours d'un PC insuffisamment mûr politiquement ; il s'agissait au contraire d'une tactique démocratique évidente qui n'avait rien à faire avec la tradition et la doctrine marxiste. De toutes parts dans le Parti, que ce soit en Italie ou dans l'émigration, s'élevèrent de vives protestations de la masse des camarades contre cette liquidation du programme communiste dans le seul but d'être admis dans le club de l'antifascisme démocratique.

Les dirigeants staliniens employèrent donc toutes leurs énergies et leurs ressources, non en vue du sauvetage du parti, non en vue de l'organisation révolutionnaire, mais en vue de la collaboration interclassiste contre tout ce qui représentait encore dans le parti un rappel aux concepts de base du marxisme. La lutte fut menée à l'intérieur du parti et contre le parti. Dans ce but une campagne impitoyable fut orchestrée contre la gauche. Depuis des années, les dirigeants du PCI, incapables de soutenir une polémique sur la base de la tactique et de la doctrine communiste contre les camarades de la gauche (qui exprimaient la réaction prolétarienne contre leur politique de défaitisme), en plus de falsifier les positions de principes, avaient recours à toutes sortes d'insinuations et d'insultes pour brouiller dans la base du parti les critiques de la Gauche.

Les principaux arguments employés dans la bataille par les centristes furent, dans un premier temps, la terreur idéologique et le chantage au scandale causé par les partisans de la "fraction" et de la "scission" du parti et de l'Internationale. Après 1926 les staliniens passèrent aux voies de fait avec l'expulsion de tous les camarades qui n'acceptaient pas de se plier au défaitisme du parti.

Finalement, étant donné que les camarades de la Gauche, même expulsés, restaient les seuls à développer une vive activité politique et suscitaient l'adhésion du prolétariat émigré, les staliniens en arrivèrent à accuser la Gauche d'être l'instrument de l'infiltration fasciste dans la classe ouvrière. Ce furent les camarades de la Fraction qui purent démontrer comment des provocateurs fascistes avaient pu entrer à l'intérieur du PCI et y mener une carrière rapide, et comment les staliniens s'étaient servis de ces provocateurs pour conduire la lutte contre la Gauche.

La Fraction réussit toujours à éviter de se laisser enfermer dans la stérile polémique personnelle et continua au contraire avec force et enthousiasme sa bataille de défense de la doctrine et de la tactique marxiste révolutionnaire.

Un **second rapport** présentait notre évaluation de la *situation économique et des événements actuels en Russie*. Lecture certainement pas "ajustée" en fonction de la situation présente, mais cohérente avec ce qui a déjà été analysé, amplement décrit et **prévu** par le parti. La faillite du stalinisme n'est pas la faillite du marxisme comme doctrine scientifique, ni d'un État dominé par le prolétariat en tant que classe. En Russie et dans sa zone satellite, ce qui a échoué est la falsification de cette doctrine et le mensonge de cette domination de classe. Le mythe d'une possible régulation centrale, rationnelle et sociale du mode de production capitaliste s'écroule. C'est la crise du dogme d'abord social-démocrate puis fasciste, puis stalinien, selon lequel le capitalisme d'État ou réglé par l'État est quelque chose économiquement différent du catastrophique et pourrissant capitalisme de toujours et de partout.

A l'Est - à cause de la maturité historique mondiale et du puissant coup d'épaule de la révolution prolétarienne d'Octobre - on a sauté, nonobstant la contre-révolution successive, la phase libérale et démocratique parlementaire, forme de gouvernement bourgeois en rien parfaite et éternelle, mais propre à une société encore non équipée d'une grande industrie et d'un grand capital financier. La dictature du capital a directement adopté en Russie le monopartisme et l'interventionnisme étatique dans l'économie. Sur le terrain économique cette intervention, en plus de n'avoir rien de destructif vis à vis des rapports classiques de production capitalistes, monétaires, mercantiles et salariales, n'a pas été par le marxisme considérée partout et toujours comme progressif par rapport à la forme juridique de titularité privée du capital. D'après notre très précieux Engels, les étatisations qu'il souhaitait étaient à prévoir dans le secteur de la grande industrie, ce qui aurait normativement favorisé une concentration technique et administrative maximale ; mais il restait conscient qu'une planification centrale et totale de la machine productive en régime capitaliste est impossible : en fait les marxistes ont toujours souhaité que les rapports de production bourgeois et leur expression juridique et politique correspondant s'expriment sous leur forme la plus achevée rendant ainsi leur négation plus aisée pour passer au communisme.

Cette phase dans les plus grands pays capitalistes est aujourd'hui largement atteinte et le déclin en est déjà commencé. L'alternative n'est pas entre bureaucratie et libéralisme, mais entre d'une part une société mercantile fondée sur le salariat et le capital et de l'autre le socialisme, société non mercantile et communautaire. Étatiser les forces productives insuffisamment développées, artisanat et paysannat, est seulement une mesure **politique** qui, réalisée par un État non révolutionnaire, peut jouer dans le sens de la conservation économique et sociale empêchant la sélection "naturelle" des entreprises moins efficaces. En Russie une entreprise sur quatre est dit-on en passif. Aujourd'hui en Russie **on ne retourne pas en arrière**, à la démocratie et au libéralisme. En économie, la **décentralisation** est seulement une **question de principe** en tant qu'on départage ce qui n'a jamais été réellement uni, qu'on renonce au principe de la planification centrale qui - à part la grande industrie et les grandes structures ferroviaires, étatiques, etc...- ne s'est jamais réalisée que dans un gigantesque appareil de paperasseries et de fonctionnaires ministériels. Petite production et petit commerce, les "dîmes" payées, vont leur cours. Ce réseau réactionnaire de producteurs et de trafiquants, à rendement très bas, est le premier à être renversé par la crise de surproduction, qui ne fait qu'anticiper une crise de surproduction bien plus catastrophique à l'échelle mondiale.

En politique si le stalinisme a pu assumer directement la forme moderne de gouvernement bourgeois avec la dictature ouverte, le post-stalinisme, comme le post-fascisme en Occident, ne sont pas le **retour** à la démocratie pré-fasciste ou au février 1917, mais le véritable triomphe, indiscutable et irréversible, du fascisme qui réussit à se soumettre les formes démocratiques et même les partis et les syndicats de la classe ouvrière. : il peut y avoir cent partis, mais il n'y a qu'un seul programme national et capitaliste ; crétinisme parlementaire et personnalisme politicard en plein.

L'évolution de l'économie russe dans les derniers mois confirme ce que nous avons diagnostiqué sur sa maturité et la crise. Les productions augmentent à des rythmes importants parallèlement à la misère des prolétaires : capitalisme canonique, les chômeurs de l'Ouzbékistan sont déjà au nombre de un million. Les difficultés qui se vérifient dans la promulgation des nombreuses réformes économiques promises sur l'entreprise, sur la propriété, sur la location des terres, s'expliquent par les facteurs sociaux, par l'opposition latente et la lutte ouverte du prolétariat russe. Les magasins d'alimentation gérés par l'État sont vides tandis que les marchandises s'entassent sur les étalages des kolkhoziens mais

à des prix inabordables pour les familles ouvrières ; ceci représente un heurt de classe que l'État hésite à engager. La presse le confirme en rapportant des grèves continuelles avec 7,5 millions de Journées de travail perdues durant les onze premiers mois de 1989 et par l'existence d'un "Front uni des Travailleurs" dont nous savons seulement qu'il est "adversaire de la "Pérestroïka", ce qui en dit long.

Ce qui manque en effet dans le système de pouvoir bourgeois russe, ce sont les structures séculaires de partis et de syndicats opportunistes, formellement opposés à l'État et à la classe dominante, mais en réalité voués à la démocratie et la défense du régime. A la différence de la bourgeoisie polonaise aidée des intellectuels et des prêtres, les prolétaires russes, à ce qu'il semble, se méfient de la démocratie, des réformateurs, et des classes moyennes. Ceci est le problème central qui se pose aux gouvernants russes : faire plier le prolétariat. Pour l'instant ils n'y sont pas parvenus.

Il est inévitable que le débat sur les programmes économiques en Russie, comme dans le restes du monde, aborde la pluralité de formes de propriété, avec l'État et les grandes banques qui manipulent les prix, le fisc, le crédit, les investissements ; et ceci sans projet, ni plan, ni futur, sinon l'urgence permanente pour la survie d'un système en voie d'être abattu, à l'Est comme à l'Ouest.

Pour clore la soirée du Samedi, un camarade poursuit l'exposé sur la critique de la **Raison et de l'Économie bourgeoise**, à l'aide d'amples citations de Marx, Engels, Lénine et la Gauche. Les lecteurs peuvent retrouver les 2 premières parties de cet important travail dans les numéros 26 et 27 de *Comunismo* sous les titres : "Raison et Révolution" ; "Mystification de l'exploitation du prolétariat". Dans le chapitre exposé à la réunion, on développe les critiques classiques de Marx à Proudhon contre le néoproudhonien Staline, en particulier sur la possibilité supposée d'un socialisme qui utilise la monnaie et la loi de la valeur comme intermédiaire entre les producteurs. Staline, à l'égal de Proudhon, résout la contradiction en apposant l'adjectif "socialiste" aux catégories capitalistes : on eut ainsi le "marché socialiste". Les successeurs de Staline, non pas par responsabilité individuelle, mais à cause d'une plus grande maturité des conditions économiques et sociales, sont encore plus éloignés du marxisme et du socialisme : le romantisme bourgeois du révolutionnaire bourgeois Staline est remplacé par un éclectisme prosaïque qui se désintéresse des buts et des principes à part ceux bourgeois, grands vainqueurs, de l'accumulation et de la démocratie. Le rapporteur passait ensuite aux concept de personnalisme et propriété, fondement de toute idéologie démocratique. Ces concepts seront totalement dépassés et auront même totalement disparu du vocabulaire par manque de signification, dans la société communiste fondée non pas sur la propriété des moyens de production et l'appropriation du travail d'autrui, mais sur l'appropriation collective et non plus individuelle des moyens de production et de consommation, et sur des individus sociaux reliés entre eux par des liens d'une affectueuse nécessité dans une joyeuse collaboration communautaire. C'est le monde bourgeois qui parmi les soi-disant libertés laisse aussi celle d'abuser de son corps avec l'usage des drogues, fortifié comme un fait "privé". Ce n'est pas un hasard si la Perestroïka exalte l'individualisme et regrette son exaspération insuffisante. C'est une nécessité capitaliste en Russie d'exaspérer la concurrence entre bourgeois et entre prolétaires pour forcer la production de plus-value relative, tandis que Staline visait à l'introduction "égalitaire" de grandes masses dans les industries naissantes. Ce n'est pas par hasard si la Pérestroïka est appuyée par tous les types d'intellectuels. Le communisme repousse tout autant l'individualisme que l'égalitarisme romantique.

**Le dimanche matin** le premier rapport continuait la relecture du **Troisième livre du Capital** de Marx, parvenu au 20ème chapitre de la 4ème section : signes historiques sur le capital commercial. Il démontrait comment l'économie vulgaire que Marx fait remonter à 1830 est incapable d'expliquer l'origine et la mesure du profit commercial en rendant la fonction sociale des marchands nécessaire et éternelle. Le marxisme voit dans la fonction mercantile seulement une nécessité de la production capitaliste, et si il y aura dans tous les types de société humaine une production matérielle, il n'en sera certainement pas de même pour l'activité commerciale. Le profit moyen du capital employé dans le commerce dérive du taux de profit moyen de tout le capital social, à cause de l'effet de la concurrence entre les détenteurs de capitaux. Marx décrit abondamment la genèse du capital commercial moderne ; sa formation précède historiquement le mode de production capitaliste dont il est une forme

"embryonnaire" s'appuyant sur des formes de production précédentes. Dans l'analyse marxiste le passé du capitalisme explique le présent et indique la tendance inéluctable à sa destruction.

Faisait suite à ce rapport un bref exposé sur *l'activité* syndicale du parti à l'intérieur du mouvement des travailleurs de l'école et de leur **Cobas**. En l'absence d'une lutte générale, nos camarades, tout en condamnant les diverses initiatives réformistes et catégorielles, insistent lors des assemblées nationales pour que soit discutée une plate-forme unitaire en vue de la proche échéance du renouvellement des contrats.

Nous terminâmes cette réunion en écoutant la condamnation, dans le domaine de la pensée bourgeoise, des idéologies contemporaines soi-disant écologistes, dont le but est de dévier la lutte de la classe ouvrière de ses objectifs réels. Contre le pessimisme des conceptions d'un univers et d'une société fermés, selon laquelle les biens à la disposition des hommes sont donnés et finis et où il faut donc chercher à consommer le moins possible, nous opposons la réalité d'un monde et d'une société en expansion qui se régénère, modifie les lois mêmes de son existence dans un processus dont nous n'entrevoions pas de limites. Le *carpe diem* est du petit bourgeois condamné à mourir en tant que classe. Au mysticisme individualiste du petit bourgeois hanté par les nécessités de sa conservation zoologique individuelle, de l'alimentation saine et non contaminée ("biologique"), nous opposons la future *physiologie de l'espèce* quand des fonctions comme le repas retrouveront leur sens sacré non d'un point de vue individuel mais d'espèce. Nous pourrions donner une autre définition du communisme, celle d'une *société mystique* qui littéralement voit avec les yeux de l'espèce.

La réunion se termina le dimanche après midi par les dernières propositions de travail et par l'engagement renouvelé de notre bataille obscure pour la renaissance lumineuse de demain.